



# LA PAROLE MAGIQUE

OU LE FOURCHELANG DE LA RÉPUBLIQUE

[ ESSAI SUR LA RHÉTORIQUE DE DOMINATION POLITIQUE ]

Alexis Bertrand  
Novembre 2019

## MISE EN GARDE

Le texte que vous allez lire, autoproclamé essai, n'a pour but de s'inscrire ni dans une visée morale (condamner le mal pour prescrire le bien), ni dans une visée philosophique (s'atteler à la recherche d'une vérité), ni dans une visée fonctionnelle (constater des problèmes et proposer des solutions concrètes). Plus clairement, il refuse l'idée d'objectivité (ce qui, à défaut d'être une formule originale, est sincère). Il est une réaction tronquée et obtuse, il est un geste gratuit, dicté par les frustrations et conduit pour le plaisir.

Ce caractère partiel en est une clé de lecture : d'abord parce que j'ai écrit cette chose en pointillés depuis plus d'un an, davantage par curiosité que par engagement sérieux. Ensuite, et surtout, parce que je m'identifie aux accointances irrégulières et émotionnelles que (je crois) beaucoup d'entre nous partageons avec l'actualité politique : le matériau médiatique destiné au « grand public » est par nature fragmentaire et incomplet, trié et médié, arrondi et superficiel, et le présent travail est volontairement tributaire d'une telle incomplétude.

Autrement dit, il aurait pu s'agir d'une étude exhaustive et transdisciplinaire, m'enjoignant à lire et citer des ouvrages de philosophie politique ou de linguistique générale autant que des hagiographies macroniennes (Roland Gori, Jean-Noël Jeanneney, Marc Endeweld – respectivement psychanalyste, historien et reporter), en passant par des approches sociologiques (Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon ont signé une étude intitulée *Le Président des ultrariches. Chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron*) ou par la somme protéiforme et romanesque de François Ruffin qui a publié sa belle et tragique lettre ouverte au Président, *Ce Pays que tu ne connais pas*. Que dire de plus concret, de plus juste, de plus désespérant aussi, après la lecture de ce livre ? Mais, aussi, de plus partiel et partial ? On pourrait encore penser au rougeoyant et chirurgical *Crépuscule* de Juan Branco, ce repentini enragé de la classe dominante, pas tout à fait repentini d'ailleurs... À côté de ces textes, le mien semblera bien pâlement documenté et bien peu profond : il n'a bénéficié d'aucune « enquête » (c'est ainsi que Branco qualifie son texte), d'aucun cadre universitaire, ni d'aucun vécu politique de l'intérieur (Ruffin l'est à la fois par son activité journalistique et sa fonction parlementaire).

Je voulais parler de choses partielles et obtuses, alors c'est devenu mon procédé de fabrication : lancer des pensées flottantes et des récits erronés, qui s'appuient sur des références par morceaux et souvenirs – des lectures, discussions et écoutes réduites, desquelles il ne faudra pas être surpris de retrouver des calques évidents : quelques formules ou motifs empruntés à un certain nombre de personnes qui m'ont donné envie de m'attaquer à la surface de ce qu'ils ont déjà creusé.

Approximations et aberrations risquent donc d'être de la partie ; alors n'hésitez pas à m'en faire part, je suis là pour apprendre...

## TEASER

À nos yeux de citoyen·ne·s, quel est le rôle du langage dans la sphère politique ?  
Qu'est-il en train de devenir ? (Qu'est-ce seulement que la sphère politique ?...)

Est-il possible que cette même entité, si vaste, sublime et monstrueuse, ait à la fois le pouvoir de faire poésie, d'être un instrument de communication, et d'être un outil de domination ? Quelles relations cet objet protéiforme entretient-il avec l'activité la plus structurale et cruciale de l'être humain pour l'être humain – la politique ?

*Le premier chapitre abordera une vision possible du contexte politique actuel, du point de vue du citoyen sceptique que je suis. On y parlera de politique certes, mais aussi de football, de rap et de Dom Juan.*

*Le deuxième chapitre s'intéressera plus spécifiquement à la rhétorique politique et à quelques éléments ou formes de langage qui, à la fois puissants et fragiles, construisent la politique comme une entreprise de domination rhétorique. On parlera de débats d'entre-deux-tours, de David Pujadas, de l'Assemblée Nationale.*

*Le troisième chapitre, sans doute le plus funeste, s'attachera à dépeindre Macron, sa rhétorique, ses symboliques, et l'avancée foudroyante de son cancer du colon. Nous évoquerons un panel fleuri de penseurs (Machiavel, Freud, Hobbes, Ruffin) mais aussi ma maman, Daenerys Targaryen et Harry Potter.*

*Enfin, nous mélangerons tout ça pour établir un état des lieux des conséquences de la sphère politique sur le langage en général, avec Franck Lepage, Aimé Césaire, Ferdinand de Saussure ou (encore) François Ruffin, en parlant de suicide (3 fois), d'orgasme (1 fois), du levier de vitesse d'une Clio (1 fois), de grammaire (plein de fois), mais aussi d'un oignon, de révoltes et de dignité.*

**Bonne lecture !**

*N.B. : Le présent texte emploie certains principes relatifs à l'écriture inclusive.*

*Aussi, dans le cas d'un groupe défini ou indéfini de personnes de genres différents :*

- *Les substantifs pluriels en -eur·ice et -eur·euse sont condensés selon les modèles suivants : instituteurices, monteureuses.*
- *Les autres substantifs, de même que les déterminants, adjectifs et participe passé sont accordés à l'aide de points médians.*
- *Les pronoms personnels il/elle/ils/elles sont condensés en iel / iels ; les pronoms démonstratifs celles et ceux sont remplacés par ceulles.*
- *Les règles classiques de la grammaire française sont respectées lorsqu'il s'agit de groupes nominaux pluriels qualifiant des choses et non des personnes, ou bien lorsqu'il s'agit de substantifs 'neutres' (« gens » et « individus » au masculin, « personnes » au féminin).*

## SOMMAIRE

### **CHAPITRE I. UN CONTEXTE FORMEL DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN 2019 – OU L'ÉPUISEMENT DE LA PASSION** **6**

<i>Le politique laissant place à la politique</i>	6
<i>La démocratie indirecte et l'épuisement de la passion</i>	9
<i>La politique « coupe du monde »</i>	11
<i>La nouvelle place du langage</i>	13
<i>Ce qu'est la rhétorique</i>	15

### **CHAPITRE II. APPROCHE RHÉTORIQUE DE LA DOMINATION POLITIQUE – OU LE VERBE FAIT CHAIR** **18**

<i>La disposition du silence ou le chaos d'un débat</i>	18
<i>Parenthèse. Le corps et l'invisible</i>	23
<i>Le grand calme</i>	24
<i>L'instrument</i>	26

### **CHAPITRE III. MACRON, MAGE DU RÉALISME – OU LE FOURCHELANG DE LA RÉPUBLIQUE** **29**

<i>L'Élu (préambule théorique)</i>	29
<i>La Promesse</i>	31
<i>La Vision (ou NOTRE PROJET !)</i>	34
<i>Jupiter</i>	37
<i>Le Prince du Réel</i>	42
<i>Le Bon-Sens</i>	44
<i>L'Acteur</i>	46
<i>L'Apothéose (du vide) et le moment (des comptes)</i>	50

### **CHAPITRE IV. ÉTAT DES LIEUX DE LA NOVLANGUE – SYNTHÈSE POÉTICOLITIQUE** **52**

<i>Sur le bout de la langue</i>	52
<i>« La forme sur le fond »</i>	53
<i>L'absence de nuances</i>	54
<i>Les mots volés</i>	56
<i>La voix libérale : une voie de fait</i>	63
<i>Le monolithe et le fragment – l'Histoire et l'immédiat</i>	64
<i>Le changement de parole. Une parole d'outre-politique</i>	69
<i>La démission culturelle. Une dissonance cognitive ?</i>	71
<i>Sur la démocratie et l'oubli de la dignité</i>	74
<i>La politique comme fin en soi</i>	76
<i>Fin</i>	77

*à Tom Marvolo Riddle  
et Gérard Darmanin*

# I.

## UN CONTEXTE FORMEL DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN 2019

— OU L'ÉPUISEMENT DE LA PASSION —

### *Le politique laissant place à la politique*

Suspensions envers les stratégies de réélection, langage pointu et abscons des textes de loi, « langue de bois » banale des interviews, épique exagéré des grands discours, doutes de la démocratie représentative, incompatibilité du dialogue entre la « base » et le « sommet », impunité officielle de déclarations humiliantes ou ignorantes... Dans notre quotidien, les événements politiques qui nous font tantôt soupirer, tantôt bouillir, sont légion. Loin de n'être que des scories dérisoires, des faux pas, des « dommages collatéraux », ces événements faisant lever le sourcil aux citoyen·ne·s sont autant d'indices qui laissent penser que la forme et l'expression du domaine politique se sont substituées à son but, à sa fin ; ou du moins, qu'elles les brouillent. Or, quelle est la fin du domaine politique ?

Sans passer par des références profuses et pointues, il me semblerait honnête de répondre ceci : La fin du domaine politique serait d'*orchestrer la recherche et la mise en application du bien-être commun en harmonisant les intérêts individuels, de manière institutionnalisée, par le biais de débats collectifs au sein d'institutions publiques neutres, qui émettront des propositions ou décisions d'organisation du vivre-ensemble au sein d'une société humaine (c'est-à-dire une communauté donnée, qui a pour fondamental point d'union de vivre ensemble, en système).* (À ce niveau, exit les questions singulières de territoire, d'État, de communautés internes à une société.)

Déjà, quelques problèmes apparaissent.

- a) Une « recherche », oui, mais comment ? Sur la base de préceptes moraux, d'intuitions éthiques, d'expérimentations concrètes ? Dans le but de se diriger vers un présupposé théorique de société, ou de tâtonner vers un compromis global purement empirique ? À quelle échelle ?
- b) La notion d'« institutions » implique un rôle prééminent de l'État et de ses ramifications locales, sur lequel se fonde le pacte démocratique et l'expresse officialisation du vivre-ensemble — alors qu'on pourrait souhaiter d'une société qu'elle soit libérale : faire confiance à la liberté individuelle, favoriser la privatisation des organes de décision et l'autorégulation de l'économie.
- c) Des « débats collectifs » ? Qui y participe (un petit nombre de représentant·e·s, toute la population adulte) ? Et comment organiser un groupe d'humains d'avis potentiellement contraires, menant à un affrontement subjectif ? Faut-il alors une *objectivité* maîtresse, un juge de paix (une valeur cardinale, une constitution, une personne...) ?
- d) Le « bien-être commun » est une notion nodale récurrente chez les philosophes politiques (quelle que soit sa formulation exacte). Mais ce qui est « commun » est-il relatif au plus grand nombre, quitte à oublier une part de la population ? ou l'est-il à tous sans exception, auquel cas le bien-être risquerait dévier de son sens plein pour stagner à un médiocre compromis ? Le bien-

être est-il une valeur absolue, ou est-il différemment défini par chacun, risquant ainsi de laisser certains individus faire prévaloir leur vision du bien-être sur d'autres ?

Ces quatre vagues questions, bien que des dizaines d'autres puissent être soulevées par cette définition au pied levé, sont déjà la marque d'un malentendu dans le mot « politique », duquel il faudrait distinguer deux tenants. *Le* politique, et *la* politique.

**Le politique** est une *idée*, une essence. C'est, en quelque sorte, la matière même d'une communauté d'humains (une société) qui tente d'organiser son vivre-ensemble — et ce faisant, elle dialogue, donc elle entre en débat, en conflit "fécond" <sup>1</sup>. La forme même du politique, c'est la communication (au sens premier du terme) — et sa matière même, ce sont les êtres qui la composent, et qui en tant que société en sont aussi la fin. Aussi, il existe du politique même dans des sociétés sans État, sans hiérarchie, pour peu que le fait de vivre ensemble entre en jeu : même spontanément, et même dans des sociétés animales, les rapports de force autant que les actes d'entraide sont de nature politique.

**La politique** définit *l'activité* sociale, structurée et potentiellement hiérarchisée, par laquelle s'organise concrètement la réflexion, la décision et l'application de normes explicites, institutionnalisées et modifiées par ce même processus. Il me semble aussi, pour poursuivre les enjeux avoués *du* politique, que *la* politique englobe un ensemble d'usage ciblés du langage, allant des protocoles de parole au sein du dispositif institutionnel jusqu'à la communication externe (des organismes décisionnaires vers le reste de la population). Ceux-ci sont aussi affectés de normes et usages préalablement institués (non pas en un jour...), si bien que la politique dispose en quelque sorte de son propre langage (le protocole du débat, le lexique des textes de loi), tandis que *le* politique n'aurait a priori d'autre matière langagière que celle utilisée chaque jour dans le fonctionnement normal des relations sociales.

Si les deux notions ont été utilisées pour défendre des conceptions opposées de la philosophie politique et de l'État <sup>2</sup>, on peut aussi s'en saisir comme des outils conceptuels servant à distinguer des facettes qui coexistent dans le mot « politique »).

Ainsi, pour revenir au point de départ, nous sommes nombreux/ses à penser qu'aujourd'hui, la politique a pris le pas sur le politique — autrement dit, que l'une, qui est un moyen, subsume l'autre, qui est l'essence de l'existence sociale.

On pourrait dire, pour paraître mythique, que la Cité de la démocratie parfaite a laissé place à la tour de Babel ; et on pourrait dire, pour paraître philosophe, qu'il existe désormais une scission de l'essence politique entre une sphère technocratique (une classe qui s'occupe essentiellement de politique) et le reste de la population, ou plus vulgairement « le peuple » (un ensemble de classes qui ne s'en occupe pas, y participe occasionnellement mais, le plus clair du temps, en subit les effets). Ce n'est pas une découverte : la démocratie au sens strict a cessé d'exister depuis bien longtemps — peut-être depuis le moment où le rôle politique direct est devenu indirect, où l'expression individuelle a cédé sa place à la représentation.

Mais c'est là, je l'avoue, un raccourci. Première nuance — il semble improbable que tout cela ne soit rien d'autre qu'une immense mascarade où rien n'est fait en vue du bien commun, peu importe que

---

<sup>1</sup> Là-dessus, j'aime employer le terme d'*agôn*, qui en grec ancien se réfère aux compétitions sportives ou artistiques et dont l'adjectif francisé « agonistique » peut, au sens large, qualifier toute forme de conflit fertile, dont émane une friction fructueuse, loin de la simple idée d'affrontement par la violence. Cette idée rejoint la pensée de Paul Ricœur sur l'ambivalence de l'échange politique : il est fragile car fondé sur le langage, fragile aussi car conflictuel, mais ce conflit est nécessaire pour préserver la subjectivité et la multiplicité des points de vue, et se prémunir du totalitarisme. Or, appliqué à l'économie, cet *agôn* peut aussi être lié aux théories néolibérales de la concurrence, à l'autorégulation et à la recherche incessante de compétitivité...

<sup>2</sup> « Le contractualisme soutient que la constitution de la société civile et du pouvoir politique dépend de la libre volonté des individus, et de l'accord que ceux-ci passent entre eux. Il conçoit la fin de l'État comme le contenu d'un bien commun déterminé par consensus entre personnes autonomes. Au contraire, l'essentialisme définit l'État comme l'instance destinée à réaliser un principe méta-individuel, indépendant de la volonté des membres de la société. » (Atila Özer)

l'on juge les décisions politiques comme bonnes ou mauvaises. Deuxième nuance — si l'on oublie négligemment les obstacles du capital social <sup>3</sup>, la division entre une sphère et l'autre (les politiques VS le peuple) n'est pas aussi brutalement imperméable qu'un système de caste <sup>4</sup> ; quand même, on est en démocratie, que diable ! Troisième nuance — l'idée d'une sphère technocratique spécifiquement politicienne est surannée : aujourd'hui, ce n'est plus un secret, le pouvoir se joue aussi et surtout dans le capital, et sans même parler des collusions internes à une classe supérieure dominante, il est désormais difficile de récuser l'influence des grandes entreprises et des lobbies dans les décisions politiques.

Il n'en reste pas moins qu'à nos yeux, les véritables enjeux du vivre-ensemble se dissolvent dans l'impressionnante modélisation du monde que propose la politique. Impressionnante et, je pense, parfois volontairement *impressive*, car la politique est aussi un spectacle social auquel certain·e·s technocrates doivent se plaire à participer. C'est dans ce cadre qu'on se met à parler de politicien·ne·s (ou d'hommes et femmes politiques), comme s'il s'agissait effectivement d'un métier en soi, voire d'une classe socio-professionnelle, alors que notre définition séminale semblait suggérer que le domaine du politique appartient à tous, car il correspond à l'organisation structurée de la communauté, par la communauté, pour la communauté. Et, pour rappel, c'est dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 (« La Souveraineté réside dans le peuple. Elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable » art. XXV) et dans la Constitution française (la République est « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » art. 2).

Cela dit, preuves à l'appui, l'analogie entre les rapports de force d'une société et sa représentation politique est éloquente, si l'on en croit l'Insee, reprise par les Pinçon-Charlot quant à la composition socioprofessionnelle de l'Assemblée Nationale de 2017 :

Celle-ci penche très nettement du côté des cadres et des professions intellectuelles supérieures, qui représentent 76 % des députés alors que cette catégorie socioprofessionnelle ne concerne, en 2017, que 18 % de la population active, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sans surprise, à l'autre bout de l'échelle sociale, c'est l'inverse. Les 20,8 % d'ouvriers de la société française ne se retrouvent que 0,2 % dans l'Hémicycle. Même constat pour les employés, avec respectivement 27,2 % dans la population active et 4,58 % des députés, et pour les professions intermédiaires : 25,7 % des actifs et 6,3 % à l'Assemblée. <sup>5</sup>

Sans doute a-t-on davantage de moyens de comprendre la politique contemporaine lorsqu'on est d'extraction aisée... Ou peut-être a-t-on davantage le *loisir* de s'y abîmer...

---

<sup>3</sup> Le grand sociologue Pierre Bourdieu définit quatre types de « capitaux » qui déterminent la position sociale des agents sociaux : le capital économique (revenus et patrimoine), culturel (les compétences et savoir-faire, les connaissances, les diplômes), social (les relations et réseaux), et symbolique (la réputation, une reconnaissance aux yeux de la société qui provient potentiellement de l'une des formes précédemment citées). Cette pensée tend à battre en brèche l'idéal méritocratique et libéral qui proclame que n'importe qui peut arriver où il veut tant qu'il s'en donne les moyens et qu'il travaille dur, comme si chacun partait depuis la même ligne de départ...

<sup>4</sup> C'est aussi cela, je crois, qui est pervers dans une société de classes : sa perméabilité en puissance permet à ses détracteurs d'affirmer qu'elle n'existe pas en acte...

<sup>5</sup> Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *ibid.*

## ***La démocratie indirecte et l'épuisement de la passion***

Quelque chose, dans ce sentiment de rupture entre la politique et le peuple, tient du lâcher-prise. On n'est plus sûr de bien comprendre où ça mène, ni comment ça marche. Finalement, on consent au populisme <sup>6</sup>, car les utopies sont lisibles, même venant de ceux qui sont au pouvoir : devant la complexité, au moins essaie-t-on de se rattacher aux grandes lignes, fussent-elles simplistes. L'indicateur-roi, bien que symbolique et désormais quasi-anecdotique, reste le Vote.

Aux élections présidentielles de 2017, le taux de participation parmi les quarante-sept millions et demi d'inscrits est de 77,77 % au premier tour, et de 74,56 % au second tour. Juste après les élections présidentielles, on remarque une chute spectaculaire du taux de participation pour les législatives (48,71 % de participation au premier tour, 42,64 % au second tour — alors qu'on était à 70,97 % en 1997... le scrutin législatif arrivait alors à la moitié du mandat présidentiel). Les chiffres de 2014 pour les Européennes et les Municipales ne sont pas en reste (respectivement 42,43 % en France, et 54,72 %, même s'il est à souligner que ces scrutins ont des statuts, des histoires et des représentations sociales bien différentes). <sup>7</sup>

Je ne parle pas ici d'*abstention*, car le mot est chargé d'une forte connotation volontaire — or, si c'est bien une volonté d'aller voter ou pas, l'abandon des urnes revêt un sens plus subtil et complexe que celui qu'on aimerait bien lui donner. Il faudrait des statistiques pour différencier, au sein de l'abstention, ceulles qui ne vont volontairement pas voter (il s'agit alors d'une réelle abstention, dont il faudrait encore distinguer les diverses raisons), de ceulles qui butent sur des obstacles factuels (oublier de se réinscrire, ne pas pouvoir se déplacer dans son ancienne ville), de ceulles qui manquent d'intérêt à l'égard du scrutin et l'oublient avec légèreté ou l'ignorent avec désabusement — voire de ceulles qui se refusent à participer, s'estimant dotés d'une conscience politique trop faible ou se sentant insuffisamment légitimes.

Il n'est ici pas question de défendre ou d'attaquer le vote <sup>8</sup>. Je veux simplement insister sur le fait que, quelles qu'en soient les raisons, l'intérêt que porte le « peuple » au domaine politique s'égaie et s'évante au fil des décennies : pour revenir aux chiffres (parce qu'on adore les chiffres, c'est rationnel et scientifique), entre le premier tour des Présidentielles et celui des Législatives, quatorze millions de gens ont lâché l'affaire.

Est-ce identifiable à une perte d'intérêt générale pour la politique ? ou serait-ce justement une impression de distance, d'incompréhension ou de dégoût vis-à-vis de la politique ? S'il existe une chute d'intérêt globale et absolue envers la politique, elle apparaît en tout cas comme incohérente (le taux de participation aux Présidentielles la contredit). Il y aurait alors une sorte de motivation sélective qui s'opère dans la population : on s'intéresse davantage aux Présidentielles. Pourquoi ?

Évidemment parce que c'est le vote le plus crucial, le scrutin-roi à côté duquel tous les autres ne sont que des castings de figuration... Mais l'inverse aurait-il été possible ? Est-ce réellement le plus crucial moment de la politique française ? En effet, si l'image du pouvoir exécutif a vogué depuis la naissance de la République, il est revenu (depuis De Gaulle) aux tirants qu'il entretient avec l'héritage monarchique et bonapartiste — comme un symbole fort et personnalisé, une ligne directrice, une articulation maîtresse de toute l'activité politique. Cette puissance symbolique dévore les élections locales qui, aussi concrètes qu'elles soient, n'ont pas cette gloriole nationale ; notre gaule démocratique tourne à la mi-molle lorsqu'on pense n'être qu'une voix pour élire un député, et que notre député ne sera qu'une voix parmi des centaines à l'Assemblée, qui l'entendra ?, alors on se décide peut-être, par conviction, à se déplacer pour élire le ou la député.e correspondant à notre vote présidentiel. Voilà : les Présidentielles aiguillent le reste de la politique.

---

<sup>6</sup> J'emploie ici le mot « populisme » un peu facilement ; voir l'encart page 45 pour plus de développement.

<sup>7</sup> Sources : Ministère de l'Intérieur.

<sup>8</sup> ...Cela dit, le système présidentiel du scrutin uninominal à deux tours, si traditionnellement ancré, a de quoi être remis en question quant à sa teneur effectivement démocratique ; et les solutions convaincantes de refonte ne manquent pas. Voir, en matière de philosophie, le *principe de Condorcet* ; et, plus concrètement, la proposition du *vote par valeurs*, par exemple.

Le désintérêt semble alors se coupler avec une forme de défaitisme envers la chose politique. Il est possible que l'occultation soit volontaire, parce qu'y investir sa pensée revient aujourd'hui à devoir se concentrer sur tout un lexique et un fonctionnement spécifiques et parfois implicites, mais aussi à considérer le manque d'opportunités à agir politiquement si l'on n'entre pas dans cette catégorie politique de profession. Aussi, ce qui est moins de l'ordre du désintérêt que de la déprime se reflète dans l'atrophie du syndicalisme, ou encore dans le renoncement d'individus consciemment politisés à s'engager dans un parti politique. Ces actions périphériques apparaissent de plus en plus dérisoires, à l'image de la grève et des manifestations : de moins en moins écoutées, de plus en plus réprimées, elles rendent monnaie courante un phénomène psycho-social nommé *paradoxe d'Olson* (ou *théorie dite du « passager clandestin »*).

Dans *Logique de l'action collective* (1965), Mancur Olson faisait l'hypothèse qu'au sein de groupes importants, toute action collective suppose un coût individuel, et que cette action collective promet d'avoir une potentielle conséquence favorable (l'acquisition de droits du travail, par exemple). Or, dans une perspective individualiste, chaque individu membre du groupe a tout intérêt à s'investir le moins possible, tout en profitant du bénéfice de l'action : en l'occurrence, si une grève est annoncée, le « passager clandestin » peut soutenir moralement cette grève tout en décidant quand même de travailler ce jour-là afin de ne pas perdre son jour de salaire et, si l'action aboutit, bénéficier tout de même des avantages obtenus pour le collectif... Le cas-limite de l'hypothèse est le suivant : si chaque individu a ce même raisonnement, *personne* ne participera à l'action, et celle-ci n'aura donc aucune conséquence positive. Selon ce calcul individualiste <sup>9</sup>, renforcé par le mépris avoué du gouvernement français envers les manifestations, la grève devient à la fois une action politique inefficace (« je ne dévierai pas de ma ligne », serine Macron) et une action individuelle périlleuse (de Collomb à Castaner, les choix bornés de répression n'ont fait que s'accentuer). Peu à peu, lorsqu'on n'a toujours connu et défendu que des formes traditionnelles et pacifiques de contestation politique, à notre place de citoyen.ne irréfutable, on ne peut qu'être désespéré...

On croit par contre bien volontiers que le moment unique des Présidentielles est le moment du réveil, et celui de tout changer. Malgré moi, je m'inclue dans cette croyance, gardant contre toute raison l'espoir naïf qu'un capitaine puisse calmer la tempête.

La sphère médiatique généraliste va tout à fait dans ce sens (est-ce elle qui fabrique la cristallisation événementielle, ou ne fait-elle que répondre à la demande d'une audience sélective ?) en ayant construit un véritable appareil de diffusion, d'information et d'*entertainment* autour des Présidentielles, depuis les rumeurs de la campagne et des primaires jusqu'à la grande soirée de l'élection en passant par les débats qui jalonnent la progression des sondages, et où les temps de parole sont millimétrés en guise d'équité. Avec la double injonction du *placere et docere* <sup>10</sup>, les chaînes laissent douter de leur honnêteté lorsqu'elles communiquent en hâte une information non-vérifiée (c'est rare mais ça arrive) ou une estimation chiffrée inutile (nettement moins rare) — est-ce pour tenir le citoyen au courant sans temps mort, ou est-ce pour scotcher le spectateur à sa chaîne à l'aide de la carotte toute-puissante de l'*exclusivité* ?

L'erreur est humaine, cela revenant à reprocher un retard à la SNCF ou la voix d'un acteur mal timbré par un perchman : on n'y prête attention que quand c'est mal fait. Par ailleurs, il serait de mauvaise foi d'oublier que ce même système est aussi mis en place pendant les Législatives, bien qu'il s'agisse d'un temps nettement moins étendu et d'événements moins personnalisés (on prête alors moins d'attention aux candidats qu'aux partis donc, d'une certaine manière, on approche une forme un peu plus théorique de la politique). Les chaînes de télévision ne cherchent vraisemblablement pas à distraire les

---

<sup>9</sup> Outre ce prisme de lecture, on peut aussi compléter avec Anthony Oberschall qui choisit lui le prisme de l'atomisation : la désyndicalisation serait davantage lié au manque de liens parmi les groupes, ce qui change toute la perspective : l'individualisme ne serait pas inhérent au libre choix d'individus fondamentalement profiteurs, mais aux mécanismes d'un système qui travaille à « [détruire] les structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur » (Bourdieu).

<sup>10</sup> « plaire et instruire », devise des écrits épictétiques (les fables par exemple). Ici, la question du « et » se pose, et avec elle celle de la fonction journalistique contemporaine : a-t-on affaire à une volonté de « plaire *en instruisant* » (l'instruire est premier, et on cherche la forme apte à attirer le chaland dans le but qu'il accède aux informations) ou bien d'« instruire en plaisant » (l'intérêt premier est d'attirer l'audimat, en se saisissant du prétexte crucial des choses sérieuses) ?

spectateurs de toutes leurs injonctions démocratiques. De même qu'elles n'empêchent pas de regarder un match de football de Ligue 2, même si il est clairement plus facile (et présenté comme d'autant plus nécessaire) de regarder un quart de finale de la Coupe du Monde disputé par l'Équipe de France.

### ***La politique « coupe du monde »***

Justement, les comparaisons de la politique avec le caractère intermittent des événements sportifs ne sont pas rares. J'ai coutume de dire, avec une autosatisfaction masochiste et déplacée, que les élections présidentielles sont devenues l'équivalent politique d'une Coupe du Monde <sup>11</sup> ; un événement quadriennal (ou quinquennal) au lourd suivi médiatique, donnant l'occasion à tout un chacun de se ressentir supporteur (d'une entité politique, d'une équipe de football) dans un élan patriote aussi soudain qu'épisodique, et dont l'intérêt typiquement sportif (ou politique) se dissipe une fois l'événement fini et la télévision éteinte, s'il a seulement un jour vraiment existé au-delà de son attrait événementiel. Ainsi, une part importante de la population ne regarde pas de football ou ne va pas voter pendant quatre ou cinq ans, mais a le sentiment qu'à un moment donné il existe non seulement une raison tangible, mais aussi une injonction nationale à y participer. Étant donné que le caractère événementiel "néophyte" est partagé par des concitoyen·ne·s et par les médias généralistes, il n'apparaît temporairement pas rédhibitoire de penser et parler de foot ou de politique sans disposer de la légitimité et des connaissances du milieu spécialisé, c'est-à-dire sans avoir suivi le paysage footballistique ou politique des dernières années qui, bien qu'il ait structuré ce paysage et préside à la cristallisation de l'événement, est volontiers réduit à une plage temporelle de non-événement entre deux sommets représentatifs.

La « priorité au direct », la quête de l'exclusivité, les événements médiatiques (match ou conférence de presse) encadrés par briefings et débriefings... toutes ces formes sont notamment des points communs à une élection présidentielle en France et à une Coupe du Monde de Football, et contribuent à modeler une attention polarisée, spécifiquement focalisée sur une partie du réel dès lors qu'il est prémâché en tant qu'événement : leur similitude de forme se concentre sur le fait que celles de l'information et du divertissement se confondent. Ce n'est ni nouveau, ni fondamentalement grave ; c'est inquiétant. L'investissement politique devient ponctuel, lointain, alors que la démocratie d'essence se proposait d'être infusée à chaque moment de la vie d'un citoyen, l'expérience sociale nourrissant la pensée politique et les actes individuels étant encadrés par le contrat politique. La politique se devait d'être non pas une oscillation événementielle, mais un état existentiel.

La mise en scène des élections échoit d'autres comparaisons drolatiques. Par exemple, les débats entre candidats (qu'il s'agisse du traditionnel face-à-face de l'entre-deux-tours ou bien de l'inédite table ronde avant le premier tour de 2017) semblent curieusement partager le principe des *battles* de rap : principe des questions/réponses, égalité des temps de parole, MCs (« maîtres/maîtresses de cérémonie » qui distribuent et arbitrent la parole), *punchlines* dites en exorde de l'échange puis mises en exergue par les journaux... Et ainsi, en bout de chaîne, pour cristalliser le débat par les critères fallacieux de la densité et de l'intensité, les médias extraient des moments de clash. Immédiatement, dans l'heure ou le lendemain <sup>12</sup>, on assiste à la production successive des "images d'Épinal" sur la politique. La meilleure illustration de ces images d'Épinal, ce sont les *memes* — qui, sautant opportunément sur le moindre accroc au modèle

---

<sup>11</sup> Tandis qu'on peut retourner la formule en affirmant qu'une coupe du monde de football est un enjeu éminemment politique, tant en terme de représentations patriotiques (à l'échelle internationale) que de questionnements sociaux, urbanistiques, ethno-géographiques, institutionnels et organisationnels (à l'échelle nationale du pays-hôte).

<sup>12</sup> On relève ici quatre niveaux de temporalité de la sphère médiatique multimodale : l'« Immédiatement », c'est la diffusion en direct à la télévision ou à la radio ; le direct différé, c'est un fil Twitter ou une page d'informations en direct qui cite et commente au fil du débat ; le « dans l'heure », c'est un journal qui sort un article de synthèse peu de temps après la fin du débat, pour avoir le bénéfice de la réaction certes rapide mais néanmoins structurée ; « le lendemain », c'est les autres formes de résumés journalistiques encore soumis à la chronologie matérielle (un journal papier, un journal télévisé qui a besoin de présenter un sujet monté et commenté).

ennuyeux du débat politique *stricto sensu*, contribuent à appuyer sur cette donnée du jeu, de la distraction, du momentané événement <sup>13</sup>.



*Ci-dessus, des captures représentant certaines des plus communes images télévisées relatives à l'élection présidentielle 2017 (colonne de gauche) et à la coupe du monde 2018 (colonne de droite). Voici quelques paires rapides dans lesquelles on remarque aisément des analogies relatives aux représentations visuelles des événements (moments symboliques, gestes marquants, plans choisis) : les postures solennelles de l'hymne, les poings vainqueurs, l'effervescence des drapeaux.*

En somme, la politique devient une catégorie égale à une autre, un objet maniable avec les formes génériques et générales de la fiction humaine — à savoir : une part de l'humanité, ce grand *ob-jet* qu'on distance pour le réfléchir ou l'observer distraitement ; ce qu'on projette devant et loin de nous ; ce qu'on se raconte extérieurement ; la politique n'est plus notre affaire existentielle, elle est devenue l'une de ces

<sup>13</sup> Ainsi, pour 2017, le moment où le présentateur rappelait à l'ordre Philippe Poutou car il se retournait vers son clan...

catégories extérieures auxquelles, ponctuellement et fortuitement, il nous est possible de participer (avec la même excitation que s'il nous était donné, l'espace d'un instant, de faire partie du monde audiovisuel en étant interviewé à la télé ou, même, en regardant aux informations un fait divers arrivé dans notre ville).

Notre part de fiction. Qui, pour un jeu de mots déplacé, nous permettrait de dire que « la politique coupe du monde », entendu ainsi : l'activité politique contemporaine, technocratique et communicatrice, coupe les citoyens de leur implication sur la pensée du monde humain, de son essence politique, et de la participation concrète au processus démocratique.

## ***La nouvelle place du langage***

Je disais tout à l'heure que la forme même de la politique était la communication « au sens premier du terme », c'est-à-dire comme interface articulée entre humains, tissée de relations communes et d'échanges verbaux.

Pour être exact, elle l'est aussi au second sens du terme : la *communication*, c'est le service consistant à outiller l'acte neutre de communication humaine au service d'un client (une marque, une structure politique, une personne) pour diffuser des idées et une image, pour transmettre aux individus une information ciblée (ou bien un mensonge), et potentiellement pour orienter leur opinion ou leur consommation. Cet objectif est visé par la mise en place de stratégies de communication, prédisposées par des études de marché (à l'aide de statistiques on cible un ou plusieurs publics et on établit le cahier des charges des moyens à privilégier), mais surtout, de plus en plus, concrétisées par les formes mêmes de la communication quotidienne : aujourd'hui, évidemment, les réseaux sociaux en sont la meilleure irrigation (la campagne de 2017 ne pouvait plus se passer de *community managers*<sup>14</sup>).

Le politique, si je l'ai schématiquement présenté comme reflet de la conception "noble" de la politique, ne peut en rester à une pensée théorique : cette essence, pour être établie, doit se concrétiser dans la politique, donc par la communication entre humains (au sein d'un premier cercle : les femmes et hommes politiques) — mais aussi, dans un second cercle plus étendu (les citoyen·ne·s), par l'information, c'est-à-dire la diffusion des faits et des idées aux gens qui ne sont pas dans le premier cercle. C'est alors que la communication entre en jeu pour synthétiser et donc, forcément, simplifier et médier le langage premier : si la politique, de l'extérieur, a l'air d'être une affaire compliquée (à pratiquer avec sa langue technique), la *communication* politique (spécifiquement en temps que de campagne) aurait plutôt pour objectif d'en lisser les angles, d'en rendre lisibles les propositions, en somme de désopacifier son langage. De fait, entre communication et *communication*, le langage même est un médium qui non seulement articule toute interaction sociale et politique, mais qui est aussi d'une richesse inestimable lorsqu'il s'agit de convaincre pour conquérir le pouvoir — car c'est ce que l'âge de la démocratie auto-proclamée a changé : désormais, il faut obtenir le soutien, même fugace (surtout fugace), de la majorité du peuple adulte.

Depuis les démocraties "modèles" (directes), le nombre d'individus *hors* du premier cercle n'a cessé de croître, donc le rôle de la communication est devenu d'autant plus crucial... ce qui, en soi, n'est pas fondamentalement dangereux ; simplement, la politique est tant médiée par ce canal qu'il devient difficile de ne pas suspecter, si l'on fait preuve de lucidité un poil paranoïaque, que toute forme de langage politique soit systématiquement *ouillée*.

Jamais authentique ; toujours avec "une idée derrière la tête". Les tactiques sont aujourd'hui tellement subtiles, diverses et tentaculaires qu'on peut légitimement mettre en doute une certaine spontanéité (un sentiment d'honnêteté, donc) dans cette expression au peuple : les métiers de la comm' nécessitent des études, les métiers de la politique aussi, est-il donc impossible de recevoir un message politique qui soit spontané et non pas systématiquement passé par le crible codifié, calculé de la

---

<sup>14</sup> *mise à jour du 29 mars 2019* : plus loin encore, on apprend qu'Ismaël Emelien, conseiller spécial de l'Elysée, a réagi au scandale Benalla en utilisant une contre-attaque via les réseaux sociaux : il a sélectionné des images et a mandaté des comptes Twitter militants pour diffuser cette riposte de l'Elysée camouflée en réflexe de citoyen... Alors que le Président, dans le même temps, critique les dangers de l'anonymat sur internet, faut-il rajouter à cette pratique fallacieuse du *community management* le fait aberrant que l'une de ces vidéos était mensongère ?

manipulation rhétorique et imagée ? Plus pervers : faut-il désormais étudier et réfléchir pour réussir à communiquer des idées et à infléchir l'opinion de la manière la plus naturelle possible, comme si, justement, on n'avait rien étudié ni réfléchi — c'est-à-dire *apprendre* à simuler la spontanéité et l'honnêteté ?

La *communication* pourrait tout aussi bien n'être qu'un ensemble de formes organisées et optimisées du langage, comme un fichier vidéo : en cinéma, on a besoin de capturer des images très lourdes pour avoir le maximum de latitude lors des finitions du film, et pour se permettre, en bout de chaîne et après toutes les modifications nécessaires (étalonnage, effets spéciaux, zooms dans l'image), de sortir un fichier plus léger, plus facilement lisible : pour une lecture en qualité acceptable, il n'y a pas besoin d'autant d'informations dans l'image que pour les travailler et les modifier. Ce dernier processus s'appelle l'*encodage*. Peut-être en est-il de même en politique : les dialogues internes au premier cercle, pour écrire et appliquer des lois, nécessitent un lourd bagage de savoir et de lexique ainsi que de longs temps de débat, mais une fois qu'une loi est écrite, elle peut être résumée (encodée) avec plus de clarté et de brièveté qu'en reprenant l'intégralité des processus et des formules qui ont contribué à son état final.

Mais tout cela est bien théorique... Où sont ces longs débats démocratiques dont on parle ? Ce qui est plus concret, c'est le montant des dépenses de campagne (et les affaires intrigantes sur leur financement ou leur tarification, de Khadafi-Sarkozy à Mélenchon-Chikirou) qui laissent voir un enjeu financier, une compétition dont la matière est faite d'idées politiques mais dont la forme est moins noble, une strate de l'activité politique qui idéalement n'aurait dû être qu'une formalité, mais qui semble être devenue le nerf de la guerre... Si effectivement les formes communicatoires *optimisent* en partie le langage et l'imagerie communs, c'est leur *fin* qui pose question : elles sont davantage au service de l'émetteur que du récepteur, et elles excluent les rapports horizontaux pour séparer en deux mondes ceelles qui s'expriment et se représentent (les politicien-ne-s, individualisés par leur image mais partageant des moyens collectifs d'expression) de ceelles qui écoutent et votent (les citoyen-ne-s, aux millions de paroles différentes mais relativement traités comme une grande masse).



Au regard d'une hypothétique « politique coupe du monde », la manière même de communiquer entre différents groupes sociaux, notamment de manière verticale, entre des instances expressives (les journalistes, les publicitaires ou les politicien-ne-s) et des instances réceptives (les ménages, les membres des syndicats, les employé-e-s des entreprises, les associations, bref : « le peuple ») s'inscrit dans une discontinuité de ton : en fonction des temps de la vie politique (ou sportive), de ses événements, l'emploi du langage subit des modifications, tout comme l'identité de ceelles à qui il est destiné <sup>15</sup>.

Paradoxalement, si l'on a certes l'impression de regarder la politique comme quelque chose d'extérieur, ce n'est pourtant pas notre regard distancié et fictionnel sur l'arène politique qui nous fait refuser de se voir prêté-e-s un rôle : au contraire, l'adresse au public est l'attrait même du spectacle, la donnée interactive que sont les phases jouables d'un jeu vidéo très cinématique (ou les pages à choix multiples d'un « livre dont vous êtes le héros » !). La participation, ou plus précisément l'image de la participation, c'est l'une des clés des campagnes au XXI<sup>e</sup> siècle :

- « *Somos necesarias* » (Izquierda Unida, Espagne, 2000),
- « *Prenez le pouvoir* » puis « *L'avenir en commun* » (Front de Gauche 2012 et 2017),
- « *Ensemble tout devient possible* » (UMP 2007),
- « *Yes, We Can* » (Democratic Party, USA, 2008),

<sup>15</sup> Nous allons vite y venir, mais l'exemple simpliste et canonique de cette affirmation par-dessus la jambe est la différence de ton entre un Macron en campagne, qui promet et séduit, et un Macron élu, qui réprimande et assène. Sinon, en matière de sport : observez comment Jean-Pierre Pernaut parle d'un match de l'équipe de France et comparez-le à lorsqu'il annonce les résultats d'une journée de Ligue 1... L'identité des récepteurs n'est pas la même, on ne parle plus tant de résultats de football que des symboles du sport et de la patrie (et en campagne présidentielle, on ne parle plus tant de politique que des symboles de la République et de la patrie).

- « *Donnez-vous le pouvoir* » (ADQ, Québec, 2008),
- « *I'm With Her* » / « *Stronger Together* » (Democratic Party, USA, 2016),
- « *Nos vies, pas leurs profits* » (PCF 2017) <sup>16</sup>,
- « *La France en marche* » (LREM 2017)...

...et bien d'autres *Osons, Votez* — bref : **PARTICIPEZ** à l'aventure politique (voir [ici](#) mon article sur la culture de la révolte à la française, du catch à Robin des Bois). Si la démocratie directe n'existe plus en France, au moins la communication politique a pris à son compte l'illusion de la faire miroiter dans sa grammaire même.

## ***Ce qu'est la rhétorique***

Il ne suffit évidemment pas de slogans (*punchlines* !) savamment ciselées, ni de bombardement propagandiste sur les réseaux, pour susciter l'engouement de l'*opinion* (puisque c'est en ce mot que l'on traite, via la précieuse preuve des sondages, l'enthousiasme démocratique d'un peuple d'individus et de groupes réduits à une masse chiffrée). Pour être impressionné et convaincu, pour communiquer et représenter, il faut des êtres vivants qui sachent *parler*, c'est-à-dire faire acte de *langage* en employant une *langue* dans le vif d'une situation de communication orale. (Ce besoin de parole est sans doute au fondement de l'individuation de l'activité politique et de la personnalisation du pouvoir sur lesquels je reviendrai.)

Or, parler, ce n'est pas un acte transparent consistant à transposer des idées sous formes de langage, loin s'en faut. Même le silence, en contexte politique, n'est pas innocent (comme dirait ce bon vieux Jean-Paul Sartre : « Se taire, ce n'est pas être muet, *c'est refuser de parler*, donc parler encore »). D'autant qu'il se manifeste aujourd'hui par une surdité sélective, un usage de la fameuse « langue de bois » et, même dans le feu d'un débat en direct, par des tactiques d'évasion de la question et de noyade sous les interruptions... On imagine assez aisément cette dernière situation (car elle est si courante) et on admet qu'assister ou participer à un pur « débat d'idées » est irréel — d'abord parce que ces idées ne peuvent exister sans leur formulation, et ensuite parce qu'une situation d'échange oral ne peut s'empêcher d'avoir recours à un certain nombre de structures et astuces *rhétoriques*.

Le mot est beau et noble, mais ses usages ne le sont pas avec autant de certitude... Ce qu'on appelle la *rhétorique* est la catégorie analytique des techniques (pas seulement langagières) avec lesquelles on compose une expression au-delà de son degré zéro de pur signifiant ; autrement dit, elle est **l'art ou la science de bien parler**. L'idée de s'en saisir d'abord comme d'un *art* laisse penser qu'elle tient pour partie de la littérature, et que sa mise en place orale relève d'un don, d'un charisme peut-être, d'une aisance virtuose à travers laquelle transparait une construction pensée qui combine un emploi astucieux des formes réglementées de langage au service de l'expression d'un « fond » convaincant <sup>17</sup>. L'idée de s'en saisir d'abord comme d'une *science* laisse penser qu'il existe des critères et des formes objectives du bon langage, que l'on peut mesurer, évaluer selon leur efficacité, et utiliser en fonction de l'auditoire (c'est, en somme, une vision soutenue par la *communication* académique).

Cette dialectique entre art et science met au jour l'ambiguïté de l'entreprise rhétorique qui fragilise le langage politique, puisque pour le dire vulgairement, elle *joue* avec des sujets sérieux ; cette parole est sur la corde raide entre la communication sensible et la *communication* rationalisée, et par extension entre l'esthétique et la politique. Telle ambivalence n'a jamais posé problème à la littérature ou à la philosophie, mais la question devient un peu plus délicate lorsqu'elle met en jeu de manière immédiate les conditions de vie d'une population.

Pour comprendre ce que cela implique dans la langue politique d'aujourd'hui (notamment au sein de la République En Marche, et en particulier autour du personnage d'Emmanuel Macron), il est

<sup>16</sup> La subtile différence dans ce pluriel participatif du PCF, c'est qu'il s'applique là non pas à une démarche politique ou symbolique, mais à un référent réel : la *vie* revendique justement une exclusion du domaine de l'activité politicienne pour faire réapparaître l'essence politique (la vie collective, voire la survie).

<sup>17</sup> ou que l'on rend convaincant, comme le remarque la paysanne Charlotte face à la tirade romantique du très lettré et manipulateur Dom Juan « Mon Dieu ! je ne sais si vous dites vrai, ou non ; mais vous faites que l'on vous croit », *Dom Juan*, II, 2)

important de rappeler quelques mots de Jacques Rancière, qui, en faisant ce rapprochement entre les domaines de l'art et de la politique dans *Le Partage du sensible*, donne des clés de définition à la rhétorique :

Les arts ne prêtent jamais aux entreprises de la domination ou de l'émancipation que ce qu'ils peuvent leur prêter, soit, tout simplement, ce qu'ils ont de commun avec elles : des positions et mouvements des corps, la fonction de la parole, la répartition du visible et de l'invisible. Et l'autonomie dont ils peuvent jouir ou la subversion qu'ils peuvent s'attribuer reposent sur la même base.

Il est d'abord intéressant de remarquer que Rancière parle des « entreprises de la domination ou de l'émancipation » : on entend là un antagonisme spécifiquement politique, le terme d'entreprise pouvant d'ailleurs s'entendre d'une action ou d'un discours qui relève de l'attaque, du réquisitoire, qui vise à porter atteinte. Il évoque donc le domaine politique (non pas son essence théorique mais une part très concrète de son activité) sur un registre polémique en le faisant reposer sur une dialectique qui exclut la neutralité pour la désigner comme une *action* (de domination ou d'émancipation, mais pas de statu quo).

L'espace commun entre arts et politique, ce serait justement un ensemble de moyens d'expression qui dépassent la simple idée de langage (on ne fait pas de la politique qu'avec des mots, et les arts ne sont pas voués à être des porteurs de « messages » ou de « propos »). Mais, plus loin, les formes politiques seraient des emprunts aux arts, laissant entendre que les premières s'enrichissent d'une matière d'abord développée par les seconds.

La parole, elle-même influencée par la langue employée, peut être divisée en deux canaux : l'*elocutio* (formulation orale, grammaire, figures de style, choix du lexique, ton) et la *dispositio* (agencement structurel du discours, organisation de l'argumentation, de la description et du récit). D'autre part, le contexte concret de la situation d'énonciation sous-tend tout discours : qui parle, à combien d'interlocuteurs, est-ce une conversation ou une conférence, y a-t-il un micro, les gens s'expriment-ils librement... Mais ce que Rancière met au jour, entre ces deux pôles (microanalyse du langage et macroanalyse contextuelle), c'est l'existence d'une zone floue mais capitale, dont chacun a parfaitement conscience : la rhétorique, c'est aussi « des positions du corps, [...] une répartition du visible et de l'invisible ».

Ainsi, on pourrait décomposer l'analyse *scientifique* de la rhétorique en plusieurs points qui dépassent le langage : la kinésique (étude de la gestualité), la proxémique (gestion de l'espace et de la distance entre les interlocuteurs), la haptique (contacts physiques), etc., pour constituer un répertoire anthropologique de la rhétorique « muette »... Mais là n'est pas l'objet : il nous suffit de remarquer que quelque chose intervient à tout moment, bien en-deçà de la représentation qu'on aimerait se faire du politique (un monde de pensée concrète et sans calcul où l'essentiel n'est pas la forme, mais les idées développées pour le bien-être de la communauté, puis le travail à leur mise en place effective). Non ; la politique est langage et corps.

La « répartition du visible et de l'invisible », quant à elle, se décline en plusieurs acceptions : parler et se taire (selon quelle attitude peut-on se taire ? avec respect, mépris, assurance, mise en défaut ?), dire et ne pas dire (orienter les données dont on dispose pour n'évoquer que celles qui corroborent notre discours idéologique), montrer et ne pas montrer (même raisonnement pour les images de manifestations ou pour les reportages dans les différents QG des partis pendant la campagne)...

\*

À l'aune de cette première approche sélective, on peut d'ors et déjà remettre à plat ces quelques bases, avant de sombrer dans les délices sordides :

1° L'essence du politique est le bien commun, le bien-être collectif, le vivre-ensemble

2° L'essence politique est concrétisée par sa pratique, professionnalisée, mais cette pratique nuit peut-être à son essence

3° La pratique politique met en jeu le langage à un haut degré d'importance, schématiquement à au moins deux niveaux : sa communication interne, et la *communication* externe

4° Ce double emploi du langage met en jeu un usage omniprésent de la rhétorique, en tant qu'art ou science de manier le langage avec justesse, efficacité et élégance

5° La rhétorique politique dépasse les fonctions restrictives du langage tel qu'il est présenté comme un acte de communication articulée (oral ou écrit, en vue d'un schéma d'élocution immédiat et impensé) puisqu'elle utilise aussi des formes corporelles, conceptuelles et contextuelles supplémentaires. De plus, elle n'intervient pas seulement comme un médium de dialogue et d'expression des idées, mais aussi comme médiatrice possiblement fallacieuse des échanges politiques conventionnels, et comme instrument aux rapports de force sociaux.

Roland Barthes écrit au sujet de *Phèdre* que « la parole est action » (faire un aveu, dans la tragédie racinienne, revient à rendre réel un amour interdit et caché, et à enclencher la spirale des actions funestes). Si la parole dispose d'un tel pouvoir dans les sphères sociale et politique, suffirait-il de maîtriser l'art ou la science de la parole pour dominer le monde de l'action ? Ou, au moins, pour contrôler la représentation que se fera le peuple du monde concret ? Si la parole, notamment celle d'essence politique employée dans l'activité politicienne, est devenue spécialisée et professionnalisée, la *passion de la politique*<sup>18</sup> aurait-elle finalement été transvasée de la totalité des membres d'une société jusqu'à une petite classe de *joueurs* professionnels — voire peut-être, comme les appellerait Milan Kundera, de « danseurs »<sup>19</sup> ?

---

<sup>18</sup> Qui est d'ailleurs le titre du dernier ouvrage de Jean-Pierre Chevènement, archétype du patriarce technocrate discret qui a parcouru différents ministères comme s'il ne s'agissait que de la réplique d'un même poste (de l'Intérieur, de la Défense, de l'Éducation !). Dans ce livre, raconterait-t-il que la politique a vu la passion et la forme se substituer à la sérieuse utilité, et la recherche de l'Ego à l'impérieuse nécessité d'Autrui ?

<sup>19</sup> Dans son roman hétéroclite *La Lenteur*, Kundera propose la notion suivante : « Le danseur se distingue de l'homme politique ordinaire en ceci qu'il ne désire pas le pouvoir, mais la gloire ; il ne désire pas imposer au monde telle ou telle organisation sociale (il s'en soucie comme d'une guigne) mais occuper la scène pour faire rayonner son moi. »

II.

## APPROCHE RHÉTORIQUE DE LA DOMINATION POLITIQUE — OU LE VERBE FAIT CHAIR —

*J'ai foulé le bon goût et l'ancien vers français  
Sous mes pieds, et, hideux, j'ai dit à l'ombre : "Sois !"  
Et l'ombre fut. – Voilà votre réquisitoire.*

— Victor Hugo, *Les Contemplations*

### ***La disposition du silence ou le chaos d'un débat***

Le summum de l'arène rhétorique en matière de politique française est, sans conteste, le légendaire débat d'entre-deux-tours présidentiel, qui existe depuis 1974. La Finale de la Coupe du Monde. L'existence et l'importance de ce sacrosaint débat est aussi la preuve du poids majeur qu'exerce l'impression rhétorique du langage politique sur les choix démocratiques : toujours largement commentés, parfois avoués comme ultime et primordiale source de décision quant à la nature de son vote...

*NB : Par facilité d'expression, j'aurai tendance à employer les mots « fond » et « forme » pour les significations qu'on leur prête aisément : le contenu du discours contre la manière de l'interpréter. En réalité il est rarement correct de les distinguer aussi théoriquement, puisqu'ils ne sont qu'un ensemble et fonctionnent en interdépendance perpétuelle.*



*Je veux pas paraître complotiste, mais vous avez remarqué que le futur Président de la République est toujours assis à DROITE ?  
(je déconne ça marche pas pour les trois autres)*

Comme je l'ai dit plus haut, ces débats entrent dans l'histoire sous une forme fragmentée : ils sont disponibles intégralement sur le site de l'Ina, mais on n'en retient rarement plus que quelques morceaux de bravoure, quelques lignes bien senties comme celles d'un Rap Contender, qui nous en remémorent la couleur et les rapports de force, bien plus que les longs développements sur le contenu des programmes (et l'Ina elle-même met à disposition ces best-of : les « Petites Phrases »).

En 1974, c'est la formule de **Valéry Giscard d'Estaing** qui marque les mémoires de la rhétorique politique : après que **François Mitterrand** l'a accusé de « manquer de cœur », Giscard répond : « Je trouve toujours choquant et blessant de s'arroger le monopole du cœur. Vous n'avez pas, Monsieur Mitterrand, le monopole du cœur ! Vous ne l'avez pas... J'ai un cœur comme le vôtre qui bat à sa cadence et qui est le mien. **Vous n'avez pas le monopole du cœur** », répète-t-il finalement, heureux de sa trouvaille. Jouant sans doute sur un soupçon d'intolérance que la gauche profère à l'égard d'une droite pas assez redistributrice, Giscard supposera plus tard dans son autobiographique que c'est « **grâce à cette phrase de dix mots** » qu'il est devenu président – alors même que cet éclat n'apportait aucun élément de fond au débat. De l'importance cruciale de la bonne formule...

\*

En 1981, après que **Valéry Giscard d'Estaing** a dit de **François Mitterrand** qu'il était un « homme du passé », Mitterrand réplique avec un effrayant aplomb : « Vous avez tendance à reprendre le refrain d'il y a sept ans, *l'homme du passé*... C'est quand même ennuyeux que dans l'intervalle vous soyez devenus, vous, **l'homme du passif**... » ET BIILIIIM on a envie de crier. Mitterrand emploie une figure d'homeoproteron (rapprochement de deux mots ayant un début semblable) pour substituer une image à une autre (d'une représentation passiviste de sa propre conception politique à une attaque plus frontale de la passivité de son adversaire en tant que président en fin de mandat). Ce faisant, il évite non seulement de répondre à l'accusation de fond, mais du même geste il humilie son adversaire grâce à un jeu de langage.

\*

En 1988, **François Mitterrand** est à la fin de son premier septennat, et **Jacques Chirac**, son adversaire au second tour, est aussi son premier ministre en fonction. Ce dernier reproche au président de l'appeler « Monsieur le Premier Ministre » : « Ce soir, je ne suis pas le Premier Ministre, et vous n'êtes pas le Président de la République. Nous sommes deux candidats, à égalité, et qui se soumettent au jugement des Français ». Ce à quoi lui répond Mitterrand, avec un air suffisant et un sourire vers le bas : « **Mais vous avez tout à fait raison, Monsieur le Premier Ministre** ». Silence. Re-BIILIIIM.

Non sans mauvaise foi, Mitterrand confond volontairement le contexte spécifique du débat avec un état de fait externe, en jouant fort individuellement sur l'ascendant hiérarchique *de fonction* qu'il a sur son concurrent, pour le transformer en rabaissement social. En d'autres mots, aussi futile et enfantin que soit ce coup d'éclat, **il transpose une position politique relative en rapport de force immédiat** au contexte interne du débat, qui fait effet immédiatement.

\*

Le débat de 1995 entre **Jacques Chirac** et **Lionel Jospin** est, **selon les commentateurs, plutôt décevant car trop cordial**. D'emblée, il faut relever cette étrange concordance que tisse la sphère médiatique contemporaine entre l'échec d'un débat et l'absence de confrontations rhétoriques outrecuidantes : **il apparaît qu'un tel débat capital est saisi en tant que divertissement, et que la cordialité n'est pas la bienvenue** (pourtant, ne devrait-elle pas être la condition *sine qua non* de l'échange politique, et la preuve d'une possibilité de discussion objective sur les intérêts collectifs qui ne soit pas entachée des traces égotistes et vicieuses du jeu rhétorique ou de la subversion des idées par l'image des personnages ?). Il y aura bien une ou deux punchlines entre les divers « je suis tout à fait en accord avec vous sur ce point », mais les deux lurons sont assez potes dans la vraie vie...

Jusqu'alors, les échanges étaient assez courtois, les candidats s'écoutant et préparant leur répartie.

Puis on entre peu à peu dans l'ère du chaos où la rhétorique n'est plus que l'art de la formule, mais aussi la science de la déstabilisation. À la loi du silence mesuré s'ajoute celle de l'interruption pesante.

Les types de corps et de gestualité se modifient aussi après Chirac : loin des vénérables énarques de haute extraction ou des parvenus gaulliens, on observe le succès de profils plus 'dynamiques' — Sarkozy, ce semillant « roquet » qui roule des épaules ; Hollande, qui a enregistré une spectaculaire perte de poids pour sa campagne ; Le Pen II, blonde héritière en brèche de son patriarche et nouvelle garde d'un nationalisme dédiabolisé ; Mélenchon, « tribun » grincheux et harangueur ; enfin, Emmanuel Jean-

Michel Frédéric Macron (« Manu Macaron », comme mon neveu l'appelle), à peine la quarantaine, image complète de jeune et fringant intellectuel, faux naïf masquant mal l'œil de l'ambitieux, capable de hurler sa fougue comme d'être d'accord avec tout le monde.

En 2007, on connaît le fameux échange « Il y a des colères très saines et très utiles » contre le paternaliste « Calmez-vous, ne me pointez pas du doigt comme ça [...]. Pour être Président de la République, il faut être calme », sur lequel je vais revenir un peu plus loin. Prenons plutôt ceci : **Ségolène Royal** proclame « je serai la présidente de ceux qui marchent sans oeillères, en regardant tout ce qui peut fonctionner ». **Nicolas Sarkozy** lui rétorque : « Eh bien moi je voudrais être le président qui fasse que ce qui ne marche pas, marche. Parce que si c'est pour être la présidente de ce qui va et qu'il y a pas de problème, c'est pas la peine » (*Les erreurs de grammaire sont dans le texte*).

On observe d'abord une différence de ton et de formulation qui illustre bien le principe de l'attaque-défense dans un tel duel : d'un côté, on a une phrase correcte, préparée comme une belle formule, et de l'autre on a la réaction sur le vif, qui s'adapte en trouvant la faille. Problème : Sarkozy oblitère le complément circonstanciel de manière qui donnait un tout autre sens à la phrase de Royal « sans oeillères », il en modifie le sujet (« ceux » en « ce ») et transforme le verbe « marcher », auparavant part d'une métaphore globale, en synonyme de « fonctionner ». Ce faisant, il adapte une déclaration adverse en surenchérissant, et du même coup il évite le sujet central des « oeillères ».

Mais il faut aussi remarquer que cette estocade devient légitime parce qu'elle saute sur un faux-pas rhétorique de Royal, qui a marqué un temps d'arrêt entre « marchent » et « sans oeillères »... une malhabile disposition du silence dont s'empare l'adversaire comme d'une faiblesse de propos, alors qu'elle n'est qu'une hésitation d'*elocutio*.

\*

Je ne gloserai pas plus que nécessaire sur le débat de 2012, dont on retient indubitablement les anaphores épiques de **François Hollande** (« **Moi Président** » et d'autres encore), effroyablement simples et efficaces. Face à cela, dès l'entrée du débat, **Nicolas Sarkozy avait critiqué en sous-main cette vieille garde de la tradition rhétorique** : dès ses premiers mots, en réponse à Hollande qui a ouvert le débat par un morceau très écrit autour de la justice sociale, voici comment Sarkozy attaque :

« J'ai écouté Monsieur Hollande : c'est assez classique. Moi, ce que j'attends du débat, c'est que tous ceux qui nous entendent puissent se faire une idée à la fin du débat. [Monsieur Hollande attaque l'ancien président], **c'est classique, c'est ce qu'on entend à chaque débat**. Moi je veux autre chose. Je veux que ce soir soit un moment d'authenticité. Je veux que les Français choisissent, **pas avec des formules creuses, pas avec des propos entendus où, chacun, on pourrait se dénier les qualités qu'on pourrait se prêter par ailleurs**. En vérité. C'est un choix historique ».

Sarkozy, pourtant défait, pose alors une pierre de plus dans une ère de rhétorique populiste assez intéressante, sur laquelle surfera notamment Marine Le Pen (et qui existe depuis la nuit des temps) : il prône la sincérité et la clarté comme un ras-le-bol, prétend dénoncer une tradition rhétorique « creuse », par là même un système technocratique fallacieux, dont il fait pourtant partie intégrante.

\*

On arrive enfin au pied du détenteur actuel de la couronne politico-rhétorique : il y a deux ans, **en 2017**, tandis que je haïssais mes semblables avec une intolérance peu amène et que j'insultais la France avec une tristesse nihiliste, **Emmanuel Macron et Marine Le Pen** se retrouvaient face à face, à la suite d'un jingle d'ouverture toujours plus badass<sup>20</sup>. Débat dont l'enjeu véritable, comme Chirac-LePen 2002, est discutable, puisque la tactique du « barrage républicain » avait déjà pipé les dés au moment même de l'annonce du duel électoral ("n'importe qui sauf le FN").

Voici quelques morceaux choisis d'une confrontation qui abandonne la subtilité pour dépasser toutes les preuves antécédentes de l'absurde importance de la rhétorique sur un enjeu électoral.

<sup>20</sup> À nouveau, la musique épique et les infographies animées tricolores marque un peu plus l'intégration télévisuelle de la politique aux logiques du divertissement national. Et s'il fallait encore douter de cette « politique coupe du monde », je vous laisse savourer les mots de David Pujadas qui lance l'antenne : « C'est l'heure, c'est le moment, c'est le **coup d'envoi** de ce grand face-à-face ».

D'abord, une critique hors-sujet et strictement formelle (mais malheureusement assez juste) que Le Pen envoie à Macron : « La stratégie marketing a été reprise en main par la machine du PS, et puis le sourire étudié se transforme en rictus au fur et à mesure des meetings ; l'enfant chéri du système et des élites, en réalité, a tombé le masque, Monsieur Macron ».

Le Pen reprend la critique systémique qui est le mot d'ordre du populisme de droite, dans la lignée du Sarkozy de 2012. Pendant ce temps, l'intéressé la regarde avec un sourire qui dit 'cause toujours'. Puis il répond :

« Vous venez de démontrer que vous n'êtes en tout cas pas la candidate de l'esprit de finesse, de la volonté d'un débat démocratique équilibré et ouvert. Merci pour cette belle démonstration, Madame Le Pen », tandis que l'intéressée le regarde avec un sourire identique.

Macron réagit donc par la **stratégie du discrédit, prenant tout à fait la position d'un dominant du système** (alors même que, par la suite, il s'appuie sur le souhait de parlementaires issus de la société civile, etc.). L'un et l'autre se jaugent et, ici, en restent à des remarques périphériques et inadéquates (bien qu'importantes) sur l'image et le contexte : **on parle de personnes, pas encore de politique.**

Les attaques vont bon train sur deux fronts respectifs : Le Pen récidive sur un Macron copain des grands patrons et des financiers, avec qui il « boit des coups à la Rotonde » et qu'il favorise logiquement dans la politique qu'il met en place en tant que ministre de l'Économie, sur les privatisations, sur sa condescendance (qu'elle critique elle-même avec un ton condescendant).

Macron serine Le Pen sur son catastrophisme et son manque de réalisme (« vous ne parlez que de ce qui ne va pas, mais vous ne proposez aucune solution »), sa nature mensongère et son incohérence. Les deux se partagent les piques sur leur manipulation des chiffres, leur mauvaise foi ou leur absence de propositions concrètes.

Mais, illustré par les extraits audio ci-dessous, **le véritable objet de ce débat, c'est le débat lui-même, et notamment son chaos.** Dans des phases difficilement écoutables, chacun-e excédé-e par l'autre et obsédé-e par la promesse de la soumission rhétorique, le tout propulsé par deux médiatrices dont le rôle est de couper court aux grandes envolées hors-sujet et de faire rentrer la totalité des thèmes en moins de deux heures et demie, voici ce que je retiens : un combat plutôt qu'un débat, des interruptions perpétuelles pour hacher le discours (ou, au mieux, par incapacité de maîtriser sa propre écoute), des **leçons** de bonnes manières... En fait, il est à dire que **la rhétorique, alors même qu'elle est en train de se construire, devient elle-même l'objet du discours et des discussions qu'elle est censée organiser de manière à la rendre transparente...**

EXTRAIT SONORE

*le chaos*

EXTRAIT SONORE

*les leçons*

Comme évoqué plus tôt, ce petit flashback critique ne forme pas le souhait d'une sphère politique exempte de débats et de conflits : c'en est même l'essence démocratique que d'accepter la fondamentale indécidabilité des valeurs que prône Paul Ricœur (*Lectures I*), et qui permet de se prémunir contre la tentation totalitaire d'une idéologie unique. L'analyse du philosophe (dont, par une coïncidence amusante, Emmanuel Macron s'est trouvé être l'assistant <sup>21</sup>), peut aussi donner tort à la définition de la politique que j'essayais de donner au début de cet essai, parce que j'y donne d'emblée une préférence de ce que serait le « bon gouvernement » et la « vie bonne ».

[...] Il en résulte qu'il n'y a pas de savoir absolu qui mette fin à la polémique concernant les fins dernières et donc le rapport du « bon » gouvernement à la vie « bonne ». Ce fut précisément l'erreur — ou plutôt le crime — du totalitarisme de vouloir imposer une conception univoque de ce qu'il croyait être un homme nouveau, d'effacer les tâtonnements historiques de la compréhension de soi par une organisation autoritaire du pouvoir, mis au service de cette conception univoque. Mon plaidoyer final sera donc en faveur de la reconnaissance d'une "indétermination dernière quant au fondement du pouvoir de la loi et du savoir, et au fondement de la relation de l'un avec l'autre sur tous les registres de la vie sociale".

La démocratie, selon Claude Lefort, naît d'une révolution au niveau du symbolisme le plus fondamental d'où procèdent les formes de société. C'est le régime qui accepte ces contradictions au point d'institutionnaliser le conflit. "La démocratie se révèle ainsi la société historique par excellence, société qui, dans sa forme, accueille et préserve l'indétermination, en contraste remarquable avec le totalitarisme qui, s'édifiant sous le signe de la création de l'homme nouveau, s'agence en réalité contre cette indétermination, prétend détenir la loi de son organisation et de son développement, et se dessine secrètement dans le monde moderne comme société sans histoire".

La capacité d'accepter l'indétermination (donc de ne pas pouvoir produire toute décision politique selon des principes absolus ou une ligne politique fondamentalement « bonne »), et de ne pas chercher à masquer les contradictions, est constitutive de la démocratie selon Ricœur et Lefort ; il en va plus précisément de la capacité à « institutionnaliser le conflit » (le rendre obligatoire, codifié, contrôlé, organisé, public)... et de réussir à conserver ce principe. La parole, étant libérée et mise en scène dans la démocratie, permet de produire à la fois justice et récit (pour ne pas en rester à une univoque « société sans histoire »).

Oui, sans aucun doute, le *principe* du débat est capital. Le problème que je voudrais soulever quant aux débats d'entre-deux-tours n'est pas structurel ("ces débats ne devraient pas exister") ou idéologique ("les idées évoquées sont inacceptables"), mais formel : certaines règles de bienséance rhétorique et de respect humain, tout comme certaines injonctions morales dans le paysage politique (ô Cahuzac, Fillon, Castaner...), ont été abandonnées, au profit d'une valorisation plus perverse de la *virtu* du Prince machiavélien (le pouvoir individuel de prendre à *son* compte l'action politique, de sortir de la passive fortune, quitte à transgresser les règles en passant). On s'éloigne de l'*agôn* (conflit fécond) pour se rapprocher de l'*entreprise* polémique qui déborde de la matière politique.

De plus, placée dans une démarche éristique mais surtout heuristique <sup>22</sup>, l'organisation de ces débats vise à dégager un futur vainqueur, de telle sorte que le matériel politique est orienté vers une fin qui puisse être intéressée, qu'il utilise des moyens formels discutables, et qu'il puisse donc éloigner son combat de ses fins originelles.

---

<sup>21</sup> Au sujet de cette prétendue filiation, François Ruffin cite la philosophe Myriam Revault d'Allonnes, membre du Fonds Ricœur : « Il en tire un bénéfice totalement exagéré. Ricœur était sensible à la notion de solidarité. Or, chez Macron, le conservatisme est assimilé à l'archaïsme supposé des acquis sociaux, et le progressisme à la flexibilité et la dérégulation économique. Ce n'est ni un intellectuel, ni un homme d'État, mais un technocrate, certes intelligent et cultivé, mais représentant une pensée de droite libérale assez classique. »

<sup>22</sup> L'éristique est l'art de la controverse, du débat. L'heuristique est une notion transdisciplinaire plus complexe : elle s'articule autour de l'idée de découverte (de la vérité), de la résolution des problèmes et des moyens de cette résolution. Plus spécifiquement, en mathématique informatique, il s'agirait d'une procédure éliminant progressivement les alternatives pour tendre vers la solution optimale (CNTRL). En somme, une démarche heuristique suppose une fin et fait tout pour l'atteindre.

## ***Parenthèse : Le corps et l'invisible***

Nous avons encore peu parlé des fameuses « positions du corps » et de la « répartition du visible et de l'invisible » ; mais l'on en repère aisément les formes courantes.

Des poignées de main d'Obama (inlassablement soutenues d'une autre main sur l'épaule de son condisciple) aux saluts fantasques ou humiliants de Jean-Claude Juncker (*voir l'image d'en-tête du chapitre II*), de la voix enrobante de Mitterrand à la gifle de Chirac, d'un Poutou agité sur son siège à un Fillon droit comme un balai, de Poutine à... Poutine, — les rapports corporels (ce que peuvent les corps, ce que se permettent les personnages) façonnent la vitrine de la politique, alimentent les imaginaires collectifs du pouvoir (et, effectivement, ces images nourrissent autant les « entreprises de domination » que celles « d'émancipation » : un coup de matraque contre un poing levé).

Les corps de la politique ont ceci de particulier, encore une fois, qu'ils sont haut-placés<sup>23</sup> — donc qu'ils ont quelque chose de *représentatif* : 1°, en tant que représentant·es élu·e·s, 2°, en tant que « citoyens augmentés » garants d'une certaine exemplarité morale, 3° en tant que personnages médiatiques et individus à l'existence singulière. Ainsi, ils sont aptes à être pris sinon comme modèles, au moins comme repères : si le haut-fonctionariat d'État n'est certes pas réputé pour afficher les plus belles plastiques corporelles, ces corps de discours télévisés transpirent néanmoins quelque chose de mystique, une vague impression d'intouchables, peut-être insouillables par les scarifications du malheur, les ridicules de la pauvreté, les crasses de la sénilité. Le « double corps du Roi » d'Ernst Kantorowicz se transpose en politique moderne : ces corps politiques sont terrestres et mortels, mais en eux vient se loger la transmission d'une entité supérieure, l'État, et à travers lui l'Histoire (où les grandes batailles sont remplacées par les grands débats), qui leur confèrent une auréole d'importance. Or, cette auréole est désormais laïque, et l'imagerie théocratique du Roi (portraits à l'huile et pièces de monnaie) a cédé la place aux craquelures du tout-médiatisé : la possibilité que le chef d'État ne soit plus choisi par Dieu mais par les humains eux-mêmes ouvre la brèche à la possibilité de l'erreur, au doute envers la *représentativité*, à la mise à mal de ces corps semblables aux nôtres.

En fait, la *communication* elle-même, peu importe son dessein, s'empare de cette brèche vers le « normal » pour construire encore un peu plus un rapport ambigu envers la sphère extra-politique, travaillant avec une perversion amusée le côté « normal » des hommes et femmes politiques : Kennedy pose avec sa famille en patriarche accompli, Poutine pêche le brochet torse nu, Sarkozy fait son footing, Hollande fait du scooter (sacré coup de comm', le « Président normal »), Obama met des paniers à 3 points, Trump tweete à foison...

Quant à la « répartition du visible et de l'invisible », elle est d'abord flagrante dans le principe même du personnage public, dont il existe deux acceptions possibles. La première : le personnage public doit laisser libre accès à tous ses faits et gestes (s'il le refuse, c'est qu'il a quelque chose à se reprocher donc qu'il est indigne d'occuper cette position ; en d'autres mots, pour bénéficier de la gloire et de sa visibilité, il faut payer le coût de la transparence totale). Mais aussi, plus vicieux, laisser libre accès à sa vie privée, et même aux tréfonds de son âme — or, nous savons que ces deux derniers domaines sont allègrement contrôlés par la *communication* (le premier dans les reportages « immersifs », les photos, et le second dans les discours « sentimentaux » adressés au peuple ou les petites paroles *off*). La deuxième acception, moins intrusive, stipule qu'un personnage public n'est qu'une partie ou une facette de la personne qui l'endosse (comme le métier d'un individu n'est qu'une facette de sa vie), et ne relève que de ce qui est expressément destiné au domaine de la *publicité* (les sorties officielles, les discours...). Ainsi, on montre ou on cache ce qui permet de façonner le personnage politique par bosses ou par creux (l'impression de proximité jouant autant que la nécessité de conserver une sorte d'aura mystérieuse).

---

<sup>23</sup> À nouveau, toutes proportions gardées entre les corps de la domination et ceux de l'émancipation, j'entends par « haut-placé » soit ceux qui le sont effectivement et socialement, soit ceux qui ont au moins une forme de visibilité officielle ou officieuse.

Or, quand on est un personnage public politique dont le moyen d'agir est la communication — l'écrit, la parole —, et lorsqu'on touche à l'os du politique (les questions sérieuses de survie et d'organisation de la société), si l'on joue la sourde-oreille ou que l'on ne s'exprime pas, c'est faillir à une partie de sa responsabilité ; c'est exprimer le fait que l'on se tait à dessein. Mais reportons les exemples concrets ; maintenant que le personnage jupitérien a été ébauché par son moment de grâce, on a du grain à moudre pour le prochain chapitre... d'autant plus que ces quelques mots sur le double corps du Roi et sur le jeu entre être Élu et homme normal résonnent forcément dans ses choix d'image et de rhétorique. Revenons plutôt à nos moutons de Panurge.



« Xavier Mathieu, on entend votre colère, mais est-ce que vous lancez un appel au calme ce soir ? »

## ***Le grand calme***

Le débat de campagne n'est évidemment que l'une des nombreuses instances politiques où s'exerce primordialement l'art du discours et de la controverse. Si celui-là advient dans un contexte authentiquement démocratique (encore que...) parce qu'il propose d'opposer deux individus candidatant à une même fonction, la République Française tient ses lettres de noblesse d'espaces oratoires où, plus la liberté d'expression est revendiquée, plus la rhétorique semble mettre au jour les signes langagiers de la domination politique : les plateaux de télévision, l'Assemblée Nationale et les commissions parlementaires, ou encore le Grand Débat National.

Si la démocratie représentative permet par exemple d'amener à l'Assemblée Nationale des députés « issus de la société civile » (rappelons-nous cette promesse du Président pour son mouvement LREM), il faut être conscient de ce que cela implique dans le déroulement des sessions parlementaires, notamment par rapport à l'emploi du langage.

Premièrement, les député·e·s sont des *représentants* ; mais cette représentation a plusieurs tenants. Iels représentent les citoyen·ne·s de leur circonscription ; iels représentent aussi leur appartenance politique, leur parti ; iels se représentent enfin eux-mêmes — en tant que citoyen·ne·s certes, mais aussi en tant que « haut-fonctionnaires », orateurices, individus — et, pour jouer sur les mots, ils sont *en représentation* (comme au théâtre).

Deuxièmement, pour débattre dans l'Assemblée et étudier des lois, il convient d'en maîtriser la langue spécifique et techniciste (écrite cette fois) ; il faut alors soit provenir d'un milieu professionnel qui a l'habitude de manier ce type de langage, soit être formé sur le tas à apprendre ces moyens d'expression dominants. Or, il n'est pas dit que tous les groupes parlementaires forment leurs député·e·s de la même manière, ni sur le même formatage idéal...

Troisièmement, en fonction du nombre de sièges attribués à chaque groupe, de l'extraction sociale et des éléments de langage de chaque député, de la connivence entre la couleur de l'exécutif et la quantité de ses sympathisant·e·s dans l'Assemblée, etc., les rapports de force oratoires peuvent être distribués de

manières fort inégales (alors même qu'il s'agit d'un lieu saint de la République qui lui permet de s'auto-proclamer *démocratie parlementaire*). Ces rapports inégaux nourrissent nombre de frustrations.

C'est ce dernier point qui m'intéresse particulièrement. Si l'hémicycle est un décor magistral aussi guindé que symbolique, si le langage employé y est formalisé et de préférence châtié, la démocratie indirecte continue de fonctionner à partir des choix des électeurices et, de la même manière que les corps-modèles des candidats à la Présidence ont évolué, elle a fait apparaître dans l'enceinte du Palais Bourbon des rhétoriques moins conventionnelles. Je pense évidemment, en premier lieu, à François Ruffin, député du groupe FI, qui parle de manière hachée et butée, parfois avec émotion, toujours avec une certaine fougue, qui n'hésite pas à contrevenir aux ordres procéduraux qui lui sont permis par la programmation de ses interventions, ni à arborer un maillot de football de l'Olympique Eaucourtois pour protester contre le budget dérisoire alloué au sport amateur<sup>24</sup>.

Face au contenu puissamment social et juste de ses interventions, qui toujours partent d'exemples « du bas » (selon un principe de raisonnement par induction qui est trop rare face à celui, éminemment politicien, de la déduction), les ministres interpellé·e·s n'ont souvent pas grand chose à répondre, puisqu'ils sont là pour défendre des propositions de lois et non pour changer d'avis. Iels se réfugient donc dans la sûreté que le bon droit leur laisse : celle du langage conventionnel. Comme les petites remarques déplacées sur la forme, observées dans les débats d'entre-deux-tours, iels discréditeront d'emblée le discours parce qu'il emploie une rhétorique non-valide, tout comme un procès se terminerait par un non-lieu pour cause de « vice de procédure ». Ce droit est alloué à la classe politique dominante, qui perpétue les règles de la rhétorique dominante (et du langage écrit techniciste).

Et, ce qui est le plus effrayant face à la colère et à l'émotion de ceulles qui font le choix de ne pas se cuirasser dans cet autre monde, c'est, en face, le grand calme de ces dominants. Un calme qui est une arme provenant de la condition dominante, et qui contribue à la perpétuer.

Le premier ministre Édouard Philippe peut se permettre, à l'Assemblée face au morceau de bravoure de Jean-Luc Mélenchon suite à la perquisition du siège de la FI, de répondre ainsi : « Cette colère me choque, j'aimerais que l'on puisse discuter en gardant son calme ».

Une rapporteuse peut se permettre de dire à François Ruffin : « je ne répondrai pas sur le fond, évidemment, mais permettez-moi de vous rappeler qu'il est d'usage de saluer le Ministre, le rapporteur... et quand on parle du Président de la République, on ne l'appelle pas par son surnom. Voilà quelques rappels formels ».

La présidente de la commission parlementaire des affaires sociales, Brigitte Bourguignon (LREM), peut se permettre de répondre à la question du député Adrien Quatennens (FI) ainsi :

« Est-ce qu'il serait possible, Madame la Présidente, d'avoir un état des lieux du nombre d'amendements que nous avons traités jusqu'ici ?

—Oui... Il en reste 93, et nous en avons vu 77.

—Avec un taux d'acceptation de 0%, c'est bien ça ?

—Ah bah, oui, évidemment... vous l'imaginez... » en riant.

On peut se permettre... « Évidemment », « évidemment » : il n'y a pas d'alternative, l'absence de réponse « sur le fond », comme le refus en bloc des amendements de l'opposition sur la nouvelle loi travail, sont dans le bon droit de ceulles qui peuvent se permettre de se taire ou de rester calmes, apaisé·e·s par l'immunité, le pouvoir, les ors républicains et le petit salaire qui va bien.

Dans la sphère médiatique également, David Pujadas peut se permettre de demander à Xavier Mathieu, syndicaliste de Continental pendant le blocage de l'usine : « Est-ce que vous regrettez cette violence ? ». Ce dernier, en duplex sur place, hoche la tête incrédule et lui rétorque : « Vous plaisantez, j'espère ? ». À la fin de l'entretien, Pujadas remet le couvert : « Xavier Mathieu, on entend votre colère, mais est-ce que vous lancez un appel au calme ce soir ? ». Le syndicaliste secoue la tête, puis conclut : « Je lance rien du tout. Les gens sont en colère, et la colère, il faut qu'elle exprime. »

---

<sup>24</sup> Gérard Larcher (LR), président du Sénat, n'a pas hésité à comparer ce port de maillot à « la Terreur ». Ah oui, rien que ça. Je sais pas vous, mais quand j'ai entendu ça, je me suis plus que jamais demandé si on vivait dans le même monde. À l'époque, je ne savais pas encore que la réponse était évidemment Non.

Les questions de Pujadas, au vu de leur insistance et de leur formulation, ne peuvent être innocentes, ne peuvent uniquement se situer dans la posture du journaliste : cette dernière question fermée a justement des allures de question rhétorique <sup>25</sup>, parce que lorsqu'on ne comprend pas le trouble social et les violences qui en découlent, lorsqu'on en est éloigné socialement, il semble objectif d'affirmer que l'état normal des choses, c'est celui où tout le monde est *calme*.

Être calme, c'est un privilège du rapport de classe, une marque rhétorique d'un rapport de force sur les moyens d'expression. Xavier Mathieu répond d'ailleurs avec une formule certes empruntée, mais d'une grande et simple justesse ; souhaiter aveuglément l'apaisement des tensions et des violences, c'est afficher une évidence naïve de bon sens pour masquer le désir de museler *l'expression* de la colère (entendu, non pas le fait *qu'elle sorte*, mais le fait *qu'elle soit formulée*). « On entend votre colère » veut en fait dire « On l'a entendu, mais ce n'est pas l'objet » ou, peut-être pire, « On entend qu'elle *sort*, mais elle n'est pas *formulée* comme il faudrait ». Alors, les paroleurs dominants préfèrent que tout un chacun corrobore l'absence de remise en question de la démocratie française, préfèrent encourager à passer sa colère dans les formes institutionnalisées (les urnes ou le Grand Débat) sans prendre de risques et sans brusquer la dignité classieuse de l'échange politique. Rester calme.

Julian Augé, dans sa conférence gesticulée *Je sais plus où j'habite*, note que cette domination peut être de majorité, de classe, d'origine (relative à la couleur de peau, mais aussi à l'accent, à l'extraction parisienne ou provinciale...), ou encore de genre : ainsi, le fameux « calmez-vous » que le futur président Sarkozy lançait à Ségolène Royal, plein de condescendance, est en quelque sorte plus simple à proférer dans un monde où la domination patriarcale permet à l'homme de s'arroger une colère légitime voire valorisée (mais si ! JE SAIS QUE VOUS, PARTOUT, VOUS VOYEZ À QUI JE PENSE), tandis que la colère d'une femme est si facilement associée à l'hystérie, c'est-à-dire à un comportement déviant.

En somme, un certain nombre de positions sociales ou politiques dominantes permettent aux agents de la *classe dominante* de produire (même involontairement) les conditions de la colère, face à laquelle il suffit ensuite de se poser tranquillement pour la tourner en ridicule. Cette possibilité du calme n'est donc pas qu'une question de choix d'expression, encore moins une marque de tempérance et de bienséance tel que certains notables apaisés voudraient le faire croire pour jeter le discrédit sur leurs adversaires rhétoriques peut-être moins 'éduqués', moins formatés, moins avantagés ; non, monsieur Sarkozy, monsieur Philippe, monsieur Larcher, madame Bourguignon, madame Pénicaud, monsieur Pujadas, votre calme est une chance ; et leur colère n'est pas choisie, elle est une nécessité désespérée.

## ***L'instrument***

Un deuxième cran de cette domination par le calme se situe justement non pas seulement dans les réactions à la colère conditionnée, mais dans ses interprétations 'rationnelles' : si certains de ces sommités auraient effectivement perdu la capacité de comprendre une colère (si bien que « lorsqu'ils se soulèvent, c'est pour [Macron] une énigme », une incompréhension authentique et sincère), alors ils chercheront bien entendu à justifier ces extrêmes sentiments, à les banaliser, sinon à les discréditer selon leurs propres références. Par exemple, estimer systématiquement que la colère est *instrumentalisée*. Voici un exemple criant pour lequel j'aimerais, à nouveau, citer Ruffin in extenso (qui cite lui-même Macron) :

[C'est Macron qui parle :] « Il ne faut pas se tromper : le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit ! Le type, il n'a pas les mots d'un gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan. » Vous flairez l'artifice, vous, tant vous les connaissez bien, les boxeurs et les gitans, et les boxeurs gitans. C'est votre spécialité. Qu'a-t-il donc raconté de si

---

<sup>25</sup> La tournure et l'orientation de cette question ne sont d'ailleurs pas sans écho avec les fac-similés à n'en plus finir lorsque des journalistes interrogent sur les attentats ou encore sur les manifestations Gilets Jaunes (c'est pareil de toute manière) : « Cette violence, vous la condamnez ? ». En face, une tentative de réponse nuancée et développée... « Oui mais, cette violence, est-ce que vous la condamnez ou pas ? ».

formidable, Christophe Dettinger, dans sa brève allocution sur Facebook, sans micro, au son pourri, le téléphone posé sur une table, en contre-plongée involontaire, avec une lumière blanche derrière, tandis que vous, pour le moindre de vos discours, vous bénéficiez de relecteurs, d'éclaireurs, de cadreur, de décorateurs, de maquilleurs ?

Qu'a-t-il donc raconté, seul dans son salon ? « Je voulais vous présenter les choses, ben, comme je le sens... J'ai vu la police gazer, j'ai vu la police faire mal à des gens, j'ai vu des gens blessés avec des flash-balls... Je suis un citoyen normal, je travaille, j'arrive à finir mes fins de mois, mais je manifeste pour les retraités, pour le futur de mes enfants, pour les femmes célibataires, tout tout tout... Je suis un Gilet Jaune, j'ai la colère du peuple qui est en moi... Je vois l'État, le président, les ministres se gaver... ils ne montrent pas l'exemple, ils se gavent sur notre dos... » bref, c'était pas du Cicéron. Mais pour vous, qu'un homme ordinaire tienne ce propos simple, entendu mille fois, le b-a ba des rond-points, c'est impossible. C'est une manipulation de l' « extrême gauche » : un boxeur gitan ne pourrait produire que des borborygmes. [...]

Cette forme apparemment de peu d'importance que Ruffin évoque, c'est notre objet même : toutes ces petites fioritures superficielles (et inoffensives ?) qui, malgré la foi en notre capacité à décrypter le fond d'un discours plutôt qu'à buter sur sa forme, en évitant les mielleux pièges, font tout de même leur office en arrière-plan. Le fait qu'une parole puisse être catégorisée, soit en tant que discours officiel, soit en tant qu'élocution improvisée, donne voix à une distinction fatale : la provenance du langage (et, donc, ses apparats esthétiques) conditionnent notre attention et nous placent dans des modalités d'écoute catégoriquement différentes. Lorsque les conditions d'une allocution 'sérieuse' ne sont pas remplies, mais que le propos semble tout de même toucher juste, alors il est nécessaire de discréditer cette juste parole en lui ôtant son originalité (ce discours fait résonner la parole d'un « avocat d'extrême-gauche », alors elle est nulle et non-avenue).

François Ruffin poursuit en évoquant aussi Éric Drouet :

Vous [Macron], c'est différent, vous avez fait l'Ena, vous côtoyez les patrons de la presse, vos titres de noblesse sont en règle. Lui, ce monsieur Drouet, juste un camionneur ! Un camionneur ! Pourquoi montre-t-on ces gens-là ? Pourquoi, franchement, leur permet-on de s'exprimer ? Contre cette décadence, vous réagissez : « Si on veut rebâtir les choses dans notre société, on doit accepter qu'il y ait une hiérarchie des paroles. Je ne crois pas du tout à l'horizontalité là-dessus. Celui qui est maire, celui qui est député, celui qui est ministre a une *légitimité* ou une responsabilité. Le citoyen lambda n'a pas la même ». [...]

Voilà le chef de l'État qui, en personne, demande aux médias d'exclure le peuple ! Et ce tri, vous ne doutez de rien, ce tri, vous l'effectuez au nom de la démocratie ! Car quand on leur tend le micro, à ces péquins moyens, c'est la République qui est en danger : « il doit y avoir une capacité à rehiérarchiser les paroles. Ça, c'est fondamental. Parce que, sinon, le complotisme nourrit l'autoritarisme ».

Il n'y a pas grand chose à dire de plus. La « hiérarchie des paroles » est explicitement assumée : peu importe ce qui est dit, dans le protocole sclérosé de la République on ne voudra bien entendre que ce qui est dit dans les règles de l'art et dans les cadres élocutoires *autorisés*. Ce syndrome de la verticalité revendiquée est explicitement partagée par les chefs en place (Larcher, Philippe et consort).

En politique, on sait ce qui importe, au fond. Mais ce qui compte, ce qui joue vraiment, ce n'est pas ce que l'on dit — c'est comment on le dit, et d'où l'on parle : voilà l'instrument.

\*

Dans ce chapitre décousu, je n'ai approché que quelques occurrences, sûrement biaisées par ailleurs, des intrications entre langage et politique. Mais le plus passionnant reste à venir car, mieux que le mépris désabusé d'Édouard Philippe ou que l'ignorance pleine d'aplomb de Christophe Castaner, mieux que la forme populiste anti-système de Marine Le Pen, mieux que l'indignation révoltée de Jean-Luc Mélenchon ou que le classieux dénigrement de François Mitterrand, nous avons aujourd'hui sous la main (mais « en haut de la pyramide ») la plus fascinante réserve de rhétorique de la domination, à la fois stéréotypée et inattendue ; le maître des positions du corps et de l'art de la *communication* ; le roi des symboles solides et le prince des punchlines branlantes ; le champion en titre : l'actuel Président de la République Française !

NB : Au cours de ce texte, j'emploie plus volontiers des expressions comme « classe dominante » ou « les dominants », plutôt que « classe supérieure » ou « les capitalistes ». Si les deux champs lexicaux ne sont pas étrangers l'un à l'autre, je me dois d'une petite clarification sur le terme retenu, pour éviter d'être trop arbitraire.

J'estime qu'une société de *classes* existe encore, que la pensée marxiste est une grille de lecture toujours valide sur certains points, dans la mesure où l'on peut repérer des strates sociales au sein desquelles sont partagés des niveaux économiques, des modes de vie et des aspirations communes... Mais cela ne suffit pas, et une donnée majeure a été rebattue : l'organisation collective pour faire valoir des intérêts communs à une classe donnée n'existe plus partout (elle est devenue un privilège des classes aisées), eu égard à la fragmentation des catégories socio-professionnelles et à l'atomisation libérale de la société, ayant conduit à la dissolution de certaines structures collectives. De fait, le constat d'une lutte des classes est devenu moins lisible.

Ensuite, une ambiguïté réside dans la *domination* : tous les politiciens élus, tous les haut-fonctionnaires nommés, ne seraient-ils pas part d'un même groupe socio-professionnel dominant ? À cela se superpose en effet la donnée de la place dans la société, relative aux capitaux socio-économico-culturels bourdieusiens<sup>26</sup> – et, ici, la supériorité intra-politique dont disposeront les membres de la « majorité ». Ainsi, ce que j'entends laconiquement par *classe [politique] dominante [majoritaire]*, c'est plus exactement les personnages politiques qui forment un groupe social en participant à l'effectuation du pouvoir majoritaire exécutif, gouvernemental et législatif.

Plus simplement, l'emploi fréquent du mot « domination » est pour sa part relatif à tout rapport de force social, implicite ou explicite, d'une manière ou d'une autre hiérarchique (cf le paragraphe citant Julian Augé). Cela adopte le postulat du sociologue Max Weber selon lequel la société est moins une communauté animée d'une cohésion interne (*les intérêts individuels s'harmonisent naturellement vers un intérêt commun*) que d'un champ de luttes perpétuelles (*l'intérêt commun est le produit perpétuellement rebattu de convergences, divergences et concessions entre les différents intérêts des individus ou groupes sociaux*).

---

<sup>26</sup> Pour rappeler Pierre Bourdieu, faire carrière en politique serait notoirement conditionné par le « capital social, économique et culturel » dont dispose un individu par héritage du milieu dont il provient. Alain Minc le concède volontiers : « Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les politiques ne sont *pas* rémunérés ! [...] Prenez un maire, d'une ville comme Toulouse par exemple, il ne touche *que* quelques milliers d'euros. [...] Moi, quand j'entends une jeune personne, 25 ans, me demander un conseil pour entamer une carrière politique, eh bien je ne lui conseille qu'une chose : avoir un bon patrimoine ! » (France Inter, 27 janvier 2017)



III.

## MACRON, MAGE DU RÉALISME — OU LE FOURCHELANG DE LA RÉPUBLIQUE —

« Je fus le plus sincère du monde [...]. J'avoue pourtant que je voulus orner un peu la vérité ; et [...] je le fis si bien que j'en fus le dupe moi-même. »

— Marivaux, *Le Paysan Parvenu*.

### ***Préambule théorique : L'Élu***

Dans les obscures technicités de la langue politicienne, il y a donc une sorte de mysticisme, une dimension irrationnelle. Si les Présidentielles n'étaient qu'un concours de beauté ou qu'une affaire de comm', il n'y aurait pas eu besoin de scrutin en 2017 pour désigner sans conteste l'acteur parfait pour le rôle. Emmanuel Jean-Michel Frédéric Macron est l'Élu avant d'être élu, jeune banquier, homme lettré et leader charismatique ; et le *charisme*, étymologiquement, c'est une « grâce accordée par Dieu », ce supplément d'âme inexplicable mais, semble-t-il, moins acquis qu'*inné* (les termes résonnent encore une fois de manière funeste aux oreilles bourdieusiennes). On peut aussi avancer que le charisme mystique et inexplicable est allègrement renforcé par un ensemble de codes beaucoup plus terre-à-terre : il ne serait pas inné de *nature*, mais inné d'héritage, conditionné par les capitaux socio-culturels et économiques à partir desquels une personne se construit, et qui, lorsqu'ils sont élevés, reflètent une image que nos attentes (mâtinées de capitalisme méritocratique) sont prêtes à recevoir comme l'exemple d'une personne complète, bien faite, idéale. Au-delà d'un regard perçant et d'une parole renversante. C'est le cas de Macron. Mais ces avantages restent à convertir en un regard perçant, un menton volontaire et une parole renversante.

Les mots d'un homme de destin se doivent d'être exceptionnels ; mais le discours politique est traditionnellement pris entre deux travers, celui de trop emprunter à sa forme écrite (la langue techniciste de la législation, codée et nourrie de statistiques complexes) et celui de s'égarer dans les circonvolutions de l'oralité, qu'on pourrait référencer selon un certain nombre de modèles hétéroclites : la harangue, le populisme, la langue de bois, l'utopie, le mépris cordial à la Mitterrand... Alors, équipé de ces multiples traditions, et propulsé par son charisme, la tâche de l'homme de destin est de fabriquer sa propre « parole magique ».

Dans ce cadre réputé extrêmement sérieux, les langues politiques semblent n'avoir de cesse de rechercher cette singularité remarquable qui les extraira des modèles éreintés de la rhétorique. Mais le fait de se vouloir Élu nécessite de se prouver récipiendaire d'une force supérieure, ou d'un héritage historique. Aussi, le langage politique convoque en permanence des sortes de puissances ancestrales (voilà je commence à partir en vrille) qui, survenant par ce cadre perçu comme important et sérieux, prennent une place retentissante dans l'inconscient collectif.

Puissances ancestrales, car ce langage contemporain partage curieusement plusieurs caractéristiques avec des versions de l'oralité millénaires, voire fantastiques : millénaires d'une part, empruntant forcément aux fondements du beau langage dans la culture gréco-latine via la maïeutique

socratique, les diatribes stoïciennes ou encore l'éloquence sénatoriale de Caton — et là s'arrête mon *culture dropping*. D'autre part, fantastiques, car on peut y repérer des échos (vraisemblablement involontaires) à l'utilisation magique de la langue dans l'univers des mages et des sorciers, dont les sortilèges doivent souvent se scander à voix haute pour être effectifs. Et là, ça devient intéressant.

Dans le domaine du fantastique, soit des langues réelles sont réemployées (mais requièrent un cérémonial et une formulation précises pour être commutées en formules magiques), et le latin demeure l'outil linguistique préféré des écrivain·e·s friand·e·s de sorcellerie, probablement à cause de sa référence historique immédiate à l'époque antique, doublée d'une proximité suffisante avec les langues latines pour en reconnaître les racines. Soit de nouvelles langues, originellement magiques, sont créées *ad hoc*, mais toujours sur la base de l'existence d'une longue et obscure légende qui aurait conféré à ladite novlangue ses facultés intrinsèquement magiques (parce qu'elle serait celle d'une civilisation disparue qui eût disposé de connaissances bien supérieures aux humains actuels). Ces novlangues, il n'est pas donné à n'importe qui de les maîtriser : seul·e·s quelques rares Élue·e·s y ont accès, tantôt élu·e·s par leur sang (l'ancien Haut-Valyrien de Daenerys dans *Game of Thrones*), par leur culture (la lecture d'une prophétie écrite en Égyptien Ancien par Evelyn dans *The Mummy*), par les forces de l'amour et/ou l'hérédité (Harry Potter et le Fourchelang), ou encore par un hasard total (Neo dans *The Matrix*, bien qu'aidé par sa culture informatique) ou un don inexplicable permettant au plus humble enfant de devenir un héros (Lyra et l'interprétation divinatoire de l'aléthiomètre dans *His Dark Materials*, comme dans beaucoup de romans jeunesse où il semble pédagogique de montrer qu'il peut arriver des choses extraordinaires au plus banal des enfants, lui donnant ainsi l'occasion de révéler sous les haillons sa vraie et exceptionnelle nature).

Il faut donc souvent *ex-primer* ce langage, le formuler, pour qu'il donne forme à des manifestations certes surnaturelles, mais concrètes. Pour Daenerys et Harry, cela est très direct : *dracarys* ou [sɑ̃ˈjɑrasilɛθ] donnent respectivement l'ordre aux dragons ou au serpent de « tuer » — tandis que dans *The Matrix* il est nécessaire de coder des programmes complexes, ou que Lyra ne formule son don qu'après consultation de l'aléthiomètre, interprétant à voix haute des signaux cryptés en prévisions signifiantes. On peut aussi penser à la tendance irréprouvable qu'ont les personnages de manga à prononcer le nom de leur attaque en même temps qu'ils l'exécutent, comme si le *nom* conférait au geste sa puissance complète<sup>27</sup>. Tout cela se place dans une culture de la symbolique rituelle et de l'incantation. Ainsi, Daenerys et Harry, Goku et Luffy, comme toute incantation de sorcellerie, font appel à la valeur *performative* du langage, c'est-à-dire au fait que la parole *réalise ce qu'elle énonce*.

Cette parole faisant action, c'est l'apanage des dieux grecs et romains dans le mythe. C'est ensuite celui du Dieu biblique, le « verbe fait chair »<sup>28</sup>. C'est aussi la « parole-action » de la Phèdre racinienne<sup>29</sup>. C'est enfin l'apanage de la parole royale, dont le pouvoir est héréditaire (donc indiscutable), dont les ordres sont transmis de (et *auteurisés* par) droit divin... Bref, il s'agit d'associer la formulation des désirs ou des lois avec leur accomplissement concret, comme en témoigne encore la vulgate superstitieuse du vœu (bougies, étoiles filantes, pissenlits...). Si, dans ce dernier cas, c'est plutôt la formulation interne et intime qui est promue, il n'en reste pas moins que cette formulation imprononcée doit passer par le langage : dans la lignée d'Émile Durkheim, père de la sociologie moderne<sup>30</sup>, j'estime que le langage même est une

---

<sup>27</sup> Les meilleurs exemples en sont sans doute les coups spéciaux des méchants dans *One Piece* : il suffit par exemple au Capitaine Creek (tome 6) de hurler « MH5 - Charge maximale ! » pour que son gaz toxique soit effectivement chargé au maximum, sans qu'aucun geste de sa part ne laisse penser qu'il a adjoint un réglage concret à son appel abstrait...

<sup>28</sup> *Le Nouveau Testament*, Jean, 1. Par la suite, l'illustre événement de la tour de Babel fut le chapitre de la punition divine : les hommes voulaient voler au Dieu sa prérogative, et celui-ci les punit en diffractant leur moyen commun de communication.

<sup>29</sup> Roland Barthes, *Sur Racine*, seconde partie, chapitre III. Jean-Pierre Dens le glose avec une formule qui résonne étrangement bien avec notre sujet : « Action et Parole finissent par coïncider dans la résolution d'un drame dont l'enjeu réside autant dans le dire que dans le faire ».

Barthes aura également employé ce concept en écrivant sur *Bérénice* : « l'action y tend à la nullité, au profit d'une parole démesurée. [...] La réalité fondamentale de la tragédie, c'est donc cette parole-action ».

<sup>30</sup> Dans l'introduction aux *Formes élémentaires de la vie religieuse*, il écrit que les catégories de l'entendement (notions d'espace, de temps, de genre, de nombre, de cause...) sont « comme les cadres solides qui enserment la pensée ; celle-ci ne semble pas pouvoir s'en affranchir sans se détruire [...] Elles sont comme l'ossature de l'intelligence ». En somme, ces catégories sont déjà des « dépliages » du réel, des ordonnancements qui ne sont plus une matière brute et autonome.

condition sine qua non à la structuration mentale de toute pensée, et non pas seulement à son expression (c'est une thèse travaillée entre autres par Alain et Hegel, paraît-il).

Donc, en tant que figures tutélaires d'une Nation, détenteurices des lois, mais encore de la langue sérieuse, mais encore de la parole dominante, c'est avec évidence que les hommes et femmes politiques s'intéressent plus ou moins consciemment à cette fonction secondaire et mystique du langage. S'il suffit de dire pour réaliser...

Les mots d'une Président·e de la République, au cours de son chemin d'accession au trône exécutif, se présentent volontiers comme un discours magique : depuis la campagne jusqu'aux vœux de fin d'année, la parole performative est un fer de lance et une bouée de sauvetage qui, entouré d'un appareil rhétorique mais aussi de preuves plus tangibles, tend à convaincre les électeurs — il ne s'agit même pas de les convaincre d'adhérer à des idées et un programme précis, mais simplement de croire en la capacité de ce candidat ou président à tenir un pouvoir et à être en mesure de le rendre effectif (de l'*exécuter*, telle est la nomenclature du pouvoir présidentiel).

Dans le dispositif de campagne électoral, en l'occurrence, la performativité a un statut particulier, puisqu'elle est différée : c'est le registre de la Promesse. Je *peux* faire cela ; je *vais* le faire ; je vous demande simplement de me donner le statut qui me le permettra. Ainsi le·la candidat·e est par nature une prise entre *le visible et l'invisible* : iel a pour tâche de rendre visible par anticipation des choses qui sont encore invisibles — donner les garanties que sa parole actuelle est la matrice exacte des actions qu'iel accomplira s'iel est hissé au pouvoir (grammaticalement, il s'agit de parler, depuis le présent, au futur ou au conditionnel en *ramenant* ce futur incertain et impalpable dans le domaine du maintenant, du possible, et de convaincre que ce futur va exister parce qu'il est maintenant formulé comme une certitude). Lorsqu'un·e candidat·e est élu·e, entré·e dans le domaine du visible, iel doit alors amener avec lui ses promesses depuis le monde de l'invisible-possible (iel doit "réaliser") : rendre les promesses visibles non plus comme image, mais comme acte. Pour accomplir ce chassé-croisé de l'accession au pouvoir, il s'autorise évidemment à *répartir* le visible et l'invisible en tirant parti du fait qu'au moment de la campagne, tout n'est *que* langage : reformuler certaines accusations, nier certains problèmes, mettre en lumière certains autres comme s'ils étaient des clés lumineuses à tous les autres. La fameuse « langue-de-bois » pourrait d'ailleurs bien être un nom de sortilège...

Emmanuel Macron, en prononçant explicitement le mot, a d'ailleurs sûrement réalisé le fantasme de beaucoup : « la politique, c'est mystique, [...] c'est une *magie* ». Oui, un homme politique (et a fortiori un Président), ça peut — ça doit — être un *magicien* dont la formule fait action... quitte à oublier le contenu et le fait que la politique traite d'affaires graves concernant tout un chacun, revendiquant ainsi que « c'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne électorale »<sup>31</sup>. Le contenu articulé et réfléchi, par trop sinueux et pas assez éclatant, laisse place à la « vision » : il faut élire l'Élu avant de connaître ses pouvoirs exacts.

## ***La Promesse***

« La stratégie marketing a été reprise en main par la machine du PS, et puis le sourire étudié se transforme en rictus au fur et à mesure des meetings ; l'enfant chéri du système et des élites, en réalité, a tombé le masque » — voilà pour rappel la belle formule envoyée par Marine Le Pen au futur Président de la République. On pourrait y ajouter la gracieuse pique de Benoît Hamon lancée, plus tôt, lors de son discours d'investiture à la candidature PS : « On les voit, les jeunes guépards, les créatures du système qu'une habile manipulation transforme soudain, par la grâce peut-être, en grand transformateur »...

Il n'est pas facile de trouver quelque chose d'intelligent à dire puisque, en tant que personnage médiatique numéro 1 de ce pays, « Manu Macaron » ou « l'enfant chéri » est devenu de manière fulgurante l'objet de mille études, celui que l'on décortique d'après toutes les grilles analytiques possibles. C'est bien que son personnage questionne, que son statut christique (ni « revendiqué » ni « renié », selon

---

<sup>31</sup> Entretien avec Emmanuel Macron réalisé par le *Journal du Dimanche*, le 12 février 2017.

ses propres mots) projette une ombre érotique sur le milieu politique. Dois-je donc vous avouer qu'en écrivant ces mots, je ne sais pas encore bien si ça va être plus original que cette punchline de Le Pen.

#### LE RASSEMBLEMENT.

La rhétorique de Macron est apparue au grand jour au moment de sa campagne présidentielle, plus précisément au moment de la création du mouvement En Marche ; avant cela il n'est pas, aux yeux du grand public, un personnage doué de parole nécessaire (du moins pas sur les scènes publiques, mais peut-être dans les salons tamisés) ; il n'est pas là pour jouer car, en tant que ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, il a fort à faire (notamment mener au front sa « loi sur la croissance et le pouvoir d'achat », restée célèbre pour son adoption armée au 49-3). Alors, dès ses premiers mots sur un nouveau « mouvement » en 2016 à Amiens, et comme tout futur candidat, il émet une promesse séminale :

« J'ai décidé qu'on allait [pause] créer un mouvement politique, [applaudissements]  
un mouvement *nouveau*. Un mouvement qui ne soit ni de droite, ni de gauche [...] Et je veux travailler avec des gens qui se sentent aujourd'hui à droite [longue pause]  
...aussi. »

(toute manipulation de l'elocutio via des artifices de dispositio écrite est fortuite)

La perspective d'un rassemblement politique « nouveau » n'est pas nouvelle parce que, dans le marketing d'une campagne présidentielle, il est difficile de se vendre en clamant que vous allez faire tout pareil que le précédent (sauf si vous êtes le président sortant et que tout se passe au mieux)... L'idée d'une réunion entre gauche et droite (ou d'une transcendance, ou d'un dynamitage) n'est pas nouvelle non plus, bien qu'en l'occurrence, elle ait été schématiquement accomplie <sup>32</sup>. D'ailleurs, elle apparaît comme une proposition théorique toujours pertinente, puisque les sempiternelles querelles de chapelle entre les gros partis (y compris entre les partis soit-disant de *même bord*, à voir comment 'la gauche' est incapable de se fédérer) sont les emblèmes les plus brûlants d'une politique perçue comme pur jeu de stratégie et d'ego, et a pour notable conséquence ceci : la politique, par trop partisane et autotélique, refuse d'assumer la complexité du monde et des idées, ce qui mène forcément à des prises de parti univoques et aveugles. Ainsi la droite se refuse à estimer la probité et le réalisme de la gauche, tandis que la gauche voit la droite comme une bête inhumaine et antisociale. Moi-même, en parlant de gauche et de droite, je me refuse à assumer la complexité du monde idéal, et démissionne de la pensée pour laisser cette classification à la classe politique. La proposition de rassemblement, donc, avait de quoi séduire (comme à chaque fois, mais nous avons la mémoire courte).

Toutefois, un lapsus intéressant se glisse dans la seconde phrase — « à droite... [pause] ...aussi » : à ce moment, l'adhérent au PS Macron se place-t-il clairement comme un personnage politique de gauche, si bien qu'il ne ressent le besoin de préciser que ceulles *avec* qui il va « aussi » travailler ? Ou bien sait-il déjà qu'au fond de lui, il est de droite, si bien qu'il s'apprête à oublier le « aussi » ? Je le taquine un peu. Mais il n'est sans doute pas sans savoir que l'on peut glisser bien du sens dans les silences.

#### LE MOUVEMENT.

En revanche, ce qui est alors nouveau ou récent en politique, c'est la mouvance des « mouvements ». La version française du magazine *Slate*, pour peu qu'on lui prête quelque crédit (elle a été fondée en collaboration avec Jacques Attali), cite Alain Touraine et Erik Neveu, qui eux définissent les *mouvements sociaux*, pour l'appliquer à une acception politique : il s'agit d'une « forme d'action collective concertée en faveur d'une cause », qui se distingue d'un parti soit par le fait qu'il ne soit pas composé d'élus, soit par le fait qu'il ne soit pas organisé selon une forme hiérarchique et disciplinée — les deux

---

<sup>32</sup> LREM a glané des politicien·ne·s de droite et de gauche, c'est vrai, selon l'échiquier politique actuel : des adhérents du Parti Socialiste et des Républicains. D'aucuns objecteront que cela représente, d'un côté comme de l'autre, peu d'authentiques gauchistes, mais bien plutôt d'authentiques opportunistes qui, peu importe la couleur, se placent là où ils ont des chances d'être placé·e·s.

alternatives se rejoignant vers une même méfiance envers les partis politiques, en brèche desquels il faut retrouver un sentiment d'horizontalité participative. Et puis « parti », ça sonne immobiliste, tandis que dans « mouvement », il y a un geste en avant, il y a de l'espoir. Là résonnait la promesse fondatrice du candidat Macron.

Que l'on ne s'y trompe pas : dans les faits, les *mouvements* qu'ont pu être La République En Marche ou La France Insoumise ont adopté des structures assez peu divergentes des partis. Il s'agit principalement d'une astuce de communication dont le but, justement, est de trouver sans cesse ce qui « fait nouveau ».

La promesse est plus grande, plus belle que d'habitude : l'homme est séduisant, il marque au fer rouge son passage à l'Économie tout en ayant obtenu les faveurs du soutien de Hollande et du PS, puis démissionne du ministère et, guidé par une geste prométhéenne, réussit à s'extraire du PS pour créer sa propre œuvre, démarche que l'historiographie retiendra comme moins traîtresse que lucide. Qu'il ait ou non été instrumentalisé par les éléphants du PS (qui, sentant venir la fumée, l'auraient conjuré de construire une Arche pour sauver ce qui reste de la social-démocratie), il n'est plus secret que cette ascension a été guidée par des influenceurs de tout acabit, d'Henry Hermand à Bernard Mourad, de Jean-Pierre Jouyet à Martin Bouygues en passant par quelques contacts dorés de l'IGF (Inspection Générale de Finances) et de Rothschild<sup>33</sup>. À tous ces précieux *sugar daddy*, il a bien dû faire quelques promesses aussi... Mais, quoiqu'il en soit, on ne peut lui enlever une chose : Macron a su jouer de *virtu* et, en bon Prince machiavélien, a renversé la *fortune* à son compte. Même s'il s'agit au final de la reverser aux copains.

Le mouvement-parti LREM se constitue en quelques mois sur si peu de choses ; une technocratie sans bannière composée *pour* la technocratie (la « société civile » promise et convoquée pour garnir les bancs de Bourbon, c'est en fait celle de chefs d'entreprise, de cadres ou d'*experts* qui prennent le pas sur les grisonnants politiciens de carrière et de droit divin) : pas besoin de couleur, tant qu'on a le pouvoir... pas besoin de programme, tant qu'on a une vision.

#### LA RÉVOLUTION.

L'étape suivante d'une invention de la nouveauté, c'est évidemment le mot « Révolution », et le hashtag #RévolutionEnMarche qui apparaît sur les pupitres de ses discours de campagne. Précisément, avec une première grille de lecture historique, on peut voir dans ce visionnaire « renouvellement de la classe politique » une copie réduite de la Révolution Française qui, telle qu'elle est vaguement brandie par les républicains convaincus, serait la première pierre du « peuple souverain »... alors qu'elle n'est historiquement qu'un remplacement de la noblesse par la bourgeoisie<sup>34</sup>. Dans ce cas, d'accord, Emmanuel Macron aura fait à moindre mesure sa pseudo-Révolution avec le R majuscule.



Or, avec une grille de lecture moins spécifique, la notion de *révolution* est très forte, elle est même au sommet du lexique politique, suscitant tantôt l'enthousiasme ou l'effroi — mais, à la fois, elle reste relativement abstraite. Qu'est-ce qu'une révolution ? D'après le Larousse, c'est un « changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un État, qui se produit quand un groupe se *révolte* contre les autorités en place et prend le pouvoir ». Cependant, une *révolution* ou le verbe *révolutionner* échoient d'usages communs bien plus édulcorés et mélioratifs. Ainsi, outre le fait qu'En Marche<sup>35</sup> emprunte un mot-symbole puissant à une mouvance politique radicale qui n'est pas la sienne, il en fausse totalement le sens — ce qui me fait objecter au paragraphe précédent : remplacer une partie de l'hémisphère parlementaire par le vote, ce n'est pas *révolutionnaire*, c'est *réformiste*. Ce qu'il manque à l'avènement de

<sup>33</sup> Pour un état des lieux détaillé (et édifiant) de sa propulsion, lire Juan Branco. On y lit aussi, en ce qui concerne Gabriel Attal de Couriss, un petit coup d'œil sur la versatilité à tout prix.

<sup>34</sup> Que les historiens me permettent cette grossière synthèse ; mais le cap conceptuel consistant à réaliser que cet événement immense du mythe national n'est pas un soulèvement « pour le peuple, par le peuple » n'est même pas acquis dans l'esprit d'une partie des élu-e-s, ce à partir de quoi je m'autorise à manquer de finesse, vu que ces bonnes gens sont mes modèles.

<sup>35</sup> Vous l'aviez probablement remarqué, mais les initiales de ce mouvement sont les mêmes que celui de son leader...

Macron pour valoir comme révolution, sans même encore parler d'idées, c'est la violence contenue dans le mot *révolte* qui s'exprimerait face à un pouvoir dominant (et de surcroît, de manière illégale). Or, la « Révolution » macronienne est tout à fait institutionnelle et *corporate*. Il s'avère donc que l'utilisation du terme est typiquement un acte de *communication*, un détournement publicitaire qui, de manière certes périlleuse, surfe sur le côté mélioratif qui résonne dans l'imagerie collective de la révolution. Galaad Wilgos (qui est aussi l'auteur de l'article de *Slate* sur les mouvements politiques) fait parler le défunt philosophe Cornelius Castoriadis en ces mots :

La marginalité devient quelque chose de revendiqué et de central, la subversion est une curiosité intéressante qui complète l'harmonie du système. Il y a une capacité terrible de la société contemporaine à étouffer toute véritable divergence, soit en la taisant, soit en en faisant un phénomène parmi d'autres, commercialisé comme les autres.

L'emploi du terme n'est innocent ni par rapport à cette récupération édulcorée, qui 'vole' certains mots à leurs significations premières (à ce sujet, voir le chapitre IV) — ni quant à une volonté certaine de *faire Histoire* : comme une défaite du Real Madrid en huitièmes de finale de la Ligue des Champions, les commentatrices convoquent (avant même l'issue de l'élection ou la fin du match) une rupture narrative puissante dans le récit du monde, si empressé·e·s qu'ils sont de pouvoir apporter leur pierre à l'expression de tout ce qui se pose contre l'immobilisme et la statu quo : « c'est un événement », « c'est historique », « c'est la fin d'un cycle ».

En parlant de cycle, justement, il faudrait enfin rappeler l'étymologie du mot « révolution » : lié à la notion astronomique de course orbitale, son déplacement métaphorique vers le champ politique signifie donc : revenir en arrière, recommencer. On retrouve directement cette racine dans l'anglais *revolve* (le barillet d'un *revolver* ou les *revolving doors* tournent en un cycle perpétuel). Il n'y a, en ce sens, pas de *nouveauté* fondamentale exprimée par ce terme (bien que le caractère de rupture subsiste toujours), mais plutôt celui d'une table rase : la société politique s'est gangrénée, reprenons depuis le début. Bien entendu, on a pris l'habitude d'entendre beaucoup moins de choses dans le mot ; c'est comme si l'on avait pleinement accepté son acception commerciale comme mot distinct de ses origines.

#### LA RENAISSANCE.

La révolution n'a pas vraiment fonctionné (bien qu'au fond et au sens premier, elle ait l'air de se dérouler comme prévu : le cycle est de court-terme, et il ne semble s'agir que de renouveler les privilèges de la classe dominante). Alors pour les Européennes, le mot d'ordre est désormais la « renaissance ». Encore ce préfixe, re-, suggérant un état antérieur idéal, un âge d'or perdu qu'il s'agit de retrouver. S'il s'applique alors à l'Europe (qui n'est pas dans son heure de gloire), le glissement lexical est manifeste : la « renaissance », si ce n'est la résurrection, rejoint l'image christique que ne *reniait pas* Macron — d'autant plus que c'est *son* image, son visage qui apparaîtra sur plusieurs affiches de campagne (plutôt que ceux des candidats concernés). C'est décidément un bon produit.

### ***La Vision — ou NOTRE PROJET***

Entre les mailles de cette préparation communicatoire mesurée en tout point (la *réunion* des chapelles, le *mouvement* anti-immobilisme, le *renouveau* de la classe politique et la *révolution* du pays), il y a la verve spontanée d'un homme charismatique qui surgit de manière impromptue. Autrement dit, dans la matrice d'une langue mise en place par toute une équipe, il existe toujours les inflexions singulières et improvisées de la parole individuelle, telle qu'elle se déploie par la voix d'un porte-parole sous la forme d'une interprétation spontanée.

D'aucuns retiendront, évidemment, un illustre moment de grâce dans la rhétorique singulière d'Emmanuel Macron, qui pourrait bien être l'équivalent de la petite « phrase de dix mots [grâce à laquelle] je suis devenu président » de Giscard d'Estaing : un coup d'éclat. Et on en remarquera l'écart de style... Il s'agit de la phase finale de son meeting du 10 décembre 2016 :

Mes amis, ce projet, ce programme, c'est le vôtre. Je ferai sans doute des erreurs, il faudra me pardonner, nous aurons des désaccords, il faudra les surmonter, mais ce projet, ensemble, nous allons le porter, parce que nous croyons dans l'espérance. Mais maintenant, votre responsabilité, avec moi, je vous le dis ce soir, je vous le dis avec beaucoup de gravité et en même temps avec beaucoup de joie, beaucoup de fierté — vous m'avez énormément donné depuis avril dernier, énormément — maintenant, notre engagement, notre programme, nous allons le continuer, c'est un engagement efficace et juste pour le pays, c'est l'espérance à laquelle nous croyons, mais je ne veux pas le porter tout seul.

Moi, je le porterai dans la durée, je le porterai jusqu'au bout, mais maintenant, votre responsabilité, c'est d'aller partout en France, pour le porter, *et pour gagner ! Ce que je veux, c'est que vous, partout, vous alliez le faire gagner, parce que c'est notre projet ! Vive la République, vive la France !*

Tel un seigneur de guerre, le Marcheur galvanisé par la foule pousse sa harangue jusqu'à hurler ces derniers mots, quitte à laisser de côté le « grand calme » au profit d'une figure qui, non encore au sommet, force d'opposition émergente (et minoritaire en somme), doit toujours combattre avec rage. Peut-être était-ce prévu ; peut-être, sous les phrases de son discours, y avait-il des petites annotations comme sur une partition, *crescendo forte fortissimo*. En tout cas, l'impression est forte : pour certain·e·s il en devient plus horripilant encore, et pour d'autres, il s'avère brusquement être l'homme capable de tout.

J'ai envie de décortiquer cette fin de discours segment par segment, mais il est décourageant d'envisager que celui qui le prononce ne l'a peut-être même pas écrit. Ainsi aujourd'hui, l'omniprésence de la *communication* confère cette incroyable possibilité à tout personnage public d'exprimer oralement et publiquement, seul, un propos qu'il n'a même pas composé de son entière et privée initiative. Cette médiation n'est certes pas dénuée de sens selon le mode de la représentation collective — les porte-parole sont nécessaires lorsqu'il s'agit de transmettre un propos de *fond* ; mais le vice est ici dans un partage de la forme, qu'on identifie spontanément au talent de l'orateur (une *elocutio* singulière et personnelle) quand elle est finalement relative à une intersubjectivité de la *dispositio* (un discours écrit à plusieurs mains avant d'être interprété <sup>36</sup>).

Les points de perplexité sont donc multiples (« Je ferai sans doute des erreurs, il faudra me les pardonner » ; « Nous croyons dans l'espérance » ; « Ce que je *veux* » ; etc.). Mais l'important ici, encore une fois, c'est ce qui fait *meme* ; c'est ce qui fait le buzz ; c'est donc un fringuant candidat à la Présidence qui se met à hurler à en faire sauter les boutons de chemise, et à conférer à son personnage des proportions épiques et héroïques — soit, en quelque sorte, des qualités au-delà du champ du politique. Il le dit très bien lui-même, lors d'un passage radio en juillet 2015 : à la question « La démocratie est-elle forcément décevante ? », le Ministre de l'Économie répond : « Il nous manque un *roi* ». S'il fait certes référence à la fonction d'*arbitre* qui échoit aux Rois de France comme aux Présidents de la Cinquième République (comme le relève Usul), laissant aussi entendre une sorte d'antithèse mystique au « président normal » qu'espérait incarner feu François Hollande, le mot « roi » ne peut être dit avec autant d'innocence et, à la lumière des années suivantes, ne peut être entendu dans sa pure vocation de parabole historique.

L'idolâtrie d'une foule d'une part, la mégalomanie du macaron d'autre part, même le rejet interloqué de ceulles qui ont trouvé cette montée de ton ridicule, même celui qui en a fait un truculent remix heavy metal, donnent à cet homme une place au Panthéon des orateurs flippants et néanmoins convaincants (celui où figurent déjà Charles De Gaulle et Adolf Hitler, et zut Point Godwin, on peut plus parler).

---

<sup>36</sup> Si, d'ailleurs, un personnage politique a effectivement plusieurs fonctions (dont celle de s'exprimer), ceulles qui exercent le métier de rédacteurs de discours comme font exclusivement de la rhétorique une activité professionnelle. L'un d'eux, Henri Guaino, co-rédacteur des discours de Nicolas Sarkozy (et surprenamment resté dans les tuyaux de François Hollande), répondit d'ailleurs à certaines critiques (qui, le 11 mars 2012, lui reprochaient d'avoir lui-même pris la parole en introduction d'un discours de Sarkozy pour les adhérents UMP) en ces mots : « Ah ! *La plume* qui parle, ça énerve... Eh bien oui, je parle, je pense, je vis ».

Avec cette auréole, Emmanuel Jean-Michel Frédéric Macron place un mot dans la légende de la rhétorique politique (du moins jusqu'à ce que toute trace de notre civilisation décadente soit engloutie sous des flots de pluies d'aluminium liquide) : en capitales d'imprimerie, le PROJET.

Dans ma construction mentale, le mot « projet » est apparu pour la première fois lorsque ma mère m'a dit son métier : « poste-projet » dans une école primaire. Elle s'occupait des cours d'arts plastiques, de théâtre et de chorale à l'École du Charnois à Fumay, dans les Ardennes. Depuis, impossible de trouver une trace sur internet de cette fonction disparue. Bref, c'était un truc cool dans ma tête, et ça l'est resté longtemps : avoir un projet, construire un projet, mener un projet, ça donne toujours envie d'être créatif et d'aller de l'avant. Ce n'est peut-être qu'en entendant ce mot dans la bouche de notre futur président, quinze ans plus tard, que j'ai concrétisé sa portée managériale — et aussi que je me suis rendu compte que la politique *volait* des mots au langage vernaculaire.

Parce qu'un projet, ça donne envie de toujours aller de l'avant mais, si cela reste un projet, c'est aussi toujours ouvert, éternellement ouvert, toujours en demande de plus, toujours en ébauche, jamais satisfait, jamais achevé. Est-ce donc ce mot que cria Emmanuel Macron avec autant d'enthousiasme en lui et autour de lui ? Le « projet » au sens commun est devenu un mot de management, avant de devenir un mot de politique ; il est ainsi lié à un lexique encourageant mais confus, tendant vers une activité perpétuelle sur un temps indéterminé, pour manager une équipe (ou un électorat) tout en subtilisant discrètement la fin sous les moyens, transformant le travail (ou l'activité politique) en un acte sans objet.

Comme le mot « révolution » ou le mot « mouvement », celui-ci aussi échoit de son bagage mélioratif (le métier de ma mère) pour mener dans son sillage et instrumenter une force mobilisatrice reposant sur des réflexes sociaux bienveillants : il faut changer les choses, il y a beaucoup à changer, et pour cela il faut bien un *projet*. Or, le projet en question, dans ce meeting de décembre 2016, est posé en termes abstraits, généraux et symboliques ; et l'enjeu qui résonne surtout dans les derniers mots, lorsque les applaudissements se sont éteints, c'est plutôt le *comment* [accéder au pouvoir] que le *comment* [résoudre les problèmes du pays].

Pour revenir sur la « révolution » promise, l'équipe de communication (et Macron le premier, en intitulant son livre de campagne *Révolution* — tout court, sans fioriture) ne s'est pas trompée, ça colle : la révolution est une forme (elle peut ainsi être indépendante de tout contexte idéologique, une révolution pouvant être de droite comme de gauche) et si dans sa révolution quelques idées concrètes sont évoquées, elles restent surtout conditionnées par cette structure nébuleuse et implacable de la Vision.

En toute mauvaise foi, je pense donc pouvoir me permettre de remarquer une légère antithèse dans le bagage rhétorique du candidat Macron sur l'année 2016 : peut-on mener un *projet* ambitieux tout en affirmant qu'un *programme* « n'est pas le cœur d'une campagne électorale » ? Dans ce cas, quel est le but du projet — quel est, au-delà de son objectif dans la politique, son fond essentiel relatif *au* politique ?

Eh bien oui, on peut mener un projet sous ces conditions. On écrira tout de même un programme, mais encore une fois ce qui prime, tant la doctrine de la Cinquième République est devenue forte (avec le pouvoir individualisé qui lui est inhérent), c'est la confiance en un homme. C'est, pour revenir au fameux entretien de février 2017, accepter de s'abandonner en tant qu'électeurice aux lignes strictement générales d'une *vision*, aux forces magiques de la *virtu*. Macron l'avait d'ailleurs déjà prononcé avec davantage de verve, le 1<sup>er</sup> décembre 2016 au micro de RTL :

Un programme avec trois-cent mesures, ça n'a aucun sens. La droite s'est battue sur des mesures, mais ne partageait plus la même vision [...]. Pardon de vous le dire : on se *fout* des programmes ! Ce qui importe, c'est la *vision* ! Quand on n'a plus le même projet politique, on n'est plus dans le même parti.

La formule se veut explosive, certes. Or, dans cette même émission, on entend un micro-trottoir dont les morceaux choisis vont à peu près dans ce sens :

Il est assez jeune, il est différent, il fait plus "homme" ; j'aime bien sa carrure, on a l'impression que lui, il peut être président. Son programme, je pense pas que ça importe quelqu'un... c'est son personnage, son personnage va bien.

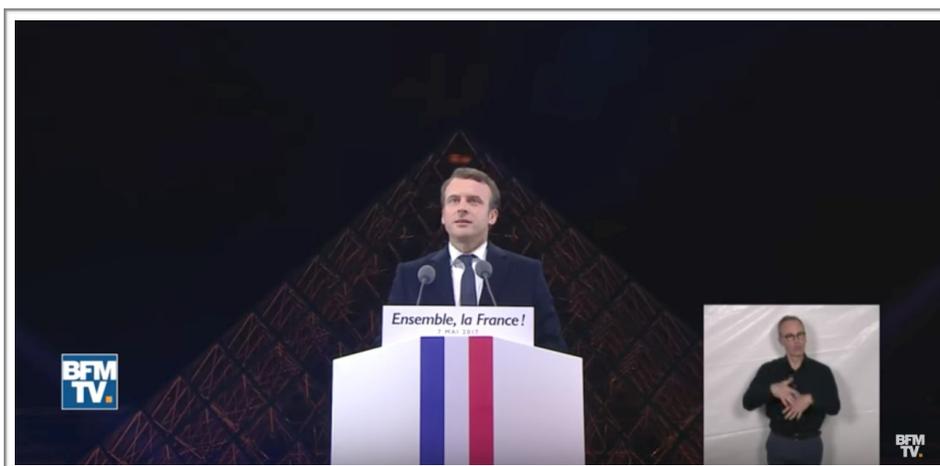
(À l'écoute de cet extrait, sur le direct vidéo, Macron rigole, hausse les sourcils et opine du chef.)

« Vision », « Projet », « Magie », tout ce lexique marche dans un même sens : laisser croire aux gens qu'ils jouent le rôle de spectateurices interactives dans un *monde dont vous êtes le héros* (orienter les actes mais assister aux actions) — leur laisser croire qu'ils n'ont pas à être actifs dans le processus démocratique, mais qu'au contraire il y a des Élu-e-s pour accomplir cette tâche ingrate et compliquée, et que ceulles-là n'ont qu'à se laisser porter par une machine mystérieuse dont, pour seuls effets, on leur laissera des mirages d'un langage magique et d'une parole performative pour témoigner épisodiquement que tout est sous contrôle. Que rien, en somme, n'échappe aux forces de la nécessité narrative pour sombrer dans le hasard et le chaos ; que toute la fiction politique suit une destinée précise, épouse un mythe, celui du progrès.

Et le progrès, c'est un projet inaltérable et une vision irréfutable ; c'est une question de réalisme et de bon sens dont la réponse est évidente.<sup>37</sup>

## Jupiter

Au terme d'un habile chassé-croisé (mots magiques, coup de pouce des médias, retrait de François Bayrou pour unifier le Centre, défection de certains membres du PS et de l'UMP au profit d'En Marche, travail de sape des concurrents et de grignotage des électorats proches comme chacun fait, être d'accord avec tout le monde à l'inédit Grand Débat de mars, mettre Marine Le Pen face à sa propre inanité au débat de l'entre-deux-tours, logique citoyenne ou propagande de bon sens pour le barrage républicain contre le FN, abstention record), — voici le résultat en Mai 2017 :



La confection de ce plan, tiré de la télédiffusion du discours d'investiture, pose question : outre l'esthétisme patent de la pyramide du Louvre, l'association de la contreplongée et de l'inclusion du corps de Macron au sein de cette forme pyramidale, la tête plus précisément au sommet, relève d'une iconographie assez peu modeste... Est-on autorisé, aux moment cruciaux de l'histoire politique, à quitter sa retenue pour fabriquer des images aussi évocatrices, consacrant la gloire sans aucun faux-semblant de neutralité ?



Comme toujours, les parodies des images officielles vont bon train. Si la première joue sur l'absurdité (entre l'aspect mégalomane porté par la couronne, le côté gourou au charisme exacerbé avec le fameux visage galvanisé, et l'idée d'une collusion ultralibérale internationale avec la casquette « Make America Great Again » et le petit portrait d'Angela Merkel), le second s'affiche plus sobrement comme un mur de sponsors : le résultat de cette élection, ce serait désormais la mise en vitrine et le remboursement de tous les financeurs (et amis) d'Emmanuel Macron...

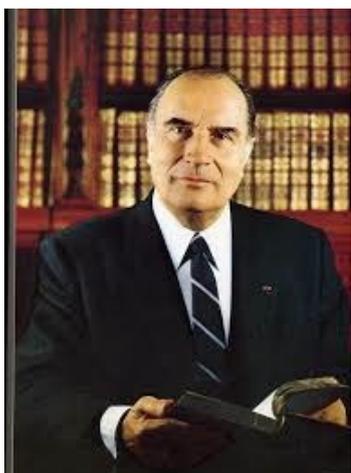


<sup>37</sup> Il est toutefois important de rapporter l'étude de Gérard Bronner et Étienne Klein (citée par *Le Monde Diplomatique*) qui, en analysant les interventions publiques en France et en Europe, ont remarqué que la totalité des candidats à l'élection présidentielle de 2007 employaient le terme « progrès »... tandis qu'en 2012, plus personne ne l'utilisait. En quelques années, « ce mot structurant de la modernité depuis quatre siècles a disparu », résume Étienne Klein. Cela étant dit, il me semble que le mythe progressiste subsiste toujours puissamment, transfusé dans un autre lexique.

Le résultat, c'est Emmanuel Macron élu huitième Président de la Cinquième République Française (sans compter Alain Poher qui a exercé l'intérim à deux reprises, après la démission de De Gaulle puis après le décès de Pompidou), avec 66,10 % des suffrages exprimés, contre 33,90 % pour Marine Le Pen et abstraction faite de 25,4 % d'abstentions, 6,4 % de votes blancs et 2,2 % de votes nuls. Autant de chiffres que de doutes — mais, tel qu'on a dû s'y habituer depuis un certain temps, la politique est une affaire chiffrée.

Dès ce premier printemps du mandat d'Emmanuel Macron, les symboles s'amoncellent et les mots changent. Ils changent parce que d'une part, ils n'ont plus à être concurrentiels : fini le Rap Contender, il a gagné la notoriété nécessaire pour enregistrer un album solo. Dans ce cadre, la rhétorique se permet d'être plus construite, plus lapidaire, puisqu'elle a acquis l'autorité politique de s'exprimer comme parole officiellement dominante. D'autre part, ces mots n'ont plus à être séduisants ; une fois que l'on a fait une promesse, c'est ceulles qui reçoivent la promesse qui sont engagés (et qui subiront les conséquences positives ou négatives de la fidélité ou de la trahison) ; le prometteur, lui, reste seul avec sa conscience, libre de respecter ou non sa promesse. Ce qu'on a toutefois omis, puisque l'on parle avec confiance ou naïveté de politique *et pas d'autre chose*, c'est que la promesse d'un candidat à la présidence n'est pas unique, pas uniquement publique, et pas uniquement tournée envers cette entité anonyme et symbolique qu'est « le peuple » : elle se divisera, par exemple, en diverses alliances politiques officieuses, en activations de réseaux, et en reconnaissances de dette envers les financeurs de campagne (ce qui, pour Sarkozy, posait des questions en termes de rapports internationaux ; ce qui, pour Macron, pose des questions en termes de collusions extra-politiques, comme le laisse suggérer le détournement de la photographie officielle par Airwone17).

D'abord, on peut remarquer que Manu Macaron est le premier des Présidents de la Cinquième République à poser dans son bureau pour le portrait officiel (et je passerai sur l'analyse de sa composition symbolique, une fenêtre ouverte et deux smartphones posés ostensiblement sur la table). Avant lui, Hollande choisissait les jardins selon un angle quasiment similaire au choix de Chirac (surprenant ?), tandis que Sarkozy s'inscrivait dans la tradition séminale de la bibliothèque de l'Élysée (comme De Gaulle, Pompidou et Mitterrand). Giscard, lui, était à côté de la plaque, ou peut-être dans l'air du temps.



L'indifférente solennité de ces portraits officiels pose une question d'importance : quelle matière visuelle fondatrice donnera-t-on, *officiellement* (c'est-à-dire comme élément institutionnel d'Histoire), pour commencer à construire le récit et l'imagerie d'un personnage d'État majeur ? Ces clichés sont tendus par deux forces, celle de la légende anticipée mais aussi celle de l'immédiateté (que représenté-je de moi à l'entame du mandat, utilisant mon corps d'individu humain pour figurer le corps métaphorique de l'État ; selon quels rapports corporels me présenté-je face à 'mon' peuple). On constate rapidement que De Gaulle puis Pompidou refabrique une tradition guidée des symboles républicains préexistants (grands-croix de la Légion d'Honneur et collier de Grand Maître), constituant un décorum symbolique qui se retrouve aussi dans le choix de la Bibliothèque de l'Élysée et, bien sûr, dans le choix de la posture : le regard-horizon, le buste droit, un léger *contrapposto* et une main droite posée sur la table figurent une posture d'autorité qui rappelle les portraits de la III<sup>e</sup> République, mais aussi plus confusément certains portraits royaux... Le propre des fonctions suprêmes traditionnelles, c'est une capacité à se fondre dans des modèles d'expression et de symbole préexistants, quelle qu'en soit la nature (comme en témoigne le plan-pyramide vu plus haut : Macron est physiquement encastré dans une pyramide de verre aux multiples puissances symboliques et historiques).



En matière de symboles, on peut notamment évoquer l'investiture de Macron, évidemment télévisée en grandes pompes. Après les spéculations autour de l'automobile qui sera choisie pour emprunter les Champs-Élysées, le président surprend en apparaissant à bord d'un « véhicule léger de reconnaissance avancée », aux couleurs du camouflage militaire français : « il assume son rôle de Chef des Armées », improvise La Chaîne Parlementaire (dont les journalistes semblent également décontenancés).<sup>38</sup>

Ce défilé ouvre la voie à la fabrication formelle du personnage présidentiel dont Macron avait lui-même annoncé la voie en octobre 2016 : « La France a besoin d'un chef d'État jupitérien », disait-il lors d'un entretien à *Challenges*. Le Christ n'est pas renié, Jupiter (le roi des dieux grecs) est explicitement convoqué : il est clair qu'Emmanuel Macron veut relier avec le mythe d'un pouvoir exécutif fort et personnalisé, sinon absolu. Et, ainsi, entretenir le *culte* qui réside confusément autour de la domination du monde politique républicain (un culte païen, laïque... mais toujours en subtile résonance avec sa pratique monarchique de l'Ancien Régime), le prestige de son activité, le mystère de son charisme.

---

<sup>38</sup> Vingt-et-un mois plus tard, le président et le gouvernement mobiliseront l'armée dans Paris pour contenir les manifestations des Gilets Jaunes. Avec une possibilité d'« ouverture du feu ».

Comment cette revendication affichée sans détour, alors même que les spectres d'une démocratie et d'une république en danger sont sans cesse rappelés dans l'imaginaire collectif de l'immense majorité des citoyen·ne·s, a-t-elle pu être consacrée par le summum symbolique de ladite république démocratique (l'élection du président) ? Précisément parce que c'est, entre autres, sur cette individualisation rassurante du pouvoir politique que se repose la démission de la conscience politique citoyenne dont je parlais en ouverture de ce texte, et qu'exprimaient explicitement le couple interrogé au micro-trottoir de décembre 2016 sur RTL. L'ego n'est même plus désapprouvé par la sphère politique (qui, à ses fondements, devait harmoniser les intérêts collectifs) ; il est même couronné tant qu'il parvient à se maquiller (avec sincérité ou non) en sacrifice de l'individu au profit d'une fonction, à faire oublier le carriérisme pour laisser voir l'unique façade du dévouement. Le nouveau président assume alors un fantasme ambigu, consistant à croire non seulement que l'élection présidentielle peut engendrer une *révolution*, mais aussi que le scrutin électoral n'est que le stigmate plus profond d'une Élection divine qui préexistait à ce plébiscite purement statistique, ou la transformation officielle d'un être doué de charisme (*don divin*) en représentant et commandeur consacré de la plèbe.

**Tout en cherchant à incarner ce fantasme (qui n'est donc pas le sien propre), Emmanuel Macron va progressivement entrer dans le réel : celui de sa fonction, mais aussi celui de sa parole.**

Avant de caractériser ce *réel*, penchons-nous rapidement sur le soir de son investiture, durant lequel deux discours sont prononcés. Au Louvre (pour le peuple) :

Merci de vous être battus avec courage et bienveillance pendant quelques mois... parce que oui, ce soir, vous l'avez emporté — la France l'a emporté !

[...]

Ce que nous avons fait n'a ni précédent, ni équivalent. Tout le monde nous disait que c'était impossible... mais ils ne connaissaient pas la France !

[...]

Je veux aussi, ce soir, avoir un mot pour les Français qui ont voté pour moi sans avoir nos idées. Vous vous êtes engagés, et je sais qu'il ne s'agit pas là d'un blanc-seing. Je veux avoir un mot pour les Français qui ont voté simplement pour défendre la République face à l'extrémisme. Je sais nos désaccords, je les respecterai, mais je serai fidèle à cet engagement pris : je protégerai la République.

Emmanuel Macron insiste sur trois dimensions de l'événement :

1) D'abord, son **caractère exceptionnel** — ainsi remarque-t-on le réflexe déjà évoqué de *faire événement* et de marquer l'histoire (« ni précédent, ni équivalent », « c'était impossible ») alors qu'on se trouve encore dans le présent. D'ailleurs, à cette charnière temporelle qu'est l'investiture, la gamme des temps verbaux utilisés en devient bien plus riche que durant la campagne : alors que celle-ci était spécifiquement tendue vers l'avenir, il y a dans ce discours d'investiture le constat d'un combat passé, l'évocation présente du contexte d'élocution qui cristallise le moment historique, et les conjectures morales vers le futur du mandat.

2) Ensuite, sa **dimension collective** : l'emploi du pluriel est tantôt inclusif pour une raison déjà évoquée vis-à-vis des slogans participatifs (« ce que nous avons fait »), tantôt exclusif pour isoler les différents groupes de son auditoire potentiel (soit pour louer ses électeurices convaincu·e·s : « vous l'avez emporté » — soit pour s'adresser à l'électorat forcé « vous vous êtes engagés »). Quoiqu'il en soit, Macron ne commet pas le faux pas, à ce moment crucial, de ne parler que de lui ; mais il ne peut s'empêcher de céder à une métonymie classique, qui remplace le peuple par le symbole national : « vous l'avez emporté — la France l'a emporté ! ». C'est un procédé rhétorique typique en politique que d'en appeler au mythe fondateur de la Nation, celui-ci permettant à la fois d'interpréter tout acte politique à l'aune d'une figure

tutélaire et éternelle, et par là même de flatter par l'abstraction le sentiment orgueilleux chez l'auditoire d'appartenir à un grand symbole <sup>39</sup>.

3) Enfin, proche de cette dimension collective, le **registre épique** utilisé pour formuler cet événement : c'était un combat où il a fallu se « [battre] avec courage » pour enfin « [l'emporter] », et il faut maintenant « défendre » la République. Évidemment, la substitution du symbole-Nation à l'auditoire-peuple contribue à cette représentation épique : au-delà d'une situation factuelle (le vote de millions de Français pour un autre Français), il y a quelque chose de plus grand, une victoire nationale.

Plus tôt dans la journée, c'était à l'Élysée que Macron discourait (cette fois pour des représentants de la classe politique) :

Les Français ont choisi, le 7 mai dernier, l'espoir et l'esprit de conquête. Le monde entier a regardé notre élection présidentielle. partout on se demandait si ils allaient rompre avec la marche du monde, quitter la scène de l'histoire, céder à la défiance démocratique, l'esprit de division, tourner le dos aux lumières. Ou si au contraire, ils allaient embrasser l'avenir.

Sur ce fragment liminaire, on relève la même transformation de l'événement en étape historique, la même construction d'un rapport entre passé et futur, cette fois sous l'angle d'un passé incertain (et même carrément destructeur pour la nation), la même métaphore guerrière (cet « esprit de conquête » métadiscursif va même plus loin que le simple « combat » puisqu'il se projette dans le mythe alexandrin de la guerre d'expansion, transposé sur le petit territoire de la politique intérieure). On remarque que le propos est toutefois indexé sur des idées plus larges et intellectuelles par ses choix lexicaux et stylistiques : la marche du monde, la scène de l'histoire, les lumières (ou Lumières ?). Et, tout compte fait, cette conquête intérieure trouve un écho très concret à Alexandre le Grand dans un sens bien plus littéral :

La France porte en son sein toutes les ressources pour figurer au premier rang des nations. [...] Je convaincrâi nos compatriotes que la puissance de la France n'est pas déclinante, mais que nous sommes à l'orée d'une extraordinaire renaissance. Pour cela, je ne céderai sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français.

Emmanuel Macron se place rapidement, face à ses semblables socio-professionnels, comme porteur de quelque chose de moins abstrait : la « puissance de la France » dans la course internationale. Celle-ci est coefficientée non pas seulement par son accomplissement, sa « renaissance » (voir p.34), mais aussi par une volonté formelle de « convaincre » les Français qu'elle existe et prospère. Peut-être que cette vision internationale d'une part, conquérante par conviction de l'autre, est le cadre magistral de toute l'action politique du nouveau président : jouer à *Risk* plutôt qu'à *Sim City*, se réveiller pour la quadriennale Coupe du Monde mais ignorer l'existence du derby RC Strasbourg - FC Mulhouse.

Il s'empresse de compléter par un fragment qui nous intéresse en haut lieu :

Oh, je vous rassure, je n'ai pas pensé une seule seconde qu'elle se restaurerait comme par magie le soir du 7 mai. Ce sera un travail lent et nécessaire.

---

<sup>39</sup> Cette figure symbolique de la Nation, concrétisée par celle de la République, on ne sait parfois plus bien ce qu'elle représente exactement, et on oublie un peu d'où elle vient. Par effet d'apocryphe traditionaliste, ce symbole est tant assumé comme une évidence indiscutable qu'elle n'en devient que plus fragile : un exemple récent d'abus ou de décalage entre symbolique et réel se retrouve à l'Acte III des Gilets Jaunes lorsque de nombreuses personnes, politicien-ne-s comme citoyen-ne-s, montent au créneau pour qualifier les dégradations de la Marianne sous l'Arc de Triomphe d'intolérable vandalisme contre les sacrosaints symboles de la République... tandis que les blessé-e-s et éborgné-e-s n'émeuvent que ceulles qui avalisent les manifestations. Le corps symbolique tend à remplacer les corps réels dans l'imaginaire collectif, ce qui, je crois, est bien la preuve qu'un danger impérieux existe dans la transformation de la politique et de l'État de droit vers une sorte de monstre abstrait et tout-puissant.

C'est un volte-face : alors qu'il exprimait de grandes lignes symboliques, qui se rapprochaient lentement des enjeux réalistes et implacables de la mondialisation, le président fait une entorse importante à son monolithe rhétorique. Finalement, **Emmanuel Macron serait-il en train de tempérer, voire de renier la « magie » dont il affirmait qu'elle était l'ingrédient essentiel de la politique ?** de se rattacher au réel après les envolées prométhéennes, jupitériennes et alexandrines ? Serait-il venu le temps des refroidissements machiavéliens <sup>40</sup> où le prophète se mue en Prince ?

## ***Le Prince du Réel***

Quel est donc la nature de ce fameux *réel* politique qui, dans le discours, prend la *magie* à revers ?

Un quidam du gouvernement, en janvier 2019, commentait la réaction publique d'Emmanuel Macron face aux revendications des Gilets Jaunes : « il a compris l'émotion des Français ». La formule est aussi banale qu'elle est révélatrice de toute une rupture sociétale : « comprendre » est relatif au champ sémantique de la raison, « l'émotion » s'apparente à celui du sensible. Dire du Président de la République qu'il a « compris l'émotion » d'une partie de la population qui ose convertir son malheur en révolte, c'est faire l'aveu involontaire que la classe politique s' imagine dépositaire d'un réel rationnel et pragmatique que le commun des citoyen·ne·s ne peut appréhender, sinon par le biais d'une immédiateté affective (et un peu aveugle, violente aussi, ce que le Président comprend nettement moins).

C'est exactement d'après cette dialectique que Macron, comme tant d'autres, semble avoir construit son modèle rhétorique : vous votez pour une « vision », un leader, vous votez pour un « projet » (sensible) dont le programme (pragmatique) n'importe pas <sup>41</sup>. Le fantasme, les utopies et les promesses appartiennent à la forme et sont destinés à la réception : c'est pour vous, le peuple. Le réel, compliqué et chiffré, est une histoire de fond : c'est nous, technocrates, qui nous en chargeons (car nous seuls savons comment s'en charger). Pour bien vous prouver votre inaccessibilité à la gestion de ce monde, voici quelques chiffres incompréhensibles. La transformation du monde en chiffres, qui touchait la science (de la représentation mathématique du monde naturel au codage de toute information en langage binaire), a depuis longtemps contaminé les pensées philosophiques et politiques du monde (pour le meilleur comme pour le pire) : la logification de l'existence collective est devenue un instrument de conviction et de progrès.

Ce qui est gênant, c'est que le même homme, qui dans un premier temps s'est fait élire en promettant (en connaissance de cause) qu'une révolution était en marche, que tout était possible, qu'il allait réconcilier le peuple et résoudre les problèmes urgents de la société, qu'il allait transformer la réalité, se met brusquement à revendiquer une feuille de route rigide, dirigée par la nécessité d'un réel implacable (face auquel sa « magie » et sa parole performative accusent une forme d'impuissance).

De la réalité au réel... ici apparaît une dialectique bien connue de la psychanalyse lacanienne : la *réalité* serait la construction imaginaire que la conscience opère en se confrontant au réel. Le *réel* est toujours-déjà-là, c'est une présence tangible en même temps qu'un obstacle : on construit notre savoir à partir de ce réel, mais il conserve toujours à nos yeux son « inquiétante étrangeté » (Sigmund Freud) — ou encore, dirait Nicolas Grimaldi lorsqu'il étudie le rapport entre art et réel, sa « froide extériorité ».

---

<sup>40</sup> Pour éviter toute confusion, il faut noter que l'adjectif « machiavélien » (à ne pas confondre avec « machiavélique ») réfère à la pensée de Nicolas Machiavel, évoquée plus tôt, qui se concentre grossièrement sur le concept du Prince, animé de *virtu*, devant prendre la politique à son compte.

<sup>41</sup> Évidemment, on pourra me reprocher d'être partial et, par conséquent, partiel sur les éléments de langage que j'isole dans cet essai ; de ne mettre en exergue que quelques coups d'éclat discutables en laissant de côté tout un pan de pensée et d'action davantage cohérentes. Or je ne prétends pas ici faire une analyse complète du discours : le simple fait que ces phrases (qui questionnent la conception idéale de la politique) aient été prononcées ou écrites est l'objet même de mon étude, épousant la réception parcellaire que nous avons du langage politique dont les segments raccourcis sont diffusés en trombes.

Ce crochet barbare (et probablement approximatif) permet de mettre en perspective un concept employé un peu trop simplement par une partie de la classe politique, notamment lorsqu'elle tente de discréditer les « utopies » égalitaires et redistributrices de la gauche radicale : le **réalisme**.

En effet, la puissance du mot « réel » irrigue la politique néolibérale et capitaliste. Il est une justification au fameux *TINA* de Margaret Thatcher (« *There Is No Alternative* ») : il n'y a pas d'alternative au libéralisme, car le Réel le commande — c'est la seule solution pour s'adapter à Lui. C'est la grande réussite de cette idéologie qui est devenue une manière de penser le monde, car elle est parvenue à effacer ses traces pour qu'on ne puisse justement plus dire d'elle qu'elle est une idéologie (ni même qu'elle est devenue elle-même la cause de nombreux obstacles réels). Les postures politiques de droite en arrivent à se revendiquer par défaut et par nécessité : les plans rigoristes sont justifiés par des « il n'y a pas le choix, ce sont les faits ». <sup>42</sup>

Le mot *réalisme*, en vulgate politique, porte une consonance plutôt méliorative, et ce qu'on appelle alors le réalisme politique est une attitude louée : il consiste à agir politiquement avec des réformes concrètes, rapides et efficaces, tout en restant raisonnable et modéré, sans décision fantasque, en prenant en compte le monde construit jusque là qu'il faut préserver tout en l'améliorant perpétuellement (voici encore le susmentionné « progrès » qui, formulé de la sorte, semble étrangement se rapprocher du conservatisme...). Ainsi, en suivant cette doctrine, on ne saurait régresser ou digresser (et, donc, surtout pas faire de « révolution »).

Mais le terme de *réalisme politique* convoque aussi, de manière soudain un peu moins lumineuse, les pensées de Nicolas Machiavel et de Thomas Hobbes : L'État est souverain, son but premier n'est pas le bien-être commun mais bien plutôt sa propre puissance à l'échelle internationale (car de cette situation internationale *ruissellera* sans doute un bien-être commun sur la communauté sociale qu'il régit) ; il dispose ainsi du droit à la violence légitime, pour garantir sa propre sécurité et maintenir l'ordre au sein de sa société.

La distinction empruntée à la psychanalyse intervient plus concrètement lorsqu'on laisse la possibilité d'une question : ce réel implacable, ne l'a-t-on pas nous-même façonné — nous, en tant que communautés humaines organisées en régimes politiques ? Nous vivons dans une réalité partagée que le libéralisme veut nous faire accepter comme un réel « froidement extérieur », inquiétant et implacable, qui commanderait le moindre de nos actes politiques (comme s'il s'agissait du prolongement laïque d'un Dieu tout-puissant, dont la religion nous dit qu'il n'y a pas d'autre alternative que de suivre ses commandements). À ce titre, Emmanuel Macron n'est qu'un porteur de plus du flambeau rhétorique du machiavélisme.

La réduction du réel à un monde factuel (et chiffré) est aussi une annihilation de la profondeur du langage, sur laquelle nous reviendrons dans le dernier chapitre. Et cette formulation un peu totalitaire qui empêche toute concession et condamne toute utopie, « ce ne sont pas des idées, ce sont des faits et c'est comme ça que ça marche », est étroitement liée à l'un des champs majeurs de la politique : l'économie. <sup>43</sup>

Le fait que l'économie utilise pour partie un langage mathématique laisse planer une confusion sur sa nature (de science sociale, elle est tirée vers un statut erroné de *science exacte*), confusion dont la pensée néolibérale s'est emparée pour tenter d'anéantir le débat sur l'économie politique en disqualifiant les pensées alternatives (le marxisme entre autres) pour les reléguer au rang d'utopies fantaisistes.

En somme, le projet macronien est brillant, puisqu'il est parvenu à faire le grand-écart entre une forme rhétorique fantasmagorique, utopique, prometteuse, « révolutionnaire », et une pratique froide du réalisme qui n'a jamais autant rendu service à la classe capitaliste et à la pensée dominante. Ce réalisme

---

<sup>42</sup> Il est tout aussi effrayant d'imaginer que le *TINA* n'est pas simplement une pensée politique, mais aussi une forme qui porte en elle une inquiétante versatilité : n'importe quelle force politique pourrait arriver au pouvoir en réussissant à convaincre les citoyen-ne-s qu'il n'y a pas d'alternative à leur offre politique... Par exemple, le fascisme s'est posé et se posera toujours comme alternative au capitalisme réformiste. En somme, un symptôme mortel du débat démocratique et de « l'indécidabilité des valeurs » de Ricœur.

<sup>43</sup> À ce sujet, lire l'article extrêmement fort de Pierre Bourdieu publié dans *Le Monde Diplomatique* en mars 1998 (<https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>). Outre une analyse clairvoyante de la manière dont le néolibéralisme a effacé ses traces idéologiques en effectuant son utopie, il explique en quoi celui-ci s'impose comme « un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur », comme cité dans le premier chapitre.

est un abus de langage qui permet à un certaine forme de cynisme de justifier des perversités économiques et sociales comme un état de fait. Or Macron, en tant qu'ancien associé-gérant à la banque d'affaires Rothschild puis homme politique fervent défenseur de la notion de *flexibilité* <sup>44</sup>, dispose précisément de la culture et des antécédents propices à ce cynisme d'une politique désincarnée et financière qui, déjà au moment de ses promesses révolutionnaires, mettait la puce à l'oreille.

## ***Le Bon-Sens***

Aujourd'hui, il est effrayant d'observer les aisances rhétoriques qu'a prises cette pensée dans la totalité de la sphère politique (c'est-à-dire y compris dans un salon entre ami·e·s, entre les lèvres de ceulles qui n'ont pas forcément de connaissances précises en sciences politiques ou économiques, et qui ne se revendiqueraient pas instinctivement « néolibéraux »). Ces propos sont incarnés, aujourd'hui, par un champ lexical assez commun qui s'est retrouvé implicitement politisé. Le mot-clé est le suivant : le **bon sens**.

Oui, un peu de bon sens, enfin. *Bon-sens*, bon sang! je vais l'écrire avec un tiret parce que cette locution est devenue un concept en soi, un élément phare du langage des *grands calmes*. Le Larousse donne ceci : « sentiment de ce qui est raisonnable ; capacité de juger sainement ».

Usul, dans son épisode sur le salaire à vie (dans la série *Mes Chers Contemporains*), relève cette locution dans la bouche de Jean-Marie Rouard, romancier membre de l'Académie française et journaliste au *Figaro*, face au sociologue et économiste Bernard Friot (pionnier du salaire à vie et fervent détracteur de la propriété lucrative et du capitalisme financier). Dans le contexte, Rouard défendait la France des grands entrepreneurs privés, qui sont de grands inventeurs et qui ont donné au pays sa grandeur d'aujourd'hui, pour justifier une possible privatisation de la SNCF ; Friot le coupait sans pitié pour lui répondre, selon la synthèse d'Usul, que les investisseurs d'aujourd'hui sont des actionnaires, or leur rôle est une quête de rentabilité privée et cela n'en fait pas forcément les meilleurs gestionnaires... Rouard répond :

Vous êtes d'un égalitarisme fou, d'un égalitarisme délirant, qui vous fait prendre tout le monde pour des réactionnaires. [Pour vous,] les gens de bon sens sont des réactionnaires.

Le bon sens, ici, « c'est l'idéologie dominante, celle qui ne remet rien en question », conclut Usul. Celle qui, en l'occurrence, *a les moyens* de ne rien remettre en question.

On retrouve le terme dans plusieurs autre bouches, et souvent, il sert à défendre la même pensée dominante, qui s'est forgée sur l'indiscutable, qui donc n'a pas les moyens d'intégrer une quelconque alternative puisque, dans ce système de pensée, les choix sont uniques, mathématiquement ou logiquement déterminés par rapport à une vision du réel univoque : les normes et valeurs ainsi fixées sont nécessairement *optimales* <sup>45</sup> (il n'y a donc pas de raison de les contrecarrer), et elles deviennent le mètre-étalon du « jugement sain » (si ce n'est un jugement *saint*).

---

<sup>44</sup> Encore un exemple de détournement de langage (ou d'édulcoration) : la *flexibilité* est une notion qui adopte un point de vue macroéconomique en partant du principe que si le marché du travail est dérégulé, si les entreprises ont les mains libres pour adapter leur salariat à la demande sans obstacles ni taxes, alors la rentabilité augmentera et l'emploi s'en portera globalement mieux. Cette pensée libérale macroéconomique, injectée dans le doux mot *flexibilité*, peut faire oublier que l'envers de cette flexibilité, au niveau microéconomique, est la *précarité* des travailleurs.

<sup>45</sup> En parlant de la notion libérale d'*optimum*, il faut battre en brèche l'imagerie qui représente cette situation *la meilleure possible* comme une courbe croissante et linéaire (un progrès toujours croissant à sens unique, un aboutissement assuré) ; c'est au contraire un fragile point d'équilibre (entre croissance et déclin, entre offre et demande...). En haut d'une montagne, il y a des pentes des deux côtés. L'exemple de Servigne et Chapelle est éloquent : si une colonie de lapins s'installe dans une clairière, ils vont se nourrir de l'écosystème, et se reproduire ; donc consommer de plus en plus, et se multiplier davantage ; jusqu'à ce que la clairière atteigne son point-limite (la « *capacité de charge* » du milieu) et que son écosystème s'effondre et ne puisse plus nourrir les lapins, dont la communauté va à son tour décroître, cesser de se multiplier, fuir la clairière. Au passage, dans l'*optimum*, on entend aussi l'optimisme progressiste, qui pour moi est erroné tant il est candide.

Dans la définition du Larousse, cette « capacité » à juger sainement reste d'ailleurs ambiguë : elle est entendue comme une vertu (*être compétent à* : une compétence concrète), mais peut aussi résonner comme un contexte (*avoir les moyens de* : une possibilité conditionnelle), si bien que la signification du mot « sainement » en devient assez différent : il est soit la conséquence formelle du jugement, soit une situation pré-requise qui *permet* la simple possibilité d'un jugement).

Dans ce sillage du lexique réaliste, on trouve aussi les mots suivants : la « bien-pensance », « rationnel / raisonnable », « pragmatique », « concret », « terre-à-terre », « bonne foi », « sagesse »... Tout un arsenal de notions mélioratrices qui recourent la posture du *grand calme*, comme possibilité de rester serein et habilité à discréditer les colères et leurs imprécisions rhétoriques. Ce champ sémantique s'accompagne donc, tout naturellement, de son contre-champ péjoratif destiné à détruire ceulles qui s'y opposent : les « extrêmes » et autres pensées « radicales », la violence, le danger, les égalitaristes, les nationalistes, beaucoup de mots en -istes — et, comme on l'a entendu avec Jean-Marie Rouard, le lexique de la folie (« un égalitarisme délirant »), plus précisément de la « folie rouge » dont, dans le débat public, Yann Moix était l'un des récents promoteurs... En somme, si l'on n'accepte pas d'être réaliste, alors est-on fou ?

Ce contre-champ d'opposition est peut-être composé de ceulles qui, justement, n'ont plus les moyens d'avoir du bon-sens ; mais aussi de ceulles qui choisissent délibérément, par la raison, de critiquer le bon-sens libéral — et qu'on aura d'autant plus tendance à qualifier de « fous », précisément parce qu'ils sont tout aussi compétent·e·s à disposer d'un « jugement sain » qui mettrait en danger l'idéologie dominante se réclamant seule détentrice de ce dernier (voir p.26, Macron discréditant la parole de Dettinger).

Tout cela étant posé, il ne faut pas oublier que la froide machine que l'on cherche ici à dessiner n'a pas encore perdu toute sa chaleur oratoire. On remarque qu'Emmanuel Macron est resté le magicien : là-dessus, il n'a pas menti — aujourd'hui, au printemps 2019, il poursuit plus que jamais sa « vision » sur laquelle il n'abandonne rien. En bon réaliste, il reste ancré à la *preuve* réelle et officielle de sa légitimité : le vote. Dans ses discours, il y revient au moindre sentiment de difficulté, diminuant toute opposition par ce constat simple : « vous m'avez confié la responsabilité de ce pays », vous m'avez laissé les commandes, et je vous avais promis que je ne céderais rien sur ma vision. Rien d'autre n'importe que cette preuve quasiment scientifique : 66% des Français ont voté pour moi (c'est inexact) il y a 2 ans, je n'ai donc pas à répondre aujourd'hui à quelques centaines de milliers de personnes qui revendiquent leur mal-être citoyen en le faisant avec des moyens anti-républicains (la violence).

Le grand-écart, si vertigineux et écœurant soit-il, est en fait tout simple : **la forme est trop magique, l'action est trop réaliste.**

Cela donne l'occasion de parler un peu d'un mot qu'on entend beaucoup (notamment venant de la classe dominante) mais qui reste assez confus : le **populisme** (ou **les populismes**). Il est d'abord amusant de constater que, si le terme du XXI<sup>e</sup> siècle s'est sans aucun doute construit à partir de ses usages antérieurs, il en reste peu dans le sens commun : le Larousse donne les trois acceptions suivantes.

- Idéologie et mouvement politique (en russe *narodnitchestvo*) qui se sont développés dans la Russie des années 1870, préconisant une voie spécifique vers le socialisme.
- Idéologie politique de certains mouvements de libération nationale visant à libérer le peuple sans recourir à la lutte des classes.
- Tendance artistique et en particulier littéraire qui s'attache à l'expression de la vie et des sentiments des milieux populaires.

Le terme employé par les politicien-ne-s se rapproche plutôt de la définition donnée par Wikipedia (je sais... on m'a toujours dit, au collègue, que ce n'était pas une source valide...):

Dans son acception générale d'aujourd'hui, le mot populisme désigne une approche politique qui oppose le peuple aux élites politiques, économiques ou médiatiques.

Le sentiment d'exclusion du pouvoir, même élu démocratiquement, est à la base de cette attitude qui touche aussi bien des sensibilités politiques de droite que de gauche. Le populisme se réfère à un peuple qu'on estime exclu du pouvoir et non écouté par la démocratie représentative jugée coupée des réalités.

Exploité parfois par des partis activistes, ce courant de pensée politique peut prendre des aspects démagogiques en préconisant et/ou soutenant des solutions simplistes à divers problèmes sociaux, économiques et politiques. Le mot populisme est fréquemment utilisé dans un sens péjoratif, notamment pour discréditer les adversaires politiques en effectuant un rapprochement avec la naissance des fascismes dans les années 1920.

Il faut retenir, dans son emploi actuel, les idées de **simplification (excessive)**, de **complicité avec le peuple**, et d'**opposition entre les classes** – et y ajouter un emploi spécifique volontairement péjoratif. S'il y aurait bien une distinction à opérer entre les diverses couleurs du populisme actuel (le populisme nationaliste du RN ou de DLF, les populismes égalitaristes de gauche), il apparaît donc que c'est un modèle rhétorique dans lequel peuvent s'injecter diverses tendances politiques – et dans lequel s'injecte donc, lui aussi, le pouvoir dominant. Même au cœur du système, des orateurs comme Emmanuel Macron utilisent au moins deux des trois leviers du populisme : la simplification du monde politique (paradoxalement doublé d'une complexification par les chiffres), et une forme de complicité... qui devient de plus en plus difficile à tenir.

Ce pouvoir en place continue d'utiliser le terme « populisme » pour critiquer la superficialité de ce qu'il nomme les « extrêmes », se prenant à son propre jeu ; le mot permet de faciliter l'analogie entre les fascismes et les utopies : quel que soit le fond de ces utopies, leur simple forme idéaliste est taxée de simplisme, et fait un rapprochement plus dangereux : on dit d'elles qu'elles sont à la fois irrationnelles et irréelles – car, dans ce langage, le réel est sinistrement assimilé à la raison.

## **L'Acteur**

Sans pouvoir déterminer si cela est calculé ou pas, une dernière variable entre en jeu dans la rhétorique macronienne : celle du *président normal*. Le concept vient certes de son prédécesseur, et il semblait de surcroît que Manuel Macron cherchât à s'inscrire en brèche de ce concept, visant plutôt la figure d'un président *extraordinaire*, anormal. Pourtant, sous les pavés la plage, sous le costume un cœur qui bat, sous la fonction un humain : comme la gifle de Chirac ou le « casse-toi pauvre con » de Sarkozy, Macron a aussi ses écarts de langage et de tenue, car l'image légendaire et surhumaine ne saurait être maintenue en permanence. Ces fragments sont la preuve que les princes sont mortels (ou si supérieurement malins qu'ils parviennent à se faire passer pour tels), que les champions de la parole quittent leurs modèles (ou y intègrent les erreurs), mais aussi que ces garants autoproclamés de la morale ne sont finalement pas exemplaires (ou bien qu'ils deviennent des exemples d'autant plus faciles à prendre). Au vu des trois dernières parenthèses, ils sont donc la preuve que rien du tout. En voici trois :

**La poudre de perlimpinpin (3 mai 2017).** Lors du débat d'entre-deux-tours, Macron répond à Le Pen au sujet d'un euroscepticisme justifié par les migrations abusives : « l'espace Schengen permet déjà un contrôle aux frontières, donc votre proposition, c'est de la poudre de perlimpinpin ». La poudre de perlimpinpin, c'est un remède prétendument miraculeux mais totalement inefficace. Expression fantasque et surannée qui a fait jaser, ce lapin rhétorique qui semble candidement sorti du chapeau (ou du tiroir trivial de la petite rhétorique de chambre) est en fait une citation intrapolitique : Chirac, en 1979, a dit « Nous ne pensons pas que l'Europe est une sorte de poudre de perlimpinpin ». Chirac l'utilisait par la négative en parlant de l'Europe même, pour la défendre ; Macron l'utilise pour discréditer les attaques envers elle – le but est donc semblable, mais l'emploi stylistique est légèrement détourné. Il y a fort à parier que Macron ait sciemment employé cette curiosité, à la fois comme geste d'humiliation (renvoyant l'argumentaire eurosceptique avec un mot rigolo) et comme marque référentielle (ajoutant une profondeur historique aux yeux de ce qu'il nomme les « extrêmes », qui se souviennent de sa précédente occurrence). Apporter de la variation de registre dans ce moment de débat crucial, c'est aussi faire montre d'une certaine aisance, ainsi que d'une

capacité à *créer* (ou recréer) de la parole parapolitique, dont Chirac était un spécialiste (comme le truculent « abracadabrantique », entré dans la légende <sup>46</sup>).

**Qu'ils viennent me chercher (25 juillet 2018).** Peut-être un peu galvanisé par la victoire de l'Équipe de France à la Coupe du Monde de Football, Macron s'oublie lorsqu'Alexandre Benalla, employé de l'Élysée (« collaborateur »), est reconnu sur des vidéos où il moleste des manifestants le Premier-Mai en portant illégalement un brassard de police et un casque de CRS. Au cours d'une allocution devant les parlementaires LREM, première communication du président au sujet du scandale, voici les mots :

Depuis un an, il n'y a eu qui que ce soit de protégé ou de soustrait aux règles, au droit de la République. C'est ce que nos concitoyens attendent de nous. S'ils cherchent un responsable, dites-leur, dites-leur chaque jour : vous l'avez devant vous. Le seul responsable de cette affaire, c'est moi. S'ils veulent un responsable, il est devant vous. Qu'ils viennent le chercher. Et ce responsable, il répond au peuple français et au peuple souverain, et à personne d'autre.

Macron n'a pas dit « qu'ils viennent me chercher », mais « qu'ils viennent *le* chercher ». D'abord, la délicatesse de la situation politique se traduit sans doute par une légère confusion dans l'emploi des personnes grammaticales et de la situation d'élocution : « ils » se rapporte à « nos concitoyens », reliés par un déterminant possessif de première personne du pluriel qui inclut Macron et son auditoire (les députés LREM), sachant que ces concitoyens deviennent ensuite un ensemble symbolique à la troisième personne « le peuple français », tandis que Macron passe lui-même du « moi » au regard de son auditoire « devant vous » pour finir par dissocier sa première personne locutrice de sa troisième personne symbolique, indéfinie puis présentative (« un responsable » puis « ce responsable »)... Cette vague analyse grammaticale semble gratuite ; pourtant, dans un moment crucial de questionnement moral qui s'impose à l'instance la plus haute de la République Française, elle est révélatrice sinon d'un trouble profondément interne, au moins d'une volonté manifeste d'externaliser ce trouble pour flouer l'opinion, car c'est là où le plus simple appareil de la grammaire, lorsqu'elle n'est plus capable d'identifier simplement les agents d'un propos, trouve ses limites. Le propos, posé ainsi, semble moins franc que l'héroïque punchline qui subsiste de cette intervention.

Mais ici, ce qui nous intéresse, c'est le contenu du discours, totalement hors-sol : en somme, il demande aux concitoyens (des personnes politiquement non responsables, alors qu'il s'adresse à des députés) d'agir de leur propre gré pour demander des comptes. La formule subjonctive « qu'ils viennent le chercher », dans son ambiguïté injonctive (entre commandement, souhait et possibilité) laisse perplexe : est-ce alors à ce peuple prétendument « souverain » (mais en l'occurrence représenté par les auditeurs même de cette diatribe) de venir physiquement *chercher* le Président responsable (qui est pourtant *introuvable* parce qu'inatteignable) ? Le monde marche à l'envers, puisqu'en assumant cette responsabilité dans les mots, le Président se dédouane, se permet d'autant plus de rester irresponsable avec panache. Plus précisément, il se *conçède* responsable au sens négatif du terme (nous sommes bien dans la stratégie argumentative de la *concession*) tout en rendant cette position dominante passive, c'est-à-dire qu'en temps que chef d'État il se retire de la *responsabilité au sens plein* et demande que l'action politique soit intentée par les citoyens eux-mêmes (comme ailleurs il demanderait aux moins fortunés de « faire des efforts »), sans même parler du fait que cette réplique est une sorte de coup d'État du pouvoir exécutif qui se dresse en hostilité face au pouvoir judiciaire — et ce, devant les représentants du pouvoir législatif : tout y est. Qui est venu le chercher, sinon des entités passées par les ruineux et interminables fils de la justice à deux vitesses, sinon des concitoyens matés par les violences légitimes d'un État policier ? C'est là un envers immensément cynique de la parole performative : le président propose à ses concitoyens mécontents un acte dont il connaît le caractère irréalisable (puisque, légalement, personne ne peut « venir le chercher »). On peut donc conclure que, pour tout cela, la fameuse formule met surtout au jour le surplomb que prend le symbole rhétorique exécutif sur la justice et sur l'éthique.

---

<sup>46</sup> J'allais le mentionner comme un néologisme, mais j'oubliais qu'il préexiste chez Rimbaud — et j'apprends au passage qu'il est même repéré plus tôt chez Mario Proth.

**Je traverse la rue et je vous trouve un travail (16 septembre 2018).** Et après ça ira, vous avez compris l'idée. Face à un jeune homme sans emploi, horticulteur de formation,

Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, les cafés et la restauration, dans le bâtiment, il n'y a pas un endroit où je vais où ils ne me disent pas qu'ils cherchent des gens. Pas un. Non mais c'est vrai ; il y a des métiers qui nécessitent des compétences particulières [*son interlocuteur essaie d'intervenir*], quand les gens les ont pas, on les forme (c'est pour ça qu'on investit), mais après il y a des tas de métiers, c'est aussi... faut y aller, honnêtement, hôtels cafés restaurants, je traverse la rue je vous en trouve, ils cherchent simplement des gens qui sont prêts à travailler. Avec les contraintes du métier.

Si l'on est grammaticalement rigoureux, on remarque que la formule synthétisée et colportée est plus confuse dans le contexte : Macron dit « je vous *en* trouve », le pronom se rapportant habituellement au dernier substantif utilisé. L'hypothèse d'un rapport au dernier groupe substantif « hôtels cafés restaurants » est rapidement invalidée : dans la phrase suivante, ce trio devient sujet grammatical « *ils* cherchent ». C'est donc, plus probablement, « des tas de métiers » auxquels se rapporte la fameuse punchline... Pour simplifier, Macron, en répondant sur le vif, dit donc « Je traverse la rue et je vous trouve un métier » plutôt que « je vous trouve un emploi », ce qui est somme toute très différent. Ce champ lexical est communément confondu, d'où un rafraichissement s'impose :

Travail : Activité professionnelle de l'homme, régulière et rémunérée, appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose.

Emploi : Fait d'employer des personnes *pour un travail*, rémunéré et encadré par des conventions juridiques et sanitaires, dans une administration, une entreprise ou pour un particulier.

Métier : Activité sociale définie par son objet, ses techniques, et caractérisée par une spécificité exigeant un apprentissage, de l'expérience, et entrant dans un cadre légal.

On peut recouper ces définitions en une équation simple : un individu exerce un *travail*, dans le cadre officiel d'un *emploi* (l'employeur donne un emploi à l'individu qui lui transmet le fruit d'un travail en échange de rémunération), et la nature concrète de ce travail est caractérisée par le *métier* de cet individu selon la branche d'activité de son entreprise. On a coutume d'exprimer le système économique professionnel à partir de là où vient l'*emploi* — c'est-à-dire qu'on parle d'une entreprise « pourvoyeuse d'emplois », et évidemment des chômeurs comme « demandeurs d'emploi » — alors que, selon un paradigme différent, on pourrait dire que les chômeurs sont des « offreurs de travail » et les entreprises des « demandeuses de travail ». D'un point de vue macroéconomique on a tendance à occulter d'où vient le travail pour privilégier une pensée structurelle, si bien qu'on occulte la donnée du métier (dès lors qu'un emploi devient un élément statistique général, abstrait des spécificités de chaque branche) : par exemple, le fait de menacer un demandeur d'emploi d'être radié après deux refus d'offres d'emploi « correspondant à son profil », c'est occulter le métier au profit d'une valeur absolue (une personne au travail, c'est un point de moins dans le chômage).

Ce détour influe légèrement sur la réception critique de la street-intervention du président : il s'agissait d'une erreur, d'une méprise... ou d'un mépris. Il exprime deux choses : la prétendue magie du marché du travail, pour lequel un moindre effort (« traverser la rue ») permet d'entrer dans la vie active (sous-entendu, l'emploi n'est qu'une question de volonté et le chômage n'est que la conséquence d'une « fainéantise ») — et la confusion entre l'emploi et le métier, dans la mesure où, outre la question financière, n'importe quel travail pourrait convenir humainement à ce jeune homme qui a pourtant investi pour se former en horticulture alors que son président l'enjoint à oublier ce désir de *métier* spécialisé pour se plier au *réalisme* de l'emploi, plus précisément d'un emploi flexible, fluctuant, peu qualifié, voué à devenir polyvalent.

\*

Le Président de la République, donc, a tendance à décrocher, à faire des erreurs, parce qu'au fond c'est un homme mortel, avec un cœur qui bat (et un cancer du colon qui fourmille). Évidemment, « lorsque les mots sont sortis, il ne peuvent être repris » <sup>47</sup>... Alors, la *communication* a pour mission de les justifier, de les intégrer au modèle commercial que représente un personnage politique. Elle va même plus loin : elle valorise ces écarts, comme des cautions d'authenticité.

Ainsi lit-on, dans le Figaro du 16 octobre 2017 (dont je suis un lecteur assidu et passionné) : « Tantôt Emmanuel Macron utilise-t-il un mot familier comme “bordel”, que ses équipes et lui-même s'empressent de qualifier de “populaire” et relevant du “parler vrai”, tantôt le président ravive-t-il avec un grand naturel certaines expressions désuètes ». En effet, Macron lui-même, sans doute, est tout à fait conscient de la couleur que donne un lexique soudain trivial au milieu d'un discours par trop bien formalisé, et sait donc jouer du prétendu franc-parler.

Mais, plus encore, l'aveu de cette valorisation, à laquelle la *communication* se prête sans aucun recul éthique jusqu'à la fascination, se trouve dans le marketing de l'Élysée. Voici quelques captures de sa Boutique Officielle (allez admettons qu'on n'est pas regardant sur les prix parce que c'est du coton made in France) :



Grand Sac Cabas Première Dame par Le Slip Français  
19,00 €



Ajouter au panier  
T-shirt Croquignolesque  
55,00 €



T-shirt Poudre de Perlimpinpin  
55,00 €



T-shirt Champions du monde  
55,00 €

Des punchlines du président jusqu'à sa sérigraphiée posture de victoire à la...Coupe du Monde (tiens tiens ?), on est dans la célébration du fragment formel, préférant à la politique sa dimension symbolique et son culte de la personnalité. Ce qui est glaçant, c'est qu'on pourrait penser l'Élysée comme un socle objectif, une institution d'État ; mais ce n'est qu'une organisation chevillée autour d'un ancien hôtel particulier, flanquée de mille symboles et protocoles républicains encombrants, qui diffuse autour de la Présidence de la République comme il le ferait d'un produit — et qui, finalement, se met à représenter une couleur politique ou, du moins, à transformer n'importe quel Président en objet communicable. Et... non mais... attendez une minute...

LA COLLECTION

## Un cadeau et une bonne action "en même temps"

Qui a dit qu'il fallait choisir entre faire une bonne action et se faire plaisir ?  
Boule à neige, mug en porcelaine, peluche ou marinière, encouragez le 100% made in France et « en même temps » participez à la sauvegarde du patrimoine de l'Élysée.

< >

<sup>47</sup> Encore une fois, Barthes sur *Phèdre*...

EN MÊME TEMPS ?! Ils arrivent même à transformer ça en blague ? Comment m'empêcher d'imaginer deux trentenaires à la barbe impeccablement taillée en train de chercher des slogans pétés devant leurs MacBook Air et d'oublier qu'ils sont en train de faire des choses graves alors qu'ils pensent juste innocemment à vendre des trucs ?

La légèreté de la parole tend à devenir l'objet de la politique telle qu'elle est communiquée aux citoyens, ce qui rend aussi atterrant que peu étonnant le fait qu'il existe une démission citoyenne et un attrait focalisé sur une simple élection quinquennale : c'est la puissance croissante de ce symbole exécutif qui lui permet aussi de disposer de tant de prérogatives et de se permettre des écarts aussi aberrants. Les objets de l'Élysée ne diffèrent d'une parodie metal de « Notre Projet » ou d'un filtre pour photo de profil Facebook « Qu'ils viennent me chercher » qu'en ce qu'ils sont officiels, calculés et monétisés ; tout mot est délesté de poids réel pour être non seulement déchu du sacré vers l'utilitaire, mais aussi directement de l'utilitaire vers le publicitaire. Désabusé·es, on pourrait préférer tourner cela en mauvaise comédie, ou encore être sincèrement séduit comme si Manu Macaron n'était qu'un *people lambda*, ce qui revient à accepter que la sphère politique ne soit plus qu'un pur lieu de représentation et de divertissement.

### ***L'Apothéose (du vide) et le Moment (des comptes)***

Au moment où Macron et Philippe décident un remaniement gouvernemental en Octobre 2018, avant l'apparition des Gilets Jaunes, le président fait une allocution dans laquelle il tient un discours ambigu. Il transforme habilement ses contradictions en nuances et contrastes : je suis un président fort, *mais* je vous comprends et me rapproche de vous ; je représente la Nation, *mais* vous m'avez choisi (à noter que l'emploi du mot « choisir » plutôt que « élire » donne, paradoxalement, l'impression qu'il se présente d'autant plus comme un Élu proto-divin) ; j'entends les critiques, *mais* j'irai jusqu'au bout de la ligne que j'ai tracée. Je suis toujours Jupiter, mais je reste franc, honnête homme, amoureux des Français.

Rarement discours politique, probablement depuis Malraux (avec les livres duquel Macron pose d'ailleurs lors de sa toute première allocution <sup>48</sup>), n'a été si riche en variations de ton, de rythme, de débit... et en aménagements du silence, en replacements de mains calculés, en regards émus ou conquérants. Trop riche sûrement, à tel point que cela en devient théâtral ? Comme je le supposais plus tôt, **c'est dans ces contenance à première vue ornementales que se déploie la matière profonde de la rhétorique, son animation concrète**, tout autant que le contenu du texte. Cette *incarnation* est même *enthousiaste* : Macron est *entheos* <sup>49</sup>, le divin venant habiter la forme du discours écrit, où sont effacés par la fluidité les ponts entre phases rationnelles à visée convaincante et phases sensibles à visée persuasive. Le Verbe étant fait Chair.

Certes, Macaron opère un pivot rhétorique sur le 'fond', ayant compris depuis un an et demi de mandat que ses négligences populistes ne sont pas vraiment populaires. On sent soudain qu'il met en scène l'envers du pouvoir exécutif : la nécessité de s'amender, de *concéder* (car de toute manière, au bout d'un an de mandat, il est rituellement l'heure de dresser les premiers constats). « Rendre des comptes » auprès des Français, même si ce n'est pas fait au sens littéral du terme <sup>50</sup>, incombe d'entrer dans le concret, et de devoir enfin parler politique avec ses électeurices.

Cependant, le globe parfait de cette mise en scène (et cet étalage du lexique argumentaire qu'on apprend en classe de troisième — convaincre, persuader, concéder) n'est rien d'autre qu'une inlassable répétition depuis des dizaines d'années : cette profusion d'attentions cache le vide profond de la

---

<sup>48</sup> Face à cet hommage, peut-être espéré comme une filiation rhétorique, on peut toutefois objecter que Malraux, lui, était un authentique littérateur et écrivait lui-même ses discours.

<sup>49</sup> ἔνθεος : possédé par un dieu.

<sup>50</sup> Sans surprise, les grandes entreprises sont encore libres de ne pas publier leurs comptes (voir l'audition ubuesque du fils Bigard devant une commission de l'Assemblée, ou le scandale Lactalis). Sans surprise, la réduction des APL et la hausse de la CSG n'a pas bénéficié au décile le plus pauvre de la population. Pas plus que, sans surprise, la suppression de l'ISF. Les « comptes » sont moins rendus que jamais.

communication politique, telle qu'elle est pratiquée non pas par les communicants qui font les campagnes ou les tee-shirts, mais par les politicien·ne·s en personne. En l'occurrence, avec cette chaîne de concessions, on retrouve aisément l'illustration du fameux « en même temps » du Macron en campagne, qui peut être tout à fait défendable mais qui sonnait alors comme un programme de communication, une posture séductrice. Après « se taire, c'est encore parler », nous voici au « parler, c'est ne rien dire ».

Mais cela devient absurde lorsque, forcé de parler concrètement et faire des concessions, le président se met à faire des promesses intenable, et se heurte ainsi aux limites de la parole performative, du Verbe ne pouvant pas tout à fait devenir Chair. À l'heure des traditionnels vœux de la nouvelle année 2019, alors que la révolte des Gilets Jaunes a débuté depuis plusieurs semaines, l'allocution du président est fort attendue. La qualité du jeu d'acteurs n'a rien à envier à l'allocution sus-mentionnée, mais la pression sociale émet des demandes si concrètes que Macron n'a d'autre choix que de répondre sur le même registre... Or, la majorité des propositions qu'il émet alors pour répondre aux demandes des révolté·e·s relèvent soit du mensonge, soit de la manipulation oratoire. D'aucuns auront relevé avec précision la vacuité de ce discours ; je ne mentionnerai que l'annonce d'une augmentation du SMIC, répondant à l'une des demandes urgentes des porte-paroles du mouvement, qui n'est en fait qu'une légère accélération de la Prime d'Activité déjà prévue au programme de l'année 2019.

Dans la foulée, Macron annonce la tenue du Grand Débat National, dont je n'oserai résumer les conclusions par autre chose que la bonne formule de Guillaume Meurice (à force ça doit se sentir que j'écoute souvent France Inter) prenant la voix du Président : « Il est temps de discuter tous ensemble de la manière dont nous allons faire comme j'ai prévu ». La parole est devenue inutile, ou bien exclusive donc confiscatoire (« c'est moi qui donne la parole ! » dit le président en reprenant le micro, lors de la session avec les élu·e·s d'Outre-Mer).

C'est ici que brusquement je m'arrête, car la suite est aussi riche en frasques verbales, mais s'arrêtera-t-elle seulement un jour ?...



## IV.

## ÉTAT DES LIEUX DE LA NOVLANGUE — SYNTHÈSE POÉTIQOLITIQUE —

« Le monde est ouvert, la vie est réelle, et on ne peut plus vivre dans une idéologie fiscale marxisante. On a besoin de preuves. Et il faut que tout le monde paye un peu. »  
— Gérald Darmanin (mort-né).

« La violence politique, en nos régimes, sait arborer les atours de la modernité. »  
— Juan Branco, *Crépuscule*.

*Saison après saison, manuscrit après manuscrit, je m'accroche pourtant à l'écriture comme à une obsession, comme à une rédemption : parce que je n'ai rien d'autre !  
Aucun talent de rechange ! Il me faut, par les mots, racheter ma saleté. [...]*

*J'avais trouvé ma voie, enfin, mon chemin, une raison d'être : rendre à la réalité ses aspérités, quand mille autres cerveaux, dans cent bureaux, à tous les étages de tous les pouvoirs, les communicants, les chargés de ceci, les directeurs de cela, ont pour fonction de lisser la réalité, d'en atténuer la dureté.*

*Et ils accomplissent leur tâche avec d'autant plus de zèle, d'efficacité, qu'ils l'ignorent pour de bon, ce réel, qu'ils le regardent de loin, de haut, derrière des statistiques, des textes de loi, des numéros de dossiers, avec toute une langue nulle et neutre, le zoo ici décrit à grand renfort de « naturel » (sept fois), d'« authentique » (trois fois), de « liberté » (trois fois), d'« harmonie » (trois fois), d'« aventure » (deux fois), toute une novlangue qu'il nous faut lire à l'envers. [...] Étrange réel, incongru réel, formidable réel.*

— François Ruffin, *Ce Pays que tu ne connais pas*.

### ***Sur le bout de la langue***

Je n'ai pas le permis de conduire ; la seule chose que j'aie jamais faite au volant d'une voiture étant de m'initier à l'embrayage d'une Clio sur un parking désert des docks de Rouen un mardi vers vingt-trois heures trente. Mais j'aime me représenter l'idée théorique d'une symbiose entre langage et pensée de la sorte : je me souviens de ce moment fragile où le novice, en inclinant la pédale avec angoisse et parcimonie dans la voiture à l'arrêt, ressent soudain la vibration caractéristique du *point mort*, sur lequel il tombe avant de le perdre dans la seconde. C'est, encore, les tempéraments de deux amants aléatoires qui, sur le fil d'un baiser, se retrouvent par surprise sur la même longueur d'onde, et ne veulent ni ne peuvent lâcher ce baiser, à moitié conscients d'être en train d'expérimenter une rare alchimie. De même, je n'ai pas la parole facile, mais il m'arrive de ressentir à de rares occasions que ce qui sort de ma bouche est dans une sorte d'adéquation avec ce que je désirais formuler<sup>51</sup>, ce qui est assez grisant, je sais pas pour vous.

---

<sup>51</sup> Comme l'écrit Bernard Werber (eh oui, tout est bon à prendre) derrière les lunettes de son personnage, le professeur Edmond Wells (*Les Fourmis*, *Le Cycle des Anges*, *Le Cycle des Dieux*) : « Entre -Ce que je pense, -Ce que je veux dire, -Ce que je crois dire, -Ce que je dis, -Ce que vous avez envie d'entendre, -Ce que vous croyez entendre, -Ce que vous entendez, -Ce que vous avez envie de comprendre, -Ce que vous comprenez, — Il y a dix possibilités qu'on ait des difficultés à communiquer. Mais essayons quand même... »

Ce que je désire faire de ce dernier chapitre, c'était d'abord un peu flou, et ça le restera à la construction. Ça part d'une intuition, pas nouvelle, celle que **la langue française s'est dégradée** (plus globalement l'emploi du langage humain, et plus restrictivement l'épuisement des paroles politiques et publicitaires qui tiennent le monde globalisé du XXI<sup>e</sup> siècle). Halte, de suite, aux diatribes traditionalistes contre les laxismes de l'Académie (oublis circonflexes et autres ognons) — il ne s'agit pas de cela, mais au contraire de considérer qu'une élégante panoplie s'exhibe un peu plus à mesure qu'on perd le contrôle sur les lignes de fond de la langue. Qu'on ne trouve plus l'alchimie, le fil du baiser. D'ailleurs, peut-être n'est-on jamais parvenu, à aucun moment de l'histoire, à trouver la fréquence de résonance parfaite, le point de concordance entre la pensée et le langage, entre le « fond » et la « forme », cette vibration du point mort...

À la lumière de tout ce tintouin sur la langue française appliquée au langage politique, je n'ai fait que caresser une infime parcelle des possibilités du langage humain et des questions philosophiques qu'il pose à notre coexistence sociale ; mais ce qui me semble à peu près clair, c'est que j'en retire suffisamment d'éléments pour être à la fois politiquement énervé et existentiellement épuisé.

Ce qui va suivre consiste donc en un pot-pourri de modules dans lesquels j'essaie de compléter mes griefs, tantôt sur le plan typiquement politique, tantôt sur le plan plus large de l'emploi du langage qui semble s'épuiser. Cet épuisement, si l'on ne peut tout à fait le retenir (ni l'annuler pour revenir à une sorte d'âge d'or qui, sinon dans la Bible, n'a probablement jamais existé), libre à nous de le ressasser ; soit l'eau deviendra plus trouble, soit elle se clarifiera.

### « *La forme sur le fond* »

Plus basique tu meurs, cette expression résume la réduction de la prise qu'a le langage en général sur la politique en particulier : parti d'une articulation du contenu et des fins politiques, le langage se retranche vers les sphères plus légères et excitantes de la forme politique, la verve des discours, la description des personnages. Entendu dans une émission politique, suite à un débat ouvrant la campagne européenne :

- Jordan Bardella [RN] a été, quoiqu'il en soit, assez bon...
- Est-ce que vous dites ça parce que la forme l'emporte sur le fond ?
- C'est le risque d'un débat quand il n'y a pas de débat...

Les poètes et poétesses pourraient en rosir : un monde où la forme du langage prend le pas sur le fond ! où la langue n'est plus un outil employé pour communiquer autre chose, mais où elle devient sa propre fin ! Or, les poètes et poétesses savent bien que d'abord, la poésie n'est pas un monde clos ; ensuite, que si la poésie peut être politique, la politique ne peut être uniquement poétique : la poésie s'est construite comme une recreation du langage parce qu'il existait toujours, de manière antagoniste, une acception majoritaire et concrète du même langage et des mêmes langues contre laquelle la poésie jouait (un lexique et une grammaire, des règles semblables, mais un renversement des fins et par conséquent des interprétations formelles de ces règles).

À nouveau : lorsqu'il s'agit de gérer la vie des gens (qui ont certes besoin de poésie, mais qu'il est inévitable de désigner avant tout comme des corps matériels pris par la nécessité de se nourrir et de se protéger), il est effrayant de devoir batailler pour avoir accès au *fond*, tant la forme le trouble : ce fond n'est pas oublié, il n'est pas disparu, il est tout simplement obstrué.

La sphère politique, d'abord, s'en accommode : nous ne sommes plus un monde qui place la recherche de la vérité comme but suprême, car les entraves procédurières sont des échappatoires suffisants pour condamner plus rapidement des lanceuses d'alerte que des évadés fiscaux (faire primer la confidentialité sur le délit ; et même, condamner la parole avant les actes).

Et le langage général s'en accommode aussi, oubliant et confondant des mots, donc des concepts, et les remplaçant par d'autres.

## ***L'absence de nuances***

Dans le sens de Durkheim, Alain et Hegel, on a fait l'hypothèse que le langage n'est pas réductible à une conséquence de la pensée, c'est-à-dire à la simple formulation postérieure d'une idée antérieure. De même, on peut admettre que les mots ne sont de simples fragments de langage (ni éléments syntagmatiques aux significations arrêtées, ni résultats déductifs représentant l'aboutissement oral ou écrit d'une pensée préexistante). Voici les mots d'Hegel :

C'est dans les mots que nous pensons. Nous n'avons conscience de nos pensées déterminées et réelles que lorsque nous leur donnons la forme objective, que nous les différencions de notre intériorité, et par suite nous les marquons d'une forme externe, mais d'une forme qui contient aussi le caractère de l'activité interne la plus haute. C'est le son articulé, le mot, qui seul nous offre une existence où l'externe et l'interne sont si intimement réunis.<sup>52</sup>

Bien entendu, il est prétentieux de vouloir résoudre cette vaste dialectique si rapidement. Les rapports philosophiques, poétiques, politiques, philologiques, anthropologiques au langage humain (en général, et aux langues plus spécifiquement) font état d'une extraordinaire complexité. Mais son importance dans le monde de la pensée autant que dans le monde réel est indubitable.

Or, cette complexité tend, sur deux niveaux, à être dérobée par ses usages politiques. Si l'on veut avancer une raison à ce mouvement discret et profond, peut-être apparaît-il utile aux classes dominantes de diminuer la capacité de langage de l'immense majorité des humains qui ne dirigent pas. *Knowledge is power*, et sans doute *Language is power*.

Le premier niveau est relatif à une "couleur" globale. C'est le constat de la dégradation du langage contemporain le plus global et aussi le moins spécifique à la politique : certains sujets ont de plus en plus de mal à supporter un entre-deux, une nuance, une réflexion. On prétend notamment que ces idées directrices sont relatives à la morale et à l'éthique fondamentales de l'humanité (mais quelle humanité fait indiscutablement unité sur cette planète ?), et qu'elles sont d'une telle évidence que les discuter serait immédiatement douteux, voire immoral.

Le 14 janvier 2015, Najat Vallaud-Belkacem, alors Ministre de l'Éducation Nationale et de la Recherche, commente la minute de silence pour les victimes de l'attentat de Charlie Hebdo, qui n'a pas été respectée par un certain nombre d'élèves du secondaire. Outre divers chahuts, ce qui m'interloque est plutôt le cas que la ministre fait des « questionnements » :

Même là où il n'y a pas eu d'incidents, il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves. Et nous avons tous entendu les "Oui, je soutiens Charlie, mais", les "deux poids deux mesures", les "pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là ?" Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école, qui est chargée de transmettre des valeurs.

La violence et le symbolisme de l'attentat sont tels que pour elle (et, à travers sa fonction, pour les libertés fondamentales de la Constitution Française), toute *question* est assimilée à une dissidence, donc à une position anti-républicaine ; le doute n'est pas permis, la nuance ("je soutiens Charlie, *mais*") est condamnée<sup>53</sup>. Alors même qu'avant cette minute de silence, le 16 novembre, elle exprimait le souhait d'une « discussion » préalable entre élèves et professeurs, pour que ces premiers puissent s'exprimer librement...

---

<sup>52</sup> Hegel, *Encyclopédie*, III, *Philosophie de l'Esprit*.

<sup>53</sup> Eric Ciotti, toujours très fin, ira plus loin en estimant qu'il « faut pouvoir supprimer les allocations familiales aux parents des élèves qui n'ont pas respecté la minute de silence », convertissant ainsi explicitement la défense de la liberté d'expression en un fascisme concret de la pensée.

mais en orientant par avance la couleur de cette discussion vers la consultation psychologique plutôt que vers le débat d'idées :

Les enfants vont avoir envie de parler. *C'est surtout l'effroi et la peur qui vont s'exprimer chez les élèves.* Il faut les aider à verbaliser leurs émotions avant de procéder à la minute de silence.

C'est un exemple représentatif de cette disparition des nuances, qui semble ici se faire la marque d'une peur républicaine, d'un sentiment de menace envers les « valeurs » de l'État souverain (sinon de la culture occidentale souveraine face à des contre-modèles extrêmes, celui agressif du jihad ou celui passif du relativisme moral). Et qui, du coup, on y revient... n'accepte *aucune alternative*.

Plus loin du champ politique, certains concepts sont, par facilité, assimilés par automatisme à des valeurs mélioratives ou péjoratives : ainsi moi-même, lorsque j'entends le mot « capitalisme », je l'assimile par réflexe à l'incarnation de ce qu'il y a de pire dans l'humanité. Ainsi mes parents, quand ils entendent de ma bouche les mots « alcoolisme » ou « dépression » à mon propre sujet, préféreraient faire comme si ceux-là étaient hors de propos, comme s'il était abusif d'utiliser ces mots graves pour parler de situations plus subtiles (où l'on peut parler d'alcoolisme comme d'une dépendance sociale, de dépression comme d'un état chronique qui n'est pas forcément synonyme d'envie de suicide)... Ainsi Macron, quand il entend quelqu'un dire à l'une des séances du Grand Débat « Ça donne envie de se suicider », s'empresse-t-il de répondre « Mais non, ne dites pas ça ! » : compassion spontanée, incapacité à comprendre une telle violence, peur de l'entendre, volonté de taire l'existence de la détresse humaine ? Quoiqu'il en soit, dans la hâte de cette réponse que beaucoup d'entre nous donneraient spontanément si un proche nous faisait part de son désespoir, il y a le fait que cet interlocuteur n'est pas un proche et que ce locuteur, au regard de sa fonction présidentielle, fait état (comme à d'autres moments) d'une réception obtuse, et qu'il y a dans « ça donne envie de se suicider » des nuances plus profondes que la déclaration immédiate d'un malheur absolu sans échappatoire.

Dans un entre-deux, il y a des thématiques sujettes à polémique, qui sont de nature politique mais discutées dans un champ plus commun. Il est ainsi difficile de parler du nazisme : l'histoire nous a appris à n'y accepter aucune concession, et à oublier sa construction politique pour en faire exclusivement une incarnation du mal absolu. Si l'on cherche à complexifier la dessin schématique du nazisme, qu'on évoque sa stratégie politique et guerrière ou les mécanismes psycho-sociaux qui mènent à l'accession au pouvoir d'un Hitler ou d'un autre, qu'on cherche à poser un mince trait de comparaison avec des régimes actuels, cela passe rapidement pour des propos extrêmes : comparaison indécente, fascination morbide, tentative d'excuser l'inexcusable ou de comprendre l'incompréhensible (non pas au sens de « ne pouvant être compris » mais de « ne devant être compris »)... Peut-être y a-t-il aussi une peur de voir le nazisme rendu concret à nouveau : cette étape de l'histoire occidentale a bel et bien existé, elle existe puissamment, en creux, comme un trauma invécu pour les Européens ; mais ce n'est pas qu'un gouffre de méchanceté insensée qu'il faut passer sous silence — or, on préférerait tous croire que cela n'a pas été réel.

Dans un autre rayon, c'est notamment les thèmes relatifs aux inégalités discriminatoires qui produisent des positions de discours problématiques. Discuter du féminisme peut rapidement sembler revenir à rejeter, ignorer ou bien défendre les modèles patriarcaux (dont les défenseurs usent et abusent du *grand calme*), or la nature saine du féminisme tient dans le fait qu'il est impossible de faire table rase du passé (dire « hop c'est bon on arrête le machisme et maintenant on est tous égaux ! »). Ces modèles ne peuvent être effacés et traités sous l'égide d'un égalitarisme pur, puisque les raisons pour lesquelles le modèle archaïque subsiste encore relèvent d'un problème plus profond qu'un choix immédiat et binaire entre destruction ou préservation du patriarcat.

Parler des couleurs de peau revient souvent à risquer soit une posture xénophobe, soit un anéantissement de la pensée critique et des différences culturelles au sein de l'immense et diverse humanité : sous l'égide du *politiquement correct*, les représentants successifs de l'État français ont notamment eu tendance à clamer une « francité » aveugle : tout·e Français·e l'est, un point c'est tout, et dès ce moment il conviendrait d'inhiber le moindre critère sujet à discrimination (religion, couleur de peau, pays d'origine) comme si la francité était un toucher des écrouelles. Ce schéma de raisonnement au nom de la

bien-pensance, comme le soulignait avec humour Trevor Noah <sup>54</sup>, tend à niveler une réalité syncrétique : « j'aime ces joueurs [...] j'aime à quel point ils sont africains, j'aime à quel point ils sont français [...] mais pourquoi ne pourraient-ils pas être les deux ? ». Son propos tendait certes étrangement à comparer sur ce point une américanité melting-pot à la « francité » aveugle dont parle Gérard Araud (cf note préc.), mais signale surtout une facilité de langage : appartenir à une patrie ne peut être l'unique borne identitaire d'un individu.

De tels sujets sont tant aiguisés sur la pierre des *valeurs* morales, absolues et souhaitées comme demeurant indiscutables, que leur situation péremptoire dans le langage va de pair avec une impossibilité croissante à les penser. Le *politiquement correct* est un concept satirique qui met au jour cette contradiction du langage dominant : tout sujet est apte à recevoir, dans des directions tout à fait opposées, des bénédictions d'État, où s'échangent tour à tour les faveurs de la bien-pensance.

Cette propension de la bien-pensance à la recherche du scandale comme pâture (autrement dit, d'une dictature du « politiquement correct ») se retrouve tout autant dans des cercles sociaux progressistes dont l'objet est par ailleurs très louable : l'anti-racisme ou le féminisme brassent des registres rhétoriques très fermés et agressifs, qui se justifient par une raison déjà évoquée : face au « grand calme » des dominants, l'ultime forme de révolte par le langage est la colère et l'abandon légitime du « tous ensemble ». Par exemple, l'un des dispositifs prosociaux concrets mis en œuvre dans les cercles féministes est le rassemblement en non-mixité ; si l'on ne peut pas réfléchir sous la coupe d'un système dominant (celui des mâles cisgenres blancs), alors il devient impérieux d'expulser non seulement les formats langagiers de ce système, mais aussi les agents sociaux qui, peut-être malgré eux, représentent ce système, quitte à ce qu'ils se sentent injustement repoussés d'une forme d'alliance pacifique de bonne volonté (c'est le syndrome du « *not all men* » que certains mâles cis blancs rétorquent, outrés, quand on accuse l'entité macro-sociale du « patriarcat blanc »).

En somme, ce premier niveau de dégradation implique un certain nombre d'affaiblissements dans la capacité à parler ensemble, donc à vivre ensemble, donc à former un ensemble politique humain qui soit, effectivement, *humain*...

## ***Les mots volés***

Le second niveau est plus précis, et je l'ai déjà ouvert à quelques reprises : il est relatif au *Mot*, en tant que joyau lexical. Les mots ont une puissance ; poser un mot sur une chose ou un concept (autrement dit : *nommer*), c'est un acte démiurge et identificatoire ; c'est un acte de transformation de la *chose* (matérielle, sauvage, flottante, innommable, étant en soi) en objet (conceptuel, humain, fixé, nommé, existant pour soi), qui l'amène au monde (on peut considérer que cette chose n'existe pas tant qu'elle n'est pas perçue, conceptualisée et nommée). Mais « nommer », c'est aussi « supprimer les trois-quarts de la jouissance » que procure le langage, comme l'affirme Mallarmé <sup>55</sup>...

Il faudrait donc conserver une perpétuelle prudence quant aux mots que l'on choisit et que l'on entend, parce que le langage est autant créatif que destructeur. Mais, puisque le langage nous est utile à chaque instant de notre existence, il est impossible d'y être attentif en permanence... C'est précisément sur cette loi vague et immense que s'appuie le contrôle rhétorique dominant à tout point de vue : médiatique, politique, familial — le fait de faire mine de ne pas choisir ni maîtriser son langage (comme Macron se

---

<sup>54</sup> En juillet 2018, après la victoire de l'Équipe de France masculine à la Coupe du Monde de Football, celui-ci s'était exclamé dans son *Daily Show* : « *Africa won the world cup ! Africa won the world cup !* ». Il avait ensuite reçu une lettre de l'Ambassadeur de France aux États-Unis, qui avait jugé inacceptable ce trait d'esprit en estimant que peu importe leurs origines africaines, la grande majorité des joueurs de l'équipe « sont nés en France, ils ont été éduqués en France [...] et [votre propos rend légitime] l'idéologie selon laquelle il faut être blanc pour être Français ».

<sup>55</sup> Stéphane Mallarmé oppose ici le langage commun, dit « de communication » (qui cherche à mettre un mot sur tout et à formuler les énoncés les moins équivoques possibles), à la poésie, qui au contraire cherche à se jouer du langage pour tourner autour des objets, les « deviner peu à peu », les « évoquer » et non les décrire. En cela, il mise sur les puissances imaginatives du langage sensible... ce qui, appliqué en matière de parole politique, m'apparaît catastrophique.

fend de formules désuètes, *Paris Match* vous parle comme à une confidente...) pour faire baisser les gardes, misant sur la confiance qu'en toute bonne foi on accorderait spontanément à un énoncé avant de le mettre en doute, avant d'en disséquer les habiletés de lexique et les facéties syntaxiques... ce mensonge par omission, c'est un acte de terrorisme intellectuel. Sur ce relâchement de banalité, une partie du langage politique s'appuie, consciemment, pour instiller un nouveau lexique en tordant l'ancien. Observons quelques exemples (je figurerai l'ancien en italique, et le nouveau entre guillemets).

#### COMPÉTITION, ENTRAIDE, MÉRITE.

L'individualisme libéral trouve d'abord ses fabulations dans un choix soigneux : la *compétition*<sup>56</sup> qu'il entraîne (en contribuant à la destruction de certaines structures sociales informelles) est remplacée par la revendication du « mérite » légitime, et paradoxalement, on récuse la *lutte* des classes au profit d'une « alliance », d'un « rassemblement ». En somme, on cherche à ignorer la nature conflictuelle que conditionne le libéralisme, ce qui permet de s'émouvoir d'autant mieux devant tant de violences lorsque les perdants de « l'alliance » se soulèvent.

Comme déjà vu, on a toujours choisi de parler de « demandeuses d'emploi » plutôt que d'*offreuses de travail* ; et on préfère visualiser l'atomisation du droit du travail via le terme macro-économique de « flexibilité »<sup>57</sup> pour occulter le fait qu'il agit socialement comme un catalyseur de *précarité*. Les termes adoucissent la réalité. Il en découle que les « charges » salariales sont volontiers formulées comme un obstacle économique à l'embauche (comme le signale le mot même de « charge »), du point de vue de ce que cela coûte aux entreprises, alors qu'il s'agit de *cotisations* intégrées au **système assurantiel** public qui permettent de financer le chômage et les retraites — qui, donc, bénéficient au plus grand nombre et apparaissent davantage comme une aide (à la santé de la vie professionnelle collective) que comme un frein (à l'emploi). De même, « on met un pognon de dingue dans les minima sociaux, et les gens sont quand même pauvres » (Macron, répétition du discours au Congrès de la Mutualité 2018). Les aides sociales sont pointées comme un *coût* inutile et superflu, et c'est là renverser la logique du système assistanciel (l'autre branche du système de protection sociale français) : le lendemain, le président s'adressera notamment à des mutualistes (les complémentaires relevant cette fois d'un système assurantiel privé) et, leur dira-t-il, « on a besoin de vous » ; besoin des mutuelles, pour soulager l'État de ce coût humain (un soulagement qui rendrait les gens « pauvres » encore plus pauvres et qui stratifierait la couverture sociale comme c'est le cas aux États-Unis), omettant au passage que ces minima sont faits pour des raisons de survie envers ceulles qui produisent la valeur économique.

En lien avec ces questions vitales, la notion de « mérite » occupe une place centrale dans le champ lexical républicain, et est globalement perçue comme une notion méliorative. Quoi de plus naturel que chacun·e bénéficie des fruits équivalents à son implication dans un projet, à la qualité comme à la quantité de son travail, qu'il s'agisse d'abnégation pour le bien commun ou d'investissement personnel dans un concours ou une formation ? Le projet « méritocratique » (une société dirigée par le mérite) nous comble. Ce serait oublier les utilisations tout-à-l'égoût qu'on lui prête et le nombre de costumes indécents qu'on lui fait revêtir : déjà, les quelques mots ci-dessus devraient faire tilt — que *Chacun·e...* on parle d'individus, dont certains ont le droit et d'autres ne l'auront pas ; on parle donc en partie d'une lutte, car rien dans le mérite n'indique spontanément une convergence vers le bien commun. Que chacun·e *bénéficie...* on parle de bénéfice : d'une rétribution sur



<sup>56</sup> Outre la compétition professionnelle (dans son schéma le plus simple : plusieurs candidats pour un même poste) faisant écho à la méritocratie individuelle, le terme s'inscrit dans la doctrine de l'économie néo-libérale, depuis la « concurrence pure et parfaite » jusqu'à la quête de la « compétitivité » optimale (flexibilité, atomisation, etc.). Si l'on pourrait défendre ces positions en avançant que l'humain est par nature conflictuel, à l'image de la « nature » en général, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle montrent rapidement que cette attitude est très minoritaire dans tous les règnes du vivant, supplantée par des comportements mutualistes voire symbiotiques et, au pire, coexistants (*L'Entraide ou l'autre loi de la jungle*, 2019). Une proto-leçon de vivre-ensemble ?

<sup>57</sup> Juste au cas-où : quand je dis macro-économique, ça n'a rien à voir avec Macron ; c'est à l'opposé de micro-

investissement. Si telle personne décroche ce poste, c'est parce qu'elle l'a mérité : elle a travaillé dur, a le niveau de diplôme exigé, ce poste lui est un juste retour. D'abord, il y a là l'ignorance des fameux capitaux bourdieusiens (à partir de quoi part cette personne ? en ayant tel diplôme ou tel poste, n'a-t-elle pas déjà bénéficié d'une situation sociale, économique et culturelle favorable qui pourrait remettre son mérite en perspective ?). Mais il y a aussi que la notion de plaisir est expurgée au profit d'autre chose : la méritocratie stipule que tout effort sera récompensé, mais aussi que l'absence d'effort sera punie — or, selon quels critères juge-t-on l'absence d'effort (ne serait-ce pas, par exemple, le poids dudit métier dans le PIB, c'est-à-dire sa rentabilité) ?

#### COMMUNISME, SYNDICALISME, GRÈVE.



J'ai aussi déjà évoqué le *communisme*, volontiers imagé comme un « extrémisme », une « folie rouge » ; Usul approche ce détournement lexical, rappelant qu'il est souvent fait appel à la mythologie effrayante de l'époque stalinienne comme unique chemin de conséquences possible dans l'application des idées communistes. D'ailleurs, le communisme abrite en soi des courants fort différents (marxisme, léninisme, maoïsme, anarcho-communisme, etc.) et a lui-même découlé du socialisme, occasionnant de nombreuses réflexions philosophiques (bien plus qu'il n'a eu d'applications politiques concrètes dans le monde) ; il serait donc aventureux de résumer sa doctrine en deux mots lapidaires. Il est pourtant si facile de détraquer un courant politique en simplifiant ses images, les transformant en clichés périlleux pour éviter de devoir répondre aux interrogations de fond légitimes et cruciales qu'elles posent au pouvoir dominant (et, par là, je considère tout autant « l'extrême-gauche » que « l'extrême-droite »<sup>58</sup>)... Bernard Friot, pour sa part, tout en se revendiquant communiste, revendique la force de ce mot : d'une part il refuse que le *communisme* soit « édulcoré »<sup>59</sup>, et d'autre part, surtout, il refuse de « laisser ce mot aux capitalistes » — de les laisser le définir, le tordre, le mentir, l'utiliser comme argument d'opposition. Au fondement même, Marx et Engels avaient, semble-t-il, rédigé le *Manifeste* en réaction directe aux rumeurs détractrices, pour « opposer à la légende puérile du spectre communiste un manifeste authentique du parti lui-même ». Dans le même sillon, la fameuse « révolution » En Marche est évidemment l'exemple le plus criant d'un mot rouge que la communication politicienne a dérobé à son sens politique profond, comme cerné dans le précédent chapitre.

Il en va de même pour une forme socio-professionnelle allègrement chargée et d'autant plus protéiforme, hétérogène et morcelée : le *syndicalisme*. La CGT en tête de proue reçoit plusieurs noms d'oiseaux, par exemple celui de « terroristes » (rien que ça) par le patron des patrons, Pierre Gattaz, dès qu'ils s'agitent un peu (c'est-à-dire dès qu'ils font ce pour quoi ils existent). On ne peut se permettre de telles allégations que de loin, ignorant ou masquant l'histoire du syndicalisme salarial, dont l'apparition progressive a créé le fameux « dialogue social » qu'appellent aujourd'hui avec étonnement Muriel Pénicaud, Pierre Gattaz, Édouard Philippe et Manu Macaron de leurs vœux (après avoir détruit les conditions de sa saine mise en place). Le problème, c'est que les syndicats parlent aussi, alors que le gouvernement voudrait juste qu'ils écoutent en hochant la tête.

Pour parer au droit de manifester, il suffit de faire glisser la définition *in situ* de ce qu'est un *manifestant* en vue de prouver au reste de la population qu'une interdiction de manifester (ou une répression policière à bras armés) est un geste de justice et de sécurité : « c'est un noyau d'émeutiers qui ne sont plus des manifestants », dit Castaner des *black blocks*, qui sont moins faciles à définir qu'avec le méchant terme « casseurs ». Il suffit de leur ôter leur essence et de ne conserver que la forme de manifestation qu'ils ont choisi : la violence,

<sup>58</sup> La facétie de la représentation « hémicycle » de la vie politique (de gauche à droite) cache une profondeur non-linéaire : on peut considérer que le RN (étiqueté extrême-droite) n'est économiquement pas plus « à droite » que LREM. Les Républicains, sur certains points humanistes, n'ont rien à envier à la terreur xénophobe du RN.

<sup>59</sup> Par là, on peut entendre : rendu suffisamment *pop*, inoffensif et intégré au système pour être éligible, ce que fait peut-être Mélenchon en alliant le PCF au Front de Gauche en 2011. Assurément, l'ancien militant du Parti Socialiste et futur leader de la France Insoumise ne se situe pas dans une branche révolutionnaire de la gauche.

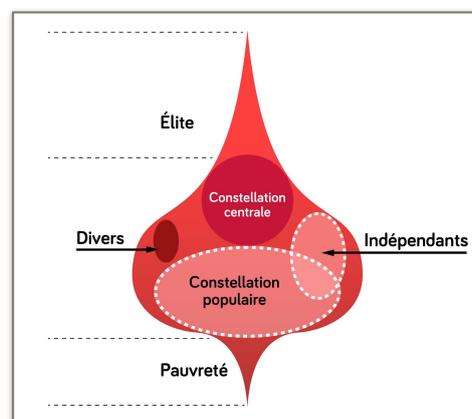
certes, mais encore une fois, une violence ciblée et qui ne me semble pas absurde face au *grand calme* dont le bras droit s'arme de flashballs. Il en va de même pour les professeures *grévist*es lors de la correction du bac 2019, dont les témoignages abondants devraient couvrir de honte les hiérarchies gouvernementales et rectorales. Le Président a carrément qualifié ces professeures de « preneurs d'otage » : **le droit républicain inaliénable à la grève devient un crime abject, et le dialogue social devient un tribunal sans jugement** où sont employées des méthodes d'intimidation puis de punition totalement illégales (« si vous refusez de donner les notes, nous les inventerons » puis « deux semaines de salaire vous seront retirées »).

En dérochant ainsi la construction sémantique historique de certains termes bien choisis, il va vite de s'approprier des raisonnements entiers en les dérochant au commun des mortels, et de transformer la réalité même.

#### CLASSE MOYENNE, INÉGALITÉS ET DISTRACTIONS.

D'autres termes, enfin, deviennent d'aimables fourre-tout. Revenons à l'idée d'« alliance » nationale : ces éléments de langage, encore une fois titulaires du fameux *grand calme* des dominants, amènent à revisiter le concept de *classe moyenne*, auparavant pensé à travers la lutte des classes marxiste, et désormais si flou et facile à employer, pour appeler à l'apaisement social en dépit de son chaos.

Certes, la thèse de la « moyennisation » développée par Henri Mendras est palpable ; selon lui, les sociétés occidentales du second XXe siècle se sont tassées vers le milieu, transformant le schéma de la *pyramide sociale* en... *oignon* sociologique. Il pourrait donc sembler, superficiellement, que la moyennisation consiste en un nivellement salutaire (admettons que c'est là l'objectif d'une société égalitaire que de placer la totalité de ses citoyen·ne·s dans un niveau de vie médian, ni ne briguant les ors, ni ne creusant la crasse). Or, le constat de Mendras est au contraire celui d'une hausse des inégalités : les discrètes pointes de l'oignon, soit l'écart entre le décile le plus fortuné et le décile le plus misérable, est en hausse constante, et c'est ce filin invisible qui menace de fracturer la fameuse « alliance », encore appelée sur d'autres terrains la « cohésion sociale ». Louis Chauvel s'est pour sa part intéressé au « déclassement des classes moyennes » : contre le mythe méritocratique et progressiste de l'*ascension sociale* (de génération en génération, les individus feront systématiquement *mieux* que leurs parents et monteront d'un échelon dans la société), on remarque davantage une tendance à la stagnation voire à la dégradation... et cela n'est pas dû aux comportements individuels ou groupaux (*reproduction sociale* par exemple), mais à une situation structurelle : les aspirations d'élévation sociale sont contredites par une impossibilité contextuelle à les concrétiser <sup>60</sup>, comme le stipule par exemple le *paradoxe d'Anderson* (un individu à niveau de diplôme plus élevé que ses parents n'est pas assuré d'avoir une position sociale plus élevée).



BREF, je ne suis pas sociologue, mais il semble bien que ce que l'on appelle aujourd'hui par le terme de « classe moyenne » soit une notion nébuleuse, qui apparemment est non seulement plus étendue que prévu, mais aussi plus basse que *moyenne* ! Ce mot trouble et pourtant important a été subtilement transformé en un outil chimérique qui anesthésie la lutte des classes, voire qui discrédite l'existence contemporaine d'une société de classes : en voyant l'oignon de Mendras, **certain·s individus de CSP peu fortunés auraient tendance à surévaluer leurs conditions de vie**, estimant qu'ils ne sont pas si pauvres que cela et qu'ils n'ont donc pas de légitimité ou d'intérêt à se révolter, **tandis que d'autres plus aisés se sous-évalueraient**, estimant qu'ils ne sont pas si riches que cela et qu'ils ne prennent donc pas part à la préservation des inégalités (Usul, encore). La « classe moyenne » peut ainsi prétendre à définir et intégrer la grande majorité de la population active, **laissant croire à une forme d'équité globalisée dans les modes de vie...** Ce qui n'est, sans doute, que poudre de perlimpinpin.

<sup>60</sup> C'est ce qu'on appelle la « dyssocialisation », et c'est, je crois, un syndrome de dissonance typique d'une société progressiste ayant atteint sa « capacité de charge », comme les lapins dans la clairière...

On peut même faire l'hypothèse que « **l'égalitarisme fou** » dont est taxé le communisme appartient en fait désormais aux capitalistes : quelqu'un ayant fait fortune peut considérer la supériorité de son patrimoine comme un bon droit, et réfuter le fait qu'en transmettant ce patrimoine à ses héritiers il perpétue des inégalités de capital économique (donc social et culturel) dans la génération suivante. Un homme blanc peut affirmer avec évidence que les sociétés occidentales sont désormais expurgées du racisme et du sexisme, et qu'il ne part donc avec aucun avantage de genre ou d'origine en comparaison à d'autres citoyens... La possibilité de parler depuis une position autorisée (et, donc, élevée) en "égalitarisant" la société est un puissant outil de préservation de la domination, légitimant le non-besoin de changements — ou, plutôt, distrayant l'attention en pointant (voire en fabriquant) des problèmes symboliques qu'on serinera comme prioritaires.

Par exemple, il fut d'une facilité déconcertante de détourner l'opinion de millions de Françaises sur l'acte III des Gilets Jaunes (voir la note <sup>39</sup>), dès lors qu'une Marianne fut vandalisée : l'événement permet de ne pas répondre « sur le fond » pour plutôt brandir l'excuse symbolique de violences matérielles inacceptables comme un écran de fumée, et lancer un débat poudre-aux-yeux sur la sécurité. Autre exemple : l'affaire Benalla, comme le souligne Juan Branco, tombait à point nommé pour occuper les esprits tandis que se révélait au même moment des collusions plus qu'intrigantes liant les financeurs de la campagne macronienne avec les gestes politiques effectués au même moment... Plus récemment, les réseaux sociaux se sont saisis d'un miroir aux alouettes, comme d'un tour de magie dont on découvre soudain l'astuce décevante : il s'agit des débats lancés sur le voile musulman, qui reviennent dans les sphères politiques et médiatiques à chaque fois que l'Assemblée doit statuer sur des lois sensibles, impopulaires et... crucialement importantes. Curieux, n'est-ce pas ?

En matière de rhétorique, repensons enfin à Macron qui prêtait à Dettinger une manipulation partisane : le Président est tant persuadé que la parole politique (*politique*, et ce, quelle que soit sa provenance) est un produit de *communication*, tant persuadé qu'elle se fabrique avec préméditation, et avec les moyens formels, culturels et argumentaires dont il dispose lui-même depuis son adolescence, que tout naturellement il s'est exprimé en *égalitarisant* le discours de Dettinger, en l'annexant sur les standards de la parole dominante, comme s'il était celui d'un représentant politique formé à ce dessein et disposant des moyens optimaux. Là surgit le paradoxe : en inhibant les disparités pour se placer dans une situation idéale de communication (parler d'égal à égal), on fait d'autant plus apparaître l'abysse des inégalités <sup>61</sup>. Même syndrome, en fait, dans le haro des "experts" de plateaux TV qui détruisent Greta Thunberg ; elle, pour le coup, dispose de l'éducation bourgeoise, du capital culturel correspondant, n'écrit pas seule ses discours — mais il est bien pratique d'utiliser la jeune femme comme un symbole totalitaire ou bien comme une dangereuse et inconsciente hystérique pour éviter de regarder en face le modèle qu'elle met en cause. Critiquer son discours d'après les normes du discours politique, prétendument courtois et mesuré (comme si elle était contextuellement l'égal d'un homme quinquagénaire et responsable d'État), permet paradoxalement de la rabaisser, en fabriquant ce contraste d'expression béant, et d'invalider son discours par la forme même.

#### PATRIOTISME ET NATIONALISME.

Vous le saviez et vous le voyez : la liste des détournements est longue comme le bras. Mais pour finir, j'aimerais évoquer un dernier petit glissement au statut particulier : il existe une distinction délicate (et même interprétable) entre les notions de « patriotisme » et de « nationalisme ».

Qu'a-t-on dans ces mots ? Le fameux suffixe en -isme/-iste attire d'abord l'attention, qui en général n'annonce rien de bon car il indique une attitude partisane active, une revendication souvent exclusive ou primante, possiblement considérée comme extrême. Ensuite, les deux racines semblent référer à une même idée, celle de l'appartenance à un pays ; toutefois, entre la « patrie » et la « nation », il y a une subtilité. La patrie, c'est le pays où l'on naît (on y est engagé par amour et devoir parce que ce pays nous a

---

<sup>61</sup> Les exemples courent les rues, dès lors qu'un·e représentant·e politique cherche à se montrer proche de ses électrices de plus basse extraction, tout en cachant mal l'absolue méconnaissance de ce que veut dire *être pauvre* : Copé et le prix d'un pain au chocolat, la députée LREM Élise Fajgeles qui ne connaît pas le montant du SMIC, « je traverse la rue et je vous en trouve », et autres « Vous n'avez pas de pain ? Mangez donc de la brioche ! »...

produit <sup>62</sup>), tandis que la nation fait appel à des constructions plus récentes qui se rejoignent autour de l'idée non pas de nature, mais de bon-vouloir, de contrat, de normes et valeurs partagées, c'est-à-dire autour d'un désir social et conscient <sup>63</sup>.

En somme, patriotisme et nationalisme représenteraient de fortes revendications en faveur de l'importance de l'une ou l'autre des ces notions symboliques, toutes deux relatives aux sentiments d'appartenance à un super-organisme socio-politique ; mais leurs significations originelles semblent avoir été égarées, et aujourd'hui, chacun des mots échoit d'un angle et d'une couleur spécifiques... les « libéraux » (LREM en tête) choisissent le *patriotisme*, les « conservateurs » (RN en tête) préfèrent le *nationalisme*, chacune aussi détestable qu'elle cherche à rendre son homologue plus détestable encore. Quelle en est la distinction ? Aujourd'hui, selon la représentation médiatique majoritaire, le patriotisme est traité selon un angle assez mélioratif : il qualifie la ferveur et le respect que l'on porte à son pays, le faisant passer dans sa hiérarchisation des valeurs individuelle comme une ligne directrice. Il ne semble pas, en soi, se proposer comme ligne politique, mais plutôt comme une vertu, une orientation de l'âme volontaire et citoyenne. Le nationalisme, pour sa part, a plus mauvaise presse, volontiers reconnu comme une position agressive revendiquant, à travers la même ferveur inclusive pour le pays, une forme d'exclusion de ce qui en est extérieur ou étranger. Cette ferveur est volontiers interprétée comme moins sensible (plus consciente), aussi plus urgente — le nationalisme étant d'ailleurs plus directement associé à une ligne politique concrète (la priorité nationale et, par corollaire, la revendication identitaire). On voit bien que les termes ont été adaptés, sinon détournés : le *nationalisme* n'emprunte pas plus à la notion historique de « nation » qu'à la conception génétique issue du mot « patrie » (via les revendications politisées du doublon droit du sol - droit du sang) — tandis que le patriotisme semble au contraire tirer davantage sa vulgate du concept transcendant de nation, puisant dans l'idée éculée du pacte démocratique, qui réunirait tout le peuple français contre vents et marrées, et s'épuisant à faire survivre les preuves obsolètes de cette union fabriquée <sup>64</sup>.

Personnellement, les mythes nationaux me fascinent. J'aime les rituels, les mythes, les emblèmes d'une nation ; ainsi, j'aimerais revendiquer mon appartenance à une grande histoire collective, à une construction autant sociale que linguistique, faite de devises, de « valeurs » dont je serais l'héritier et le perpétuateur. Or, il m'est impossible d'honorer le drapeau tricolore dont le blanc est emprunté à la monarchie, le bleu emprunté *par* la flamme Marine, le rouge couleur du sang impur qui abreuve *nos* sillons ; il m'est impossible de chanter une Marseillaise, chant guerrier censé rassembler les révolutionnaires et dont ne résonnent aujourd'hui dans les bouches des enfants forcés que des relents décadents de haine et de violence ; impossible de respecter les frontières de mon pays, qui, lassées d'être les limites pacifiques d'un territoire, sont redevenues des enjeux de mort migratoire.

Sur les terreaux de l'union, de l'appartenance collective, du contrat, de l'amour commun, tous ces symboles ont été récupérés dans leur ambiguïté par l'une ou l'autre des forces politiques dominantes — et ce changement de repère sémantique est aussi dû au fait que l'histoire ait perdu de vue les débats de sens entre les deux notions.

---

<sup>62</sup> L'idée génitrice réside dans l'étymologie *pater* (père), tandis que l'anglais préférera son envers maternel (*motherland*). On y conserve l'idée métaphorique d'une terre natale.

<sup>63</sup> Un débat autour du mot « nation » est explicitement posée dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, se partageant entre deux conceptions : la conception allemande (dite « culturelle ») théorisée par Fichte se propose d'identifier une terre germanique unifiée par la pratique d'une même langue et par l'attachement à des valeurs et imageries communes. La conception française, formulée par Sieyès et Renan, propose au contraire de dépasser les barrières négligeables des langues et dialectes différents pour revendiquer l'importance fondamentale d'une volonté de faire nation et de vivre ensemble. Cette seconde conception, qu'elle soit fondée ou pas, amènera la République Française à inventer des symboles et des institutions permettant de solidifier, sinon de construire *a posteriori*, la cohésion du pays (l'école républicaine, le service militaire...).

<sup>64</sup> voir d'abord la note <sup>63</sup>. Les preuves sont aujourd'hui devenues grotesques : propulser, toutes activités cessantes, le personnage Jacques Chirac dans l'Histoire scolaire ; monter un service civique pour forcer une cohésion sociale et une propagande républicaine ; exiger des demandeuses d'asile qu'ils connaissent par cœur la Marseillaise (combien de natifs du sol français connaissent l'intégralité des six couplets ?) ; condamner, sinon censurer, les propos mettant en doute le régime républicain ; etc...

Bref ; ces mots volés, employés à tors et à travers, il y en a à chaque tournant de discours : qu'est-ce réellement que la *démocratie*, la *république* <sup>65</sup>, la *liberté*, l'*égalité*, en comparaison des emplois rhétoriques et symboliques qu'on en fait à tour de bras dans les discours officiels comme des principes inattaquables protégeant le pouvoir en place mais, sinon cela, quasiment épuisés de leur sens ?

#### LANGUE DE BOIS ET DESTRUCTION DU SUJET.

Si l'on reprend le constat d'une distraction qui survient dans la parole dominante pour camoufler les vrais problèmes, celle-ci intervient très concrètement dans le feu de l'action rhétorique. En interview, l'une des manoeuvres favorites de la langue de bois consiste à éluder les plus directes questions pour brandir, à la place, un motif ou un sujet fantôme : à la question « Aujourd'hui, vous avouez-vous fautif au sujet de l'affaire X ? », un·e politicien·ne traditionnellement formé·e répondra « Je ne suis pas là pour faire le travail de la justice sur l'affaire X ; ce que je sais, c'est que j'ai fait plein de choses vachement bien en Y ou Z ». Le déport est systématique ; il est même devenu systémique, c'est-à-dire organisé sous la forme d'un système négateur qui reprend de manière gratuite le principe juridique de la présomption d'innocence <sup>66</sup>. Tant que rien n'est statué par l'autorité judiciaire valant pour parole d'évangile, les accusé·e·s ne sont pas coupables et peuvent donc se comporter comme tels.

La politique est bardée de cette liberté juridique laissée à la parole orale, parole qui a un caractère non-officiel (contrairement aux textes, ancrés, codés, pesés et calculés) : les pires ignominies peuvent être prononcées au micro d'une radio, et tant qu'elles ne contiennent pas de propos explicitement racistes ou diffamatoires, elles peuvent rester impunies.

N'avez-vous jamais entendu la question d'un·e journaliste, à la radio, à la télé, en jubilant d'avance du fait que l'interviewé·e serait obligé de tomber le masque tellement la question est accablante ? Puis d'avoir écouté la réponse, longue, développée, détournée, vous engourdissant, évaporant votre attention critique, jusqu'à ce que vous vous réveilliez une ou deux minutes plus tard au moment de la question suivante, comme anesthésié, à la fois frustré et néanmoins comme repu de la réponse qui a été donnée, comme si le problème qui vous semblait capital une minute plus tôt était soudain résolu comme une lettre à la poste ? Moi, oui. Trop souvent, je ressens cette attente active qui se transmue en anesthésie. Au début, je m'en contentais, pour me rassurer du monde ; maintenant, j'en ai mal. Mal de ne pouvoir rester attentif à tous les détours amadouants que prend une parole autorisée pour transformer un problème grave en formalité de discours. La force de la langue de bois réside dans la capacité d'enchaîner des mots qui font disparaître le réel sous une phraséologie rodée.

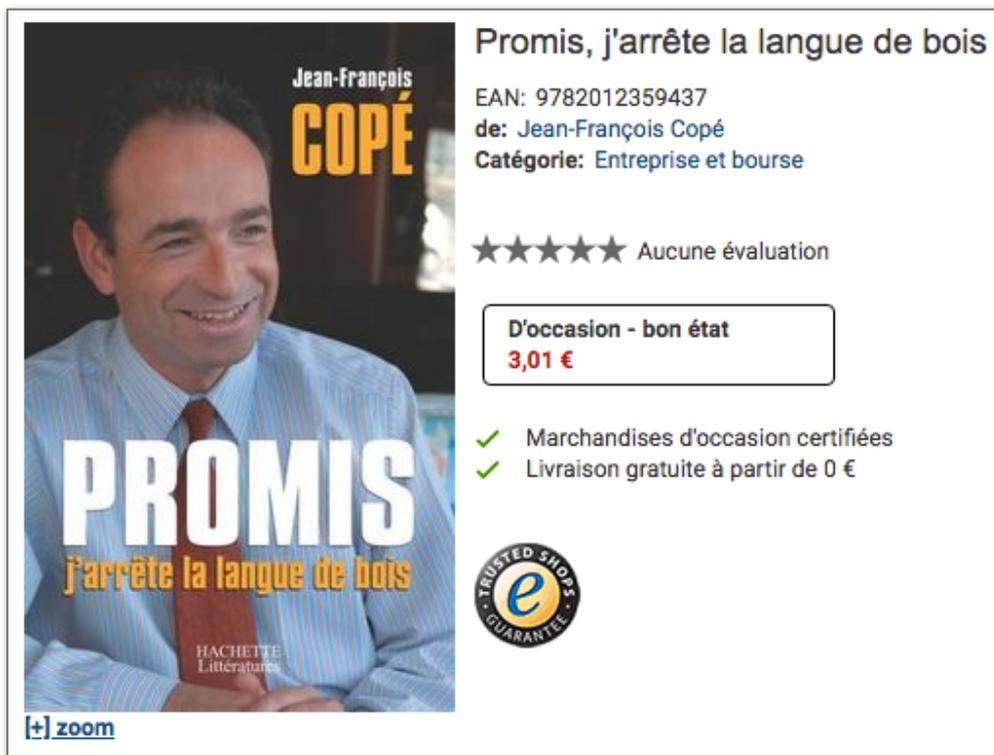
Comme on l'avait pressenti avec la dissection grammaticale du discours de Macron « Qu'ils viennent le chercher » face aux parlementaires LREM, **Françoise Thom souligne qu'un élément nodal de la langue de bois, « c'est l'emploi du mode passif » : « Dans la langue de bois, la destruction du sujet est capitale »** <sup>67</sup>. On ne parle là *que* de sujet grammatical, et pourtant cela parasite une question philosophique : **supprimer le sujet, c'est supprimer non seulement la responsabilité** (comme chez Macron), **mais aussi supprimer l'individualité** (comme le font bien les macro-pensées qui, pour le dire de manière simpliste, tendent à remplacer les humains par les statistiques). Tout devient en puissance une entité floue et lointaine, que ce soit l'image des peuples pour un président « au contact » ou bien l'image de la politique pour nous autres qui impersonnalisons les méchants légalistes sous le pronom « ils » : pronom personnel mais lointain et vide, ce « ils » qu'on ressort depuis notre enfance à toutes les sauces dès qu'on évoque une autorité désincarnée et abstraite, qui contribue à détruire les identités pour finalement se mettre à accuser (d'un côté comme de l'autre) un « système » — et accuser le système c'est le fer de lance de la déresponsabilisation politique.

---

<sup>65</sup> Alexis Corbière, par exemple, tombait des nues en lâchant « je suis républicain, mais maintenant les Républicains c'est un parti... Qu'est-ce que ça veut dire ? »

<sup>66</sup> Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'ONU en 1948, « Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. » (Art. 11)

<sup>67</sup> Françoise Thom, historienne, est l'auteure de *La Langue de bois* ; elle s'exprime ici dans le cadre de l'émission « La novlangue, instrument de destruction culturelle » (France Culture, Brice Couturier, 6 juillet 2017).  
<https://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec-george-orwell/la-novlangue-instrument-de-destruction-intellectuelle>



*Moi, je te crois, JF.*

*[Ci-gît une analyse d'interviews de Cazeneuve et Blanquer, extraits sonores à l'appui. Peut-être en annexe, un jour...]*

### ***La voix libérale : une voie de fait***

Au-delà d'une rhétorique de la domination, tout cela met au jour une domination de la rhétorique : être à la tête d'un État semble permettre de contrôler la totalité de la langue, y compris dans ses détails les plus triviaux, comme le jour où Castaner parlait du « noyau d'émeutiers » au sujet d'un samedi de Gilets Jaunes ; dans le même entretien, il disait aussi « j'aime pas le mot de limogage » (en parlant du licenciement du préfet de police de Paris), puis « ce n'était pas une boîte de nuit mais un restaurant » (en se défendant d'une série de photos éméchées un samedi soir de Gilets Jaunes)... Plus récemment, Macron affirme dans le même style qu'il « n'adore pas le mot *pénibilité* » au sujet de la « prime pénibilité au travail », « parce que ça donne le sentiment que le travail est pénible »... avant de se mettre à nuancer : bien sûr, « il y a des risques au travail qui ne sont pas les mêmes quand on travaille de nuit [...] quand on est exposé à des risques chimiques », mais malgré la nuance l'idée est déjà là : moi président, je veux choisir les mots qu'on dira plus que d'autres (et ici, l'idée, c'est qu'on doit coûte que coûte aimer son travail : même s'il est dangereux, oublions qu'il est une douleur).

Les choses sont dites par des représentants importants sur des tons assurés, dans des phrases maîtrisées : peu à peu, cette évidence formelle peut nous gagner, nous nous y habituons, car on ne s'amuse pas en permanence à relever et critiquer le moindre mot délicat employé au milieu de cet ample langage techniciste et ampoulé. De plus, l'essentiel est d'être entendu : si les voix portées au chapitre et largement diffusées sont celles des dominants, alors le contenu des propos tout autant que les codes du langage n'ont pas de raison de changer : ces voix resteront les références maîtresses.

Ce pouvoir pris sur les mots change non seulement la lettre, mais l'être même des choses. La novlangue de l'idéologie libérale a réduit le réel à un monde factuel et individué (mais pourtant formulé de manière très abstraite), tout en se posant en parangon du réel et du progrès collectif. Il y a tant à dire sur l'importance prise par la fonction métadiscursive dans le langage politique, c'est-à-dire la capacité (ou la nécessité) d'un auto-commentaire sur le discours : étant donné que tout propos public (et parfois privé) est enregistré, archivé et consultable à l'envi, la confrontation des politicien·ne·s face à leurs contradictions (entre deux discours prononcés à un mois d'intervalle, par exemple) est devenue monnaie courante, et le langage politique dominant, s'il reste hégémonique, commence à se craqueler.

Le trajet entre un discours et son référent est devenu opaque, d'autant qu'il doit jouer avec cet extrême besoin de rester cohérent, au risque de dévoiler les stratégies et artificiels "mouvements de girouette" — que, soit dit en passant, on ne compte plus, tant ils s'avèrent être moins tributaires de réelles convictions que de carriérisme. La stratégie globalement adoptée tend éhontément à prendre les citoyen·ne·s pour des imbéciles : les erreurs sont rarement assumées, on préfère nier en bloc ou bien expliquer avec condescendance à l'auditoire qu'il n'a pas bien compris la teneur première du propos. Le réflexe de protection du langage dominant a donc pour effet de cesser de parler *au nom du réel* pour s'y substituer carrément — opération d'autant plus facile dans un monde où, d'une part, on ne peut individuellement pas s'assurer de toute information par ses propres moyens (où elle est donc forcément médiée, interprétée) — et où, d'autre part, les moyens d'information prêtent souvent à suspicion quant à leur indépendance <sup>68</sup>.

### ***Le système vide, le monolithe immédiat***

Pour résumer, la dégradation du langage politique se situe à la fois au niveau du mot, unité minimale de signification — et au niveau du discours et de la parole, application concrète du langage humain via une langue donnée et par un individu donné (lui-même placé dans une situation d'élocution définie). Or, si les discours ont le pouvoir de se substituer à la chair du monde, alors chaque fait, chaque chose, chaque notion sont susceptibles d'être habillés de façades virtuelles, de « vitres opaques » de plus en plus épaisses. En ceci, on peut observer deux conséquences relatives à ces dégradations : à la fois, les mots prennent trop d'importance ; à la fois, leur agencement dans les discours les vide de leur mille subtilités de signification.

#### SYSTÈME SYNTAXIQUE DU DISCOURS.

Parlons d'abord de l'ensemble. Le langage humain a rivalisé d'ingéniosité pour, sur plusieurs dizaines de millénaires, se façonner comme un *système de signes articulés*, comme le décrirait le linguiste Ferdinand de Saussure. Le mot « système » a son importance : au sein d'un *système* (assemblage, combinaison), chaque élément a sa propre nature, mais ne peut fonctionner qu'en interdépendance avec les autres ; ainsi, au contact d'autres éléments linguistiques, un mot peut changer de fonction, selon la manière dont il est placé et articulé dans le système-phrased.

Quand Saussure étudiait ce système, il l'opposait notamment à une observation de la communication animale — qui, en tant qu'animal, ne se distingue pas de l'humain pour des raisons biologiques (sur ce plan nous sommes indubitablement des animaux), mais pour des raisons conceptuelles : ce langage animal, prenant la forme de plusieurs "langues" en fonction des espèces et des communautés, est davantage un enchaînement de signaux monolithiques. Dans les faits, Saussure prend pour exemple les abeilles : pour communiquer au reste de la colonie l'emplacement de fleurs intéressantes, l'éclaireuse opère une série de pas de danse, chaque pas correspondant à une information. Mais, étant donné que ces signaux ne transitent pas par un appareil conceptuel, comme c'est le cas dans notre construction systémique du langage, ils ne peuvent être ambivalents : il n'existe pas de battement entre le signal (le *signifiant*) et le sens qu'il exprime (le *signifié*). L'observation stéréotypique des abeilles ne peut évidemment conclure que toute communication animale serait par nature non-évolutive, mais elle souligne que la complexité des langues humaines a suffisamment travaillé la sphère conceptuelle pour s'enrichir d'une myriade de significations possibles, de malentendus ou de poésies, de nuances rhétoriques ou d'inflexions sensibles.

---

<sup>68</sup> Voir la carte des possessions des médias français réalisée par le Monde Diplomatique et l'Acrimed : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/PPA>. Il est facile de remarquer que le JT de TF1 (possédé par la famille Bouygues), s'est gardé pendant plusieurs jours d'évoquer le fiasco nucléaire de Flamanville, ou que *Le Parisien* (possédé par Bernard Arnault) a occulté *Merçi Patron !* des sorties de la semaine (film qui le met en cause) avant de refuser une publicité pour le DVD, pourtant déjà validée par le directeur du journal et déjà payée par François Ruffin, sous prétexte de « contenu militant en période électorale »... Juan Branco fait aussi état d'un compte-rendu détaillé des censures aux origines équivoques.

Roman Jakobson nous rappelle par ailleurs un modèle linguistique fondamental : toute phrase est construite selon un *axe paradigmatique* (horizontal), au sein duquel chaque segment de la phrase est une unité *syntagmatique*, verticalement remplaçable par d'autres unités (mots ou groupes de mots) tant que leur nature et leur fonction dans la phrase sont respectées. La construction d'une phrase à partir de ces éléments, relevant d'une organisation interdépendante et de certaines règles de grammaire élémentaires, est appelée *syntaxe*. Partons d'un exemple concret, en admettant que je sois rédacteur en chef et que je veuille reformuler un propos de Christophe Castaner dans mon journal :

« Moi je ne connais aucun policier, aucun gendarme, qui ait attaqué des Gilets Jaunes. »

Il	ne connaît aucun	policier	qui ait attaqué	des Gilets Jaunes.
Christophe Castaner	n'a côtoyé aucun	fonctionnaire de police	qui ait frappé	des manifestants.
Le Ministre	ne voit pas de	agent des forces de l'ordre	qui ait illégalement molesté	des méchants casseurs.
Ce drôle de monsieur	ne se souvient d'aucun	CRS	qui ait volontairement éborgné	des citoyens.

Tous les syntagmes indiqués en-dessous de la transcription brute permettraient de former des phrases toujours grammaticalement correctes et donnant à *peu près* la même signification globale. Néanmoins, chaque commutation syntagmatique apporte une inflexion subtile dans le sens de la phrase (ainsi, commencer par « Ce drôle de monsieur » placera immédiatement ma retranscription dans un ton moins neutre : soit de l'ignorance circonspecte, soit de l'ironie revendiquée). A priori, la norme *logique* du langage limite le nombre de commutations possibles : chaque phrase garde une marge de modification limitée, car chaque segment ne peut être commuté par n'importe quoi. C'est une limitation grammaticale (« policier » peut être remplacé par d'autres substantifs prenant la fonction de COD dans cette phrase, comme « CRS » tout autant que « kiwi » — mais impossible de le remplacer par un adverbe comme « constamment »), mais c'est aussi une limitation signifiante (impossible de remplacer « policier » par « politicien » ou le verbe « connaître » par « coucher avec » : même si l'un comme l'autre eussent pu être synonymes dans un autre contexte bien défini, le sens de l'énoncé serait ici erroné par rapport à l'intention d'élocution originale).

En tant que rédacteur en chef, je pourrais aussi vouloir modifier la *syntaxe* de la déclaration, si je veux être facétieux. Par exemple, *Le Point*, pour faire entrer la punchline dans sa une, a titré : « CASTANER : “AUCUN POLICIER N'A ATTAQUÉ LES GILETS JAUNES” ». La contraction syntaxique supprime ici la nuance qu'apportait la proposition indirecte, associée au choix du subjonctif dans la proposition subordonnée, rendant la formule d'autant plus lapidaire ; mais Castaner lui-même aurait pu davantage nuancer sa propre phrase. Je pourrais enfin couper la sentence avec davantage d'autorité, en supprimant carrément des syntagmes ; auquel cas, le titre « CASTANER : “JE NE CONNAIS AUCUN POLICIER” » ne serait plus très crédible... (Ou alors ce serait la preuve d'une criante franchise de sa part !)

Ce détour nous permet de remarquer que dans la déclaration du Ministre de l'Intérieur, l'unité syntagmatique ayant pu clarifier le propos et éviter la polémique (ou, au contraire, rendre d'autant plus éhontée sa déclaration) est le verbe « attaqué » : voulait-il dire « attaqué *volontairement* » ? voulait-il dire que tout geste violent d'un policier ne peut être défini comme une « attaque » pour la simple raison qu'il obéirait à des ordres légaux ? en somme, défend-t-il ses employé·e·s en désirant être très rigoureux sur ce qu'on peut sémantiquement qualifier d'« attaque », ou est-il en train de nier dans l'absolu toute forme de violence physique envers des manifestants ? (Cessons de jouer, car en vérité sa phrase suivante donne la réponse : « Par contre, je connais des policiers et des gendarmes qui utilisent des moyens de défense ; de défense de la République, de l'ordre public ».)

Pourtant, le véritable problème de cette déclaration ne réside pas tant dans le choix des mots que dans le choix d'un système, sachant qu'il s'inscrit dans une déclaration ministérielle officielle : peut-être est-il *logiquement* vrai que Christophe Castaner ne « connaît » pas personnellement un policier qui ait été attaqué un manifestant — mais en quoi le fait qu'il en *connaisse* ou non, lui, s'exprimant à la première personne en tant que ministre, avalise juridiquement le fait que des violences injustifiées (et dont la conséquence atteint la mutilation à vie, sinon la mort) n'ont pas eu lieu ?

## LE SYSTÈME DES CONCEPTS OPÉRATIONNELS.

Mais il s'agit là que d'une déclaration assez concrète quant à son référent (on discute d'une agression, dont le coupable et la victime présumés sont définis). Si maintenant on se met à lorgner vers la rhétorique de campagne ou vers les grands discours cadrés, où l'on évoque les idéaux politiques, des grands thèmes et des concepts, des programmes (ou des visions !), la commutation syntagmatique devient plus questionnante encore.

Le système paradigme-syntagme trouve des échos à foison, qui s'en ressaisissent avec cynisme ou humour : des générateurs automatiques de formules politiciennes creuses, des bingos du discours politicien, ou encore les conférences gesticulées de Franck Lepage. Ce dernier propose un exercice : il dispose de dix-sept cartes sur lesquelles sont inscrits des termes qu'il appelle « concepts opérationnels », c'est-à-dire « des mots qui ne veulent strictement rien dire, mais qui donnent l'impression de dire quelque chose ». Il les mélange et, simulant une intervention lors d'un conseil général, compose un discours « creux » en piochant les cartes au fur et à mesure et en improvisant les liants oratoires. Voici l'un des résultats (les mots tirés sont en gras) :

Je voudrais revenir dans le temps qui m'est imparti sur une notion qui me paraît à moi essentielle : c'est la question des *habitants* en tant qu'*acteurs*. Si nous voulons considérer les habitants comme des acteurs, C'est-à-dire réaliser avec eux un authentique *diagnostic partagé* qui prenne véritablement en compte la dimension *interculturelle*, alors, à l'heure de la *décentralisation*, ce que nous appelons aujourd'hui encore la *citoyenneté* doit nécessairement s'inscrire dans une forme de *proximité* ; parce que la question *démocratique* est aujourd'hui toute entière contenue dans la préservation du *lien social* et, à l'heure de la *mondialisation*, c'est désormais l'espace du *local* qui devient l'espace du *partenariat*, que nous devons tisser de *solidarité*. [...]

Le caractère d'improvisation est à relativiser, car les articulations semblent rodées ; or, elles ne sont pas fabriquées par lui pour les besoins de la caricature et du spectacle, mais préalablement contenues dans le discours qu'il singe. Il faudrait aussi relever que ces termes veulent initialement dire quelque chose ; mais, dans leur utilisation chronique en politique, ils sont voués à devenir des purs « concepts opérationnels ». Les mots ont beau n'être pas choisis au hasard, il est surprenant de constater que ce discours semble avoir du sens... Puis il remet le couvert en rebattant les cartes, et le discours fait toujours sens mais prend une direction politique tout à fait opposée !

Franck Lepage met ici au jour la vacuité archaïque d'une langue qui repose sur l'interchangeabilité lexicale — et qui, surtout, fait perdre au discours, à la *parole*, sa principale caractéristique : le fait qu'elle soit censée être l'effectuation immédiate et personnelle du langage. Au lieu de cela, elle est garnie de mots impersonnels et usés qui, par leur technicité ou leur symbolisme, gardent une sérieux d'apparat.

Les générateurs automatiques vont plus loin dans la moquerie en proposant des phrases ineptes (face auxquelles un honnête politicien rirait sans doute, mais qui ne peuvent laisser de paraître authentiques). Voici deux propositions aléatoires émises par l'*Enatronic* de Christian Féron :

1.

Je reste fondamentalement persuadé que le particularisme dû à notre histoire unique conforte mon désir incontestable d'aller dans le sens de solutions rapides correspondant aux grands axes sociaux prioritaires.

2.

Et c'est en toute conscience que je déclare avec conviction que la situation d'exclusion que certains d'entre vous connaissent interpelle le citoyen que je suis, et nous oblige tous à aller de l'avant dans la voie d'une valorisation sans concession de nos caractères spécifiques.

Je suis particulièrement fan de la seconde. Regardons, pour comparer, un extrait pris au bol du discours d'Emmanuel Macron lorsqu'il adresse ses vœux aux Français·es le 31 décembre 2018 :

Vous le voyez, nous sommes en train de vivre plusieurs bouleversements inédits : le capitalisme ultralibéral et financier trop souvent guidé par le court terme et l'avidité de quelques-uns, va vers sa fin ; notre malaise dans la civilisation occidentale et la crise de notre rêve européen sont là.

Alors faut-il s'en désespérer ? Je ne le crois pas. C'est un défi immense et tout cela est évidemment lié avec le malaise que vit notre pays mais précisément, nous avons une place, un rôle à jouer, une vision à proposer. C'est la ligne que je trace depuis le premier jour de mon mandat et que j'entends poursuivre. C'est remettre l'homme au cœur de ce projet contemporain. Cela suppose beaucoup de constance et de détermination. Mais je suis intimement convaincu que nous avons à inventer une réponse, un projet profondément français et européen à ce que nous sommes en train de vivre chez nous comme au-delà de nos frontières.

Il nous faut, là aussi, prendre comme nous l'avons toujours fait, toute notre part à la renaissance de notre monde et de notre quotidien.

Alors déjà, laissez-moi rire un bon coup pour la victoire contre « le capitalisme ultralibéral » (m'est d'avis qu'on a déjà goûté cette soupe). Ensuite, regardons le paragraphe central : la similitude avec les parodies de l'*Enatronic* ne sont-elles pas frappantes ? Est-ce que « remettre l'homme au cœur de ce projet contemporain » essaie réellement de dire quelque chose au personnel médico-social qui bosse tout l'été au bord du *burnout* pour un SMIC tout en portant des revendications précises et urgentes, avec des mots sans doute moins glamour ?

Parce que là, il y a une autre forme de vide : François Ruffin (dont je ferme le bouquin alors que je conclue cet essai, ce qui explique le nombre de mentions que j'en fais...) relève la parole d'un Macron affirmé, qui veut « aller au contact des Français ». Aller voir ces ouvrières et ouvriers métallos dont les usines ferment ; aller voir ceulles que l'on a remercié après trente ans d'ancienneté pour faire des économies alors que la firme-mère vient de recevoir le CICE pour embaucher ; aller voir ledit personnel médico-social au bout du rouleau dans des établissements spécialisés surchargés... Aller voir ? c'est-à-dire, en substance, serrer des mains dans la rue et répéter « Bonjour », « On va voir ce qu'on peut faire », « Courage ». Ruffin s'adresse à ce président de contact :

Que vous ayez choisi cette formule, « au contact », voilà qui trahit votre rapport au pays. Quoi de plus superficiel que le « contact » ? Quoi de plus bref ? Quoi de moins profond ? Dans ses *Essais de linguistique générale*, étudiés à la fac, le « contact » correspond, chez Roman Jakobson, à la « fonction phatique » du langage : Allo ? Bonjour, ça va ? C'est la forme la plus sommaire de la communication, qui l'établit juste. L'échange véritable, lui, ne vient qu'après.

Et, a fortiori, il ne vient jamais. La sommité du langage politique, lorsqu'il est directement confronté à ses électeurices dont il est devenu le responsable, le garant, dont il s'est déclaré le sauveur, ne sait rien faire d'autre (ou rien de mieux) que des facéties phatiques, ou, au mieux, quelques simulations de sérieux. Aller *au contact*, c'est accepter aussi la superficialité de l'échange politique de deuxième degré (de la sphère politicienne vers les corolles extra-politiques) et contribuer au vide qu'il crée en y mettant tout de même quelques mots.

#### LA COHÉRENCE.

En ouvrant ce point, je comptais vérifier l'hypothèse selon laquelle l'interchangeabilité des mots marquait leur faiblesse et leur inanité, à tel point que, dans le modèle paradigmatique, les commutations syntagmatiques n'auraient plus aucun poids, chaque « concept opérationnel » pouvant être remplacé par un autre sans que l'objet final du discours s'en trouve changé. Mais en faisant l'exercice, je remarque l'inverse : à partir d'une structure semblable (une syntaxe), il peut suffire d'échanger des mots-clés au sein de la structure pour produire un sens radicalement différent — sans qu'il soit nécessaire d'adapter les articulations, les chairs flexibles de la rhétorique qui entourent ces nœuds névralgiques ! Si ces discours étaient des organismes, ce seraient des monstres difformes. Des aberrations syntaxiques.

Parfois simples verbigérations, modulations vocales gratuites, ces discours mettent en péril le « système » conceptuel, cet appareil qui nous laisserait faire valoir la richesse de notre langage face à celui des animaux (auxquels on refuse la médiation de la conscience... ceci est une autre histoire). André Lalande donnait plusieurs approches du mot « système », retenant notamment celle d'un « ensemble d'idées scientifiques ou philosophiques logiquement solidaires, mais en tant qu'on les considère dans leur *cohérence* plutôt que dans leur vérité ». Cette définition résonne d'abord à travers la signification la plus usitée du mot « système » aujourd'hui : c'est la machine économique et politique, la hiérarchie en place, qui fonctionne pour elle-même, et qui doit donc davantage penser à protéger sa *cohérence* qu'à prendre des risques pour questionner en permanence la *vérité*<sup>69</sup>, la justice, l'égalité. Le discours tend lui aussi à préférer excessivement le besoin de cohérence au désir de vérité, et le besoin d'univocité à la possibilité de l'ambivalence. Si bien qu'un discours préférera se risquer à emprunter la voie de la certitude, appuyée par une syntaxe correcte, pour dire des mensonges, plutôt que faire le pari de l'hésitante honnêteté. Le philosophe Rudolf Carnap écrivait ceci :

Qu'il soit possible de former dans le langage ordinaire des suites de mots dénuées de *sens* [c'est-à-dire dénuées de critère de vérité, de méthode de vérification, de condition de déductibilité] sans violer les règles de la grammaire indique que du point de vue logique la syntaxe grammaticale ne suffit pas.

Un mensonge, c'est une phrase qui peut être syntaxiquement correcte, logiquement valable, mais qui n'est pas *effectivement* vraie. Or, ce que l'on a vu, c'est qu'on creuse sous l'idée même du mensonge : on trouve des énoncés qui, tout en restant syntaxiquement valides (cela n'est pas notre problème), vont aller contre la logique même : vont devenir dénués de sens. Cela est, au risque de me répéter, en partie dû au fait qu'on utilise souvent les mots pour formuler des énoncés « positifs » (tangibles, concrets, empiriquement vérifiables) ; alors, une confusion naît dans la mesure où la grammaire autorise à utiliser des concepts comme s'ils étaient des objets (*la République*), sans changement de statut grammatical, et à perpétuer cette confusion dans la logique, notre logique politique partagée. Alors j'avoue, ma comparaison est fallacieuse, puisque Carnap parlait en ces mots du discours métaphysique...<sup>70</sup> La politique serait-elle donc devenue une expression métaphysique, parlant de concepts qui dépassent l'entendement des humains ? Un système qui ne serait que pur système conceptuel ou rhétorique tournant à vide — et à côté de lui, des signes articulés aléatoires dont se saisirait le système comme des monolithes prêts-à-l'emploi ?

#### FRAGMENTS MONOLITHIQUES.

L'impossibilité croissante à faire langage est justement causée par la surcharge signifiante placée dans certains mots, dans certains symboles... dans toutes les sphères, la figure de la synecdoque (dire la partie pour un tout) devient reine : l'étude d'un cas isolé permet de généraliser à une CSP, une phrase vaut pour tout un discours, une chanson représente un album, une bande-annonce cache difficilement l'absence d'intérêt d'un film... Cazeneuve discute parfois avec des mères voilées et il n'y a « aucune crispation » ; Le Pen a un ami noir et le RN a des adhérents maghrébins ; Blanquer comprend la surcharge administrative des directrices d'école car il en discute avec un ami directeur ; etc. Et si cette micro-focalisation excessive peut sembler contradictoire avec l'idée de prendre le peuple pour des chiffres, ça ne l'est pas tant : dans les structures statistiques, il faut ajouter un peu de chair, mais un peu suffit, pas

---

<sup>69</sup> C'est ainsi que s'est refermé sur le monde les pièges systémiques : trop peureux de perdre ce qui a pris tant de siècles à être construit en de complexes ramifications, les systèmes mondialisés tiennent à leur cohérence d'apparat plus qu'à toute autre chose. Et ce n'est là même plus de l'intérêt individuel, c'est de l'angoisse projetée sur le monde. De manière internationale, la recherche de la vérité est désormais perçue comme suspicieuse : toutes les recherches contemporaines de la vérité (comme celles des *lanceuses d'alerte*) ne sont plus d'ordre philosophique, elles sont d'ordre factuel (débusquer les abus accomplis), et sont systématiquement punies par d'immenses sanctions comme des crimes de lèse-majesté via l'utilisation de l'appareil judiciaire techniciste comme un écran de fumée.

<sup>70</sup> *Le dépassement de la métaphysique par l'analyse logique du langage*. Vérificationniste, logicien, Carnap bat en brèche le discours métaphysique (et théologique) à partir de ce constat qu'on résumera à la hussarde : les énoncés métaphysiques sont erronés car ils ne sont ni vérifiables empiriquement, ni même corrects en termes logiques et syntaxiques. Plus exactement, il ne dit pas que ces énoncés sont vrais ou faux, simplement qu'ils sont des purs « non-sens ».

plus, de préférence la chair qui nous arrange dans les discours, et on en reste finalement au « contact » macronien concrétisé, au populisme d'apparat.

Cela nous ramène ainsi à la tendance du « fragment isolé » ou du *best-of* : de plus en plus souvent, les discours journalistiques et politiques se communiquent de manière tronquée, incomplète — sortis de leur contexte, potentiellement réécrits ou réadaptés. Ce découpage peut tout autant venir de l'émetteur (un journal en ligne qui sélectionne uniquement des petits morceaux d'un débat pour en représenter la couleur globale) que du récepteur (un individu qui ne lit que le titre de l'article, où apparaît par facilité une formule légèrement différente de celle qui a été réellement prononcée). Cela a pour effet d'éloigner le récepteur du discours politique et de transformer ledit discours en *signaux monolithiques*, bonnes formules, phrases-choc. En effet, un discours (au sens commun d'une expression orale en public) consiste en une relation étendue du locuteur à un auditoire donné dans un lieu spécifique, mais aussi à la construction d'une structure qui s'inscrit dans la longueur ; or, la décontextualisation et l'accumulation parcellaire des *best-of* (côté émission de l'information) ont pour effet une perte d'habitude à accepter et penser des raisonnements construits (côté réception), au profit d'*éléments de langage* qui ne fonctionnent plus ensemble mais côte à côte, percussifs, interchangeables, quitte à disqualifier la teneur d'un discours entier sous prétexte qu'un seul mauvais mot aurait été employé et mis en avant.

Cela a surtout pour effet d'exiger le règne de la signification immédiate : tout doit faire sens instantanément, tout doit faire événement — et, paradoxalement, tout doit entrer dans l'histoire, s'établir dans la largeur signifiante et la profondeur temporelle... <sup>71</sup> Macaron qui bat en brèche le *programme* au profit de la « magie » visionnaire, serait-ce alors la poule ou l'oeuf ? La demande d'un leader clés-en-main (capable de dire les mouvements formidables plutôt que de s'abîmer dans un détail abscons de petites mesures) crée-t-elle l'offre flexi-macroniste, ou est-ce cette offre dominante qui a attisé la demande servile ? Dans un cas comme dans l'autre, à qui jeter la pierre ? Devant l'urgence d'un capitalisme exponentiel et d'une biosphère en destruction, il semble à la fois sain et dément de désirer qu'un geste politique soit immédiatement effectif, qu'un mandat présidentiel doive proposer la résolution de tous les problèmes en cinq petites années... et que l'espèce humaine puisse encore exister pour se souvenir de tels choix.

Cela n'excuse pas pour autant certaines sentences assassines ou aveugles de certain·e·s députés ou ministres ; cela empêche surtout de les critiquer correctement et de se rendre compte que, si la machine politique est effectivement cancéreuse, on ne l'attaque pas toujours par le bon bout. Alors, n'en restons pas à la lecture d'une phrase ; vérifions, croisons, approfondissons, comprenons : c'est notre droit au langage que nous défendrons ainsi — donc notre droit à la politique ; sinon à en devenir les acteurs, du moins à en rester la matière. Et vous comprendrez peut-être, à la lecture de cet essai, que c'est aussi un appel à moi-même.

### ***Le changement de parole. La parole d'outre-politique***

Mais justement, pour parler politique, voire pour faire de la politique, a-t-on l'obligation de se plier à cette novlangue à la fois complexe et appauvrie ? Pour ceux qui veulent y faire carrière en l'état actuel, on a déjà mis en cause le besoin d'acquérir un certain nombre de connaissances techniques (législation, juridiction), de mécanismes administratifs, et bien entendu une langue spécifique, caractérisée d'une part par un lexique techniciste et de l'autre par un mode d'expression relatif à la *communication*, voire aux registres épique et lyrique. Ajoutons-y avec amertume la prescription d'Alain Minc : il vaut mieux

---

<sup>71</sup> Comme le distinguait l'historien François Dosse, les médias du XX<sup>e</sup> siècle (depuis l'Affaire Dreyfus) signent un « retour de l'événement » en son sens moderne, tourné sur lui-même, en assumant le « monopole de [leur] production » : de manière contradictoire à la définition historiographique de l'événement (un moment de rupture, évident mais d'abord insaisissable — *il fait événement* justement parce qu'il a quelque chose d'incompréhensible —, dont l'essence est contenue dans les traces et qu'il convient de déconstruire), son acception médiatique implique plutôt de « livrer tout » et « tout d'un coup ». Il semble alors plus facile à déchiffrer, mais il n'en devient que plus délicat. (Article « L'Événement », in *Historiographies*)

disposer d'un capital (« enrichissez-vous ! » intima Henry Hermand à Macaron). Tout ce bagage rend apparemment difficile d'accès la stricte sphère de l'*activité* politique.

Or, cette rupture frappe plus loin pour toucher la totalité du champ *politique* (au sens premier du terme) : maîtriser le langage est, quoiqu'il en soit, affaire de domination, de position sociale, sinon plus largement de hiérarchie humaine. Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire et d'autres se sont questionnés sur l'ambiguïté de leur position, individus africains colonisés auxquels on a imposé une langue européenne — langue qu'ils ont fini, pour certain·es, par maîtriser mieux que leur langue maternelle. Ceux-ci relèvent un malaise vis-à-vis de la langue : soit celui de se retrouver devant le fait accompli (« je m'exprime mieux en français que dans ma langue maternelle », écrit Senghor dans la revue *Esprit* en 1962), soit celui de ressentir au contraire le besoin de s'adapter à cette langue dominante, afin de pouvoir être entendu comme un semblable et non comme un sujet colonisé (comme le creusait Césaire dans son *Discours sur le colonialisme*). Ici, les *dominants* sont les colons français, étendus à tous les occidentaux ayant colonisé des territoires insulaires ou africains — et la notion de *semblable* n'entend d'abord rien de moins que la revendication à être considéré comme un être humain. Mais le combat intellectuel de la « négritude », que Césaire et Senghor ont initié, va plus loin : si les colons allochtones se sont approprié des territoires en y imposant leur culture, alors les autochtones doivent pouvoir à juste titre s'approprier la langue des colons pour, à leur tour, s'inscrire dans leur culture. Je le formule sans doute maladroitement, mais c'est là, à travers la *question* coloniale (c'est un euphémisme), que se sont posées des questions aussi tragiques que fécondes au sujet de l'appropriation, du métissage culturel, de la domination au sein de la langue et de la parole.

Sur ce modèle certes allégorique (le combat n'étant pas fini, loin s'en faut) mais absolument politique, faudrait-il donc se coder, se convertir au langage des dominants, pour pouvoir représenter un idéal politique, quitte à cesser d'être compris par ses anciens semblables les incultes citoyen·nes ? D'un point de vue littéraire, les sympathisants de la négritude et leurs héritier·es apporteront à cette question une réponse nuancée, chargée d'espoir : Patrick Chamoiseau, Édouard Glissant ou Ahmadou Kourouma vont fonder un véritable syncrétisme linguistique, en injectant des formes de leur langue d'origine au sein de la langue française, reconfigurant la grammaire et florissant le lexique, produisant de la poésie ou du réquisitoire, faisant surgir dans la littérature française des figures renouvelées (les mots du Vieux Guerrier de Chamoiseau ou du griot de Kourouma résonnent en moi), écrivant à chaque ligne de l'éminemment politique tout en étant taxés de barbarisme.

Le vieux guerrier me laisse entendre : ... ah, rêveur, je commence à te voir !... (*il exulte, diable ziguidi, puis sa voix se resserre en feuillage*)... Autour de leur Caserne, je place leur Église, leur École, leur Hôpital : ces trois dernières institutions relèvent déjà d'une autre domination. Pense aux effets (sur les esprits que l'on domine) de la neutralisation d'une maladie ancestrale : malaria, maladie du sommeil, typhus, tuberculose... MM. Koch, Pasteur, Yersin... virent leurs généreuses découvertes mises au service de subtiles dominations... Quand la Religion, l'École ou l'Hôpital, dépassant inattendûment leur tâche, éveillaient des dignités humaines, j'ai vu les colonialistes qui faisaient marche arrière, qui tentaient de les interdire, et j'ai vu le colonisé exiger qu'on les lui appliquât... Tu mesures l'impact différé d'une telle exigence ?... (*un temps, il murmure, inaudible, puis sa voix lève comme un vent de décembre*)... J'ai vu ces Écoles où des Vietnamiens, des Indiens, des Laotiens, des Algériens, des Sénégalais, des Cambodgiens, des Congolais, des Antillais..., des milliers de colonisés enseignèrent eux-mêmes à leurs filles et leurs fils ce qui allait à la fois les libérer et (silencieusement) les assujettir... C'est pourquoi ta belle enfance qui commence à se troubler ne m'étonne pas beaucoup...

— *Inventaire d'une mélancolie.*

Si ici Chamoiseau fait parler son vieux guerrier imaginaire pour étaler le *soft power* colonial dont se gargarisent encore les grandes âmes françaises, en passant par la parole du conte et les métaphores peu connues à la langue-métropole, Kourouma lui viendra ajouter du lexique et tordre les syntaxes par le parler, où la langue malinké vient sans se dire prendre le vêtement et les formes du français.

Il pourrait aller de même en politique. Certes, la pensée et l'organisation d'une société est une affaire compliquée ; mais la langue vernaculaire, quotidienne, celle avec laquelle on communique chaque jour à notre échelle, dans notre modeste sphère socio-politique, et qui se décline en multitude de vocabulaires et d'accents, pourquoi ne pourrait-on pas l'investir en politique ? Sûrement, à un moment de

la formation d'un·e député·e aujourd'hui, faut-il écarter une partie de cette petite langue pour laisser entrer la norme protocolaire de Bourbon, qui sera la base de travail commune en interne ; mais, ni au sein de ce travail, ni dans la communication rhétorique vers le reste de la sphère politique, il n'est nécessaire de se convertir entièrement d'une langue à l'autre (comme en témoignent certaines interventions de François Ruffin ou de Jean Lassalle)... Alors pourquoi les dominants entraveraient-ils si manifestement le besoin de communication ? Est-ce juste parce qu'il les gêne ?

Peut-être est-ce parce que cette langue vernaculaire n'est tout simplement pas à leur disposition : si l'on ose mettre un pied dans les tenants sociologiques de l'endogène « classe pour soi »<sup>72</sup> que serait la *classe capitaliste*, qu'il s'agisse de reproduction sociale ou de la verve des parvenus, d'héritage culturel ou de construction dans le moule, on pourra faire l'hypothèse que d'aucuns ont tant été nourris à la nécessité de s'exprimer selon les codes subtils du haut-Français (qu'il s'agisse d'un registre de langue littéraire, philosophique ou politique) qu'ils ne peuvent se plier à accepter l'entrée du prosaïque outre-politique, de la même manière que les représentant·e·s de la littérature française se sont successivement braqué·e·s face à l'apparition de formes nouvelles : la Pléiade face à Rimbaud, le roman traditionnel face au Nouveau Roman, la France entière face à « ognon »<sup>73</sup>...

Cela mène une partie des dominants à une incapacité cognitive : l'incapacité de voir le politique là où il n'est pas explicitement formalisé comme tel. Cela peut sembler contradictoire avec ce qui a été dit précédemment (autour de Macron-Dettinger) ; en fait, percevoir tout discours citoyen comme *instrumentalisé* est bel et bien une manière de dépolitiser ce discours, de le décharger de sa responsabilité et de son originalité. Leur langue, c'est la novlangue (et, sans doute, nous avons tous nos points aveugles et nos grilles de lecture, libérales, fascistes, communistes, anarchistes, qui surqualifient certains mots pour en refuser d'emblée certains autres). Dans les années 1990, un simple « nique la police » formulé dans un texte de rap (ou bien, plus récemment, un « pendez les blancs ») sera chargé par les dominants d'une brutalité irréfléchie et grossière, alors que ces mots sont non seulement éminemment politiques, mais relèvent aussi d'une autre forme de code, d'un autre champ de référence, d'un autre jeu de langage.

### ***Une démission culturelle ? La dissonance cognitive***

Peut-être, alors, est-on habitué à faire abstraction du politique en tout point : d'une part à dénier au quotidien la présence du politique dans chaque geste social, et d'autre part à cesser de voir dans la politique son battement tragique et vital pour en préférer les histoires, les risibles dérapages, la faille minimale où tout un chacun peut se moquer des dominants comme l'on jouirait de voir un champion vaincu chanceler enfin, même si l'on sait pertinemment que cette courte jouissance ne renverse en aucun cas les rapports du pouvoir.

Souvent, il y a de quoi être en désaccord avec le ton adopté par les politiques pour parler de tel ou tel sujet ; tantôt le sujet nous semble grave et on accuse une décontraction scandaleuse de la part de nos

---

<sup>72</sup> La « classe pour soi » (par opposition ou augmentation à la « classe en soi ») est une expression marxienne définissant une strate socio-professionnelle qui, en plus de partager un niveau et des modes de vie communs, est consciente de former une classe, et dont les membres sont, en conséquence, intra-solidaires et organisés.

<sup>73</sup> Pour trancher sur l'inutile question de cette orthographe (que je trouve moche), il faut rappeler que jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les dictionnaires de l'Académie n'ont cessé d'hésiter entre les deux orthographes, avant d'accepter finalement les deux en 2018, pour une raison qui s'entend : elle suit l'évolution de mots similaires (« besogne » est devenue « besogne », « montaigne » est devenue « montagne », « campagne » est devenue « campagne », « aigneau » est devenu « agneau »...)

représentant·e·s <sup>74</sup>, tantôt ceulles-là transforment en une tragique affaire d'État des événements qui nous sembleraient volontiers plus symboliques, utilisés comme cache-misère voire récupérés (pourquoi les frais de bouche de De Rugy mènent-ils plus rapidement à une réaction concrète — sa démission — qu'un emploi fictif créé par Fillon candidat à la Présidentielle 2017, qu'un financement occulte de Sarkozy candidat à la Présidentielle 2007, qu'un employé de l'Élysée allant tabasser des manifestant·e·s, lui-même cachant tout un tas de faits intolérables ?).

Force est de constater que la politique française souffre d'un curieux procédé littéraire : le décalage des registres... Ce tas de faits intolérables, tel qu'il est représenté, prend aisément la forme du burlesque : le traitement comique de ce qui est tragique s'étend au traitement léger de ce qui est grave, et il m'arrive parfois d'être lassé de mon indignation, pour préférer temporairement en sourire avec une jaune résignation.

Cette démission du sérieux tend à s'infuser dans les pratiques culturelles de ceulles qui, comme moi, n'ont pas la force d'être indigné·e·s en permanence. Il peut aller vite de vouloir décrocher des musiques qui font réfléchir (ainsi mon vague cynisme après l'écoute d'un album de "rap conscient") ; de lire autre chose que des essais éclairants (ainsi mon impossibilité à poursuivre ma lecture d'*Une Autre Fin du monde est possible*, entamée juste après le brillant et angoissant *Comment tout peut s'effondrer*) ; de ne pas se cantonner aux films explicitement politiques, sinon plus largement "intellectuels" (aller au cinéma pour contempler la misère du monde, ou accepter son besoin de se distraire en s'abstrayant ?)... Évidemment, les œuvres sont rarement inscrites dans un dilemme si radical ; mais l'indignation est épuisante pour qui ne se sent pas prêt à y répondre par le menu. Il vient un temps où, mu et formé par certaines lectures, certains visionnages, certaines écoutes, on croit comprendre que ces œuvres puissantes sont des chimères ; quel est le poids politique concret d'un morceau de Kery James ou de La Canaille, d'un essai de Pablo Servigne ou de François Ruffin, sinon de toujours persuader, conforter, reboucler nos sentiments indignés, nos idéaux révolutionnaires, notre honte patriotique et notre culpabilité collective ? Il est une culpabilité étrange qui me laisse croire, dans ces pratiques endogènes du malheur convaincu et mélancolique, que je ne fais qu'alimenter un geste de gauchisme désespéré. Les best-sellers de l'humanité sont la Bible et le Coran, suivis par le *Da Vinci Code*, les *Fifty Shades* et, en France, les romans de Musso plus quelques opus de développement personnel ; les plus gros chiffres du box-office français en 2018 ne sont pas sur les Perceval-Klotz ou les Savona, mais sur *Les Indestructibles 2*, *Les Tuche 3* et un *X<sup>ième</sup> Avengers*... La fiction mange le monde. Est-ce mal ?

Le concept de « dissonance cognitive », justement revitalisé par Pablo Servigne et Raphaël Stevens dans *Comment tout peut s'effondrer*, peut globalement s'appliquer à la culture occidentale : nous *savons* que les choses vont mal (qu'il soit question de politique au sens restreint, de société au sens large, d'écosystème), mais quelque chose en nous empêche notre propre conscience de le concevoir avec concrétude. Et, pour n'en plus jeter sur la qualité de communication des politicien·ne·s, la faute incombe sans doute pour partie aux discours des États : ce dernier reste à nos yeux l'instance la plus importante d'une société humaine, mais il est aussi un distributeur de parades pour empêcher d'avouer que *les choses vont mal*. Pendant ce temps-là, les réels destructeurs restent muets sur ce point, préférant fabriquer des publicités.

François Ruffin relève un fait divers scabreux : en 2013, Ethan Couch, âgé de 16 ans et issu d'une riche famille, roule à bord d'un pick-up à 110 km/h (sur une route limitée à 60) avec 2,4 grammes d'alcool dans le sang ; il fauche quatre personnes, tuées sur le coup. Au procès, son avocat aurait pu broder sur sa jeunesse, son degré d'alcoolémie, ses remords éternels — mais elle présente Ethan comme une victime de l'« affluenza », une maladie "sociale" affectant les plus aisés, pour qui une existence ultra-privilegiée aurait gommé les frontières entre le bien et le mal. Fakir ajoute que « dans cette attitude d'arrogance, Hannah Arendt discerne un élément qu'elle juge redoutable : le détachement, l'indifférence de la part des dominants. [...] Il peut entraîner, non pas seulement l'absence de valeur de l'autre, mais l'effacement complet de l'autre, son inexistence ». En gros, la richesse *pourrait* entraîner une perte des repères moraux,

---

<sup>74</sup> La plupart des déclarations de Christophe Castaner en général... Ou encore, ce qui sort de la sphère strictement politique, Michel Platini (alors Président de l'UEFA) avant la Coupe du Monde 2014 au Brésil qui, face à une question concernant les manifestations, conseille avec un petit sourire en coin : « Si ils peuvent attendre un mois avant de faire des éclats un peu... sociaux, ça serait bien pour le Brésil et pour la planète football, quoi ». L'écart burlesque est ici représenté à tous les niveaux : Platini dégrade formellement la colère d'une partie du peuple brésilien, mais de plus il parle de politique en tant que responsable sportif, plaçant ainsi l'enjeu d'une Coupe du Monde (certes éminemment politique et financier) au-dessus de la vie commune.

c'est-à-dire une démission culturelle de la notion d'humanité. Mais l'évocation d'Hannah Arendt rappelle un autre texte de la philosophe : son rapport sur le procès d'Adolf Eichmann, criminel de guerre nazi. Elle y développe le concept de « banalité du mal » en observant cet homme que l'on s'imagine comme un esprit diabolique à la physionomie effroyable et au caractère radical, comme une incarnation du mal absolu, alors qu'il apparaît au procès n'être qu'un être banal, un fonctionnaire médiocre (non pas au sens *mauvais* mais au sens *moyen, normal*). Le *mal*, dans l'humanité, n'est pas un absolu : c'est un petit rien quotidien, c'est un fonctionnaire qui signe des papiers ou un soldat qui ferme la porte d'une chambre hermétique, c'est un système dont chaque individu est aveugle des crimes produits par le système dont il n'est qu'une pièce sur la chaîne de fabrication. Patrick Pharo résume ainsi le concept (je reprends l'article Wikipedia, à l'aise) :

L'expression banalité du mal ne peut se comprendre que comme une façon de décrire les routines par lesquelles ceux qui recourent à la violence, comme ceux qui en sont témoins, mettent en suspens leurs convictions morales et renoncent à l'examen de leur engagement pratique personnel.

Le parallèle semble clair, et le constat fait sur un nazi semble extensible à toute l'humanité : on peut contribuer au mal, en être parfaitement responsable, sans en porter l'essence ou même sans en avoir conscience. On peut à ce stade imaginer que certains individus de classes ultra-riches ne peuvent même pas concevoir l'existence concrète de la pauvreté et du mode de vie qu'elle engendre ; et s'il en perçoit des indices, ces éléments sont broyés dans un système dans lequel la misère n'est pas comprise : c'est alors une forme de dissonance cognitive. À partir de là, il va vite pour cet individu d'agir quotidiennement de manière à ce que ces millions d'êtres invisibilisés, inconcevables même, pâtissent de cet agir (et on imagine que le poids d'un acte banal et quotidien pour un homme comme Bernard Arnault n'est pas vraiment le même que celui d'un soudeur) — et, qu'ainsi, il contribue au mal, en toute banalité. Sans doute nous arrive-t-il à tous de faire des lapsus, provoqués ou permis par l'existence d'une zone aveugle dans notre conscience, qui est due à notre condition sociale : on ne *peut pas* tout voir. Et plus on se rapproche socialement, culturellement, économiquement du pouvoir, de la classe dominante, des élites (comme on voudra), plus on bénéficie d'avantages — et plus on souffre de choses impossibles à percevoir (auxquelles s'ajoute parfois une inhibition personnelle et volontaire, potentiellement doublée d'une culpabilité silencieuse). Si cette imperceptibilité *de fait* pourrait être « rattrapée » par un apport rationnel (tomber sur un article qui nous met face à un fait ou une statistique atterrante et révélatrice), on peut même décider de refuser cet accès, ressentir la nécessité de l'ignorance, le peu de place qu'une conscience aisée fait aujourd'hui à la tristesse et au malheur pour préserver sa propre santé.

Mais cette dissonance est à tous les étages. Par exemple, en matière d'écologie politique, on retrouve typiquement la contradiction suivante :

1° L'écologie est un « problème de riche », car dans le contexte actuel de la France capitaliste, un individu pauvre (et de surcroît rouage de ce système capitaliste) a pour objectif principal la survie, sur la base des moyens qui lui apparaissent (ceux du système capitaliste : le travail selon l'idéologie du capital, la consommation selon le modèle du consumérisme matérialiste, la santé par la médecine dite occidentale elle-même reposant sur les industries pharmaceutiques, etc.). De fait, il ne peut que difficilement s'encombrer d'éventuels moyens de penser à la dégradation planétaire : et s'il en a concrètement, encore manquerait-il le sentiment d'une nécessité à consacrer de l'énergie à une tâche collective autrement plus urgente que sa propre survie, car la culture associée aux pratiques écologiques n'est plus intuitive : elle se cristallise par la distance. Ses moyens de survie, mis à disposition par le système capitaliste à moindre coût, sont au contraire des outils polluants (le point de départ des Gilets Jaunes, c'est l'augmentation de la TICPE). Une position plus élevée dans la société apparaît donc comme un marche-pied à la possibilité de prendre individuellement en compte les problématiques écologiques avec d'autant plus de légèreté qu'un comportement « éco-responsable » en milieu thermo-industriel apparaît plus coûteux qu'un comportement de survie. Comme le dit en substance Attila à Isabelle dans *Les Bonnes Intentions* de Gilles Legrand (j'ai juste vu la bande-annonce) : « Vous êtes une bourgeoise, vous faites du social ; et moi je suis un pauvre, donc je fais du business ». Lorsque les structures solidaires et la projection narrative dans un avenir pavé de bonnes intentions s'assombrissent, alors on est condamné à penser d'abord à court-terme : gagner de l'argent en faisant des livraisons Deliveroo (un système facile et immédiat, bien qu'insécurisé et n'aidant

pas à cotiser pour sa retraite), sauter quelques repas pour espérer en avoir jusqu'à la fin du mois, manifester pour son droit à conduire une vieille diesel parce qu'il n'y a pas d'alternative pour pouvoir conserver son emploi... L'histoire n'a plus le temps et la visible latitude pour être contée, d'autant plus qu'elle perd son sens : où est la causalité de la méritocratie et de l'élévation sociale que prône encore le progressisme libéral ? Il serait donc logique que, dès lors qu'on ne vit plus dans l'urgence de soi, on puisse se tourner vers des questions certes plus abstraites mais aussi de plus grande ampleur (collectives et de long-terme).

2° Théoriquement, on pourrait donc se dire qu'une fois que la méritocratie a fait son œuvre justicière, chacun.e pourra exercer son devoir écologique. Pourtant, il semble exister, côté aisé du matérialisme bourgeois, une incapacité cognitive progressive à saisir le discours écologique : habitués à entendre des sentences jugées alarmistes, qui vont potentiellement à l'encontre de leur mode de vie, du type « l'écologie doit être la priorité en politique » ou « la biosphère est en train d'être détruite et les ressources naturelles seront bientôt épuisées », ils cessent d'en écouter le message politique et consistent pour s'arrêter immédiatement à leur forme, ne les entendant finalement plus que comme d'inlassables et éculés remous de langage qui n'ont d'autre but que de détruire un monde (ou, plus précisément, un modèle de monde, qui semble insacriable car bénéfique pour une minorité). Ou encore, ce qui n'est pas mieux : en extrapolant une idée globale de ces discours, certains se targueront de porter leur pierre à l'édifice, car ils respectent les petits mantras de la responsabilité individuelle (la fameuse « part du colibri » : fermer les robinets, éteindre les lumières, faire du compost, consommer moins de plastique...), produisant une excuse cohérente pour involontairement occulter la gravité collective, industrielle et à plus large échelle du problème.<sup>75</sup>

Apparemment, l'impossibilité de s'harmoniser avec une question politique aussi cruciale n'est donc pas affaire de position sociale ; toute classe peut avoir recours au burlesque quand l'injonction politique est trop forte, qu'elle vive dans l'abondance ou la nécessité. La dissonance cognitive repose précisément sur ce genre de contradictions internes, face auxquelles on se fabrique des zones d'ombre pour résoudre des problèmes qui auraient demandé une remise en question plus profonde. On rejoint la frontière ténue entre l'épuisement de la passion, le défaitisme et l'angoisse : le problème est compris, mais l'on ne parvient pas à se le figurer correctement, alors survient une certaine démission (cesser de lire les actualités quand on est en vacances, par exemple) qui consiste à sélectionner une certaine forme de langage, les autres mises à part, pour se préserver du désespoir. Impossible, en somme, de croire totalement que la politique soit un univers pourri : on aimerait toujours sauver la plus noble des professions terrestres en se refusant à penser concrètement les plus flagrantes indignités.

### ***Sur la démocratie et l'oubli de la dignité***

Justement, le 14 mars 2019 vers 8h39, Cécile Duflot et Nicolas Demorand parlent d'écologie et de dignité politique :

DEMORAND :

Je ne dis pas qu'il y a une dignité à ne rien faire et à théoriser l'inaction en disant "c'est magnifique de ne pas avancer". [...] La décision politique, dans un sens ou un autre, peut avoir — a une dignité ; les hommes et femmes politiques sont élus pour prendre des décisions, parfois elles sont douloureuses, parfois elles sont difficiles, parfois elles vont dans tel sens ou dans tel autre... Voilà, ça fait partie du job. »

---

<sup>75</sup> Ce paragraphe est singulièrement dur à mon propre égard : je viens de finir mes études dans une école artistique publique, censé m'identifier à une sorte d'élite culturelle, et mon premier contrat professionnel m'amène à travailler au pied du Panthéon, au cœur du Quartier Latin, à Paris. À travers cela, tout mon mode de vie commence à se régler malgré moi sur les rails de la vie petite-bourgeoise, alors que depuis plusieurs années résonnent en moi de manière lancinante des injonctions procrastinatrices : *dès que tu auras les moyens, tu pourras être éco-responsable...* Oui ? Et si encore j'y parviens, quel est l'intérêt d'être éco-responsable dans ce monde organisé pour détruire la biosphère ? En suis-je désormais un rouage ?

(Dans le contexte, Demorand semble dire que le fait ne pas prendre de décision immédiate quant à l'écologie politique, c'est une décision politique en soi, qui se respecte comme telle.)

DUFLOT :

La dignité d'un-e responsable politique, c'est de préserver la capacité de vivre de ses populations. Et en fait, là, le débat se place à ce niveau. C'est pas un débat tactique, c'est pas un débat d'opportunités, c'est qu'aujourd'hui, même si un responsable politique décidait qu'il ne veut pas du tout agir contre le dérèglement climatique, ça continuerait de s'aggraver [...] et la dignité d'un Président de la République, en 2019, c'est de prendre les responsabilités qui permettront aux générations qui sont *déjà là* de ne pas vivre dans vingt ou trente ans avec des difficultés considérables. La dignité politique, elle est là aujourd'hui.

En somme, ce que dit Cécile Duflot, c'est que la dignité des haut-dignitaires politiques réside dans la nécessité de préserver la dignité de toute la population. Plusieurs de ces haut-dignitaires, qui sont ou ont été au sommet de la pyramide étatique, ne cachent pas leurs ires face aux « donneurs de leçon » (à l'image de Greta Thunberg diabolisée de toutes parts) ; de même qu'ils ne cachent pas leur agacement face au mythe idéal et ancestral de la *démocratie* que leurs détracteurices clament en dépit de tout bon-sens : d'accord, ça marchait avec trois mille Athéniens, mais aujourd'hui, *démocratie* ne veut plus dire « pouvoir direct au peuple », ce n'est plus possible, il vaut vivre avec son temps et redescendre sur Terre...

C'est exact ; aussi exact que la représentation de la démocratie indirecte française relève d'une représentativité bien téléphonée — 0,2 % d'ouvriers parmi les députés contre 20,8 % dans la société, 15 millionnaires sur 32 membres du gouvernement en 2017 (ministres et secrétaires d'État confondus) <sup>76</sup>. Finalement, que le pouvoir soit tenu par une technocratie, passe encore : iels doivent être formé·e·s pour ça, formé·e·s en vue du bien commun. Ces représentant·e·s sont trié·e·s sur le volet, iels sont donc forcément la crème de la dignité : voilà ce que nous susurre notre dissonance chargée d'espoir malgré l'empilement des scandales moraux et des atteintes à la dignité. Remarquer qu'il s'agit plutôt d'une oligarchie ploutocratique, voilà un problème plus gênant : au vu des collusions toujours surprenantes entre lesdits dignitaires et les plus éminents PDG ou journalistes, la « classe pour soi » cherche à préserver sa propre dignité avant toute chose — or, cette définition-là de la dignité semble avoir des standards bien plus élevés, et plus exclusifs aussi. Le domaine public est bien un porte-voix ; il semble acquis qu'il soit devenu le porte-voix d'une partie de la population plutôt que de l'autre, divulguant alors une parole *privée* (pas le privé du petit ménage, mais celui de la grande entreprise).

Ainsi, le « renouvellement de la classe politique » par des individus issus de la « société civile » fut promis par E.M & E.M comme une ascension, un mouvement vertical bienfaisant de citoyen·ne·s qui montent au créneau de la politique ; mais en réalité, c'est davantage un coulissement horizontal entre privé et public, ce à quoi semble vouée aujourd'hui l'activité politique (entre chefs d'entreprise et chefs d'État, députés et lobbyistes, directeurs de grandes écoles et ministres...). L'élite s'intervertit les postes en vase clos. Comme l'analysent les Pinçon-Charlot, ce coulissement n'est d'abord pas un « renouvellement » véritable, puisqu'il n'est pas à sens unique : il se fait de l'un à l'autre PUIS de l'autre à l'un (la politique n'est qu'une marche de plus dans une carrière capitaliste <sup>77</sup>). Cela fait donc de la politique un métier comme un autre : l'importance capitale de l'organisation institutionnelle d'une vie en communauté (et la recherche de la dignité collective) est progressivement abandonnée, tout comme les « valeurs morales » du politique. Comme je l'ai avancé au tout début, c'est un oubli de l'essence sous l'activité, soit un oubli de la collectivité sous l'individualité. C'est une classe de passage, non pas une nouvelle génération politique ; ce sont des profils tous semblables, non pas une éclosion de la diversité sur les bancs de la République. Ce sont enfin, s'agissant des député·e·s, « de simples digéreurs, intestin silencieux, de la bouche élyséenne » selon la belle formule d'André Chassaigne, président du groupe de la gauche démocrate et républicaine : la

---

<sup>76</sup> *Le Monde Diplomatique*, « La Caste au pouvoir ».

<sup>77</sup> Comme le souligne Juan Branco, le plus grave dans cela, c'est de puiser dans la carrière politique un « capital [offert par] l'État », comme des réseaux, des compétences, des informations — pour ensuite « les mettre au service d'une institution privée » (en l'occurrence, il parle de Macron passant de l'Inspection Générale des Finances à la Banque Rothschild). *Crépuscule*, p.56. Les exemples, malheureusement, font légion, mais pas les procès pour conflits d'intérêt...

*voix* démocratique est anéantie (le principe de la représentation servant à exprimer ou convertir, de manière centralisée, les volontés d'une population locale) pour se subordonner aux mécanismes des groupes parlementaires, celui de LREM fonctionnant comme une entreprise capable de "licencier" les faux frères qui ne votent pas les lois du groupe, quitte à anéantir les *voix* des gens, tout court.

« La politique, ce n'est qu'une certaine manière d'agiter les peuples avant de s'en servir », écrivait Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord. Je n'ai pas eu le loisir de creuser : cette phrase hors-contexte fut-elle écrite avec ironie ou avec une gravité cynique ? En tout cas, elle fait se poser une question : Tout ceci ne serait-il qu'une immense mascarade ? Dans cette pièce de théâtre, la pluralité des partis n'est qu'un faire-valoir : sous prétexte de débat fécond (dont on exclue pourtant, à tour de rôle, les rougeauds de gauche et les brunâtres de droite), se joue une remarquable division des forces qui laisse place à une engeance proche d'un parti unique, tout en montrant preuves à l'appui qu'il s'agit là des effets de la plus transparente démocratie. Voilà de quoi créer un peuple de milliardaires — si tant est que le peuple puisse se résumer à quelques dizaines de milliers de têtes... voilà peut-être la solution ultime à la dignité, alors restons dignes, ne nous indignons surtout pas !

Mes propres mots n'arrivent plus à s'ordonner : me voilà loin du langage, tiré par le besoin de tout cracher à mesure que cet écrit touche à sa fin. Me voilà propre conséquence du langage détourné : je suis obsédé par les raisonnements inaboutis, les textes qui languissent et s'éteignent, qui perdent leur objet mais qui doivent finir par tout relater, avec perte. Et qui doivent se complaire dans l'éternelle lecture-écriture des évidences terribles, dans le giron de l'idéalisme pessimiste, comme pour s'enorgueillir d'avoir compris les ignominies sans même savoir les moyens par lesquels au moins tenter de les soigner.

### ***La politique comme fin en soi***

Est-ce enfin le langage qui dégrade le politique, ou la politique qui dégrade le langage ? Même s'il existait une réponse simple à ce dilemme purement théorique, on ne pourrait pas tout réparer avec une fulgurance de bonne volonté. L'un et l'autre ont pour point commun d'être d'essence sociale : ils n'ont de rôle et de sens qu'appliqués au sein d'une communauté, prenant corps dans l'interstice vide entre des millions d'individus qu'il faut relier. Or, c'est dans ces interstices (où l'on est censé faire couler le "ciment social") que se joue la forme d'une société, dans cet espace nécessaire collectif, dans nos parties communes.

Pour faire la boucle, les politiques laissent parfois penser qu'ils ont oublié cette notion horizontale d'interstice ; que l'exercice de leurs fonctions était un *moyen*, une forme active dont le but est la vie bonne et le vivre-ensemble (du moins, pour en revenir à notre définition liminaire, selon une conception idéale de la politique en phase avec le politique, et en rupture avec les pensées machiavélienne et hobbesienne). Ainsi, ces *moyens* que sont la politique, le langage, tous deux semblent être devenus des sphères à maîtriser, des objectifs personnels, des *fins en soi*.

J'étais par exemple atterré en entendant François Hollande, en mars, se défendre au micro d'encore une fois Nicolas Demorand (car j'écoute ça tous les matins en mangeant mon café) : « Au moins, j'ai réussi à devenir Président, et à amener la gauche au pouvoir ». En effet, c'était déjà un bel effort de se faire élire, mais... ensuite ? Hollande brandit ici une simple valeur : la Gauche. Qu'est-ce que cela *signifie* — quel est le référent, la *fin* de cette accession ? Ce n'est, à en croire ces quelques mots, qu'un concept vide ; le but ultime de son élection aurait été de porter un parti au pouvoir, un parti au sein d'une bataille entre chapelles, et cet objectif exclut donc le contenu réel de son mandat qui, tout compte fait, n'est pas parvenu à être foncièrement *de gauche*. François Ruffin relève aussi le paradoxe macronien d'un néolibéral pur et dur au PS : en plus de toutes ses excellences, Henri-IV, Sciences Po, l'Ena, Rothschild, élève prodigieux et rhéteur génial, il devait en plus de tout (et malgré tout cela) vouloir « s'arroger le prestige de la Gauche », adopter avec facilité et pour la gloriole la lignée complexe et combattante de « Jaurès et consort ».

Dans la valeur de spectacle qu'on a pu prêter à la rhétorique politique (coupe du monde, rap contender...), et qui ainsi transfigure non seulement le verbe interne à la politique mais aussi le verbe de ceulles qui la commentent (grand journalisme en tête de file), on retrouve aussi une auto-justification dudit spectacle, comme si toutes et tous avaient conscience du secret de polichinelle qu'ils devraient maquiller en acte noble, selon les traits d'un passé glorieux prétendument toujours en vigueur : chacun·e, à un

moment, devient un Stéphane Bern de la politique, s'émouvant d'un bel affrontement électoral ou se souvenant des victoires et des craintes, comme Stéphane Bern s'extasierait d'être sur telle place dont les pavés furent foulés par l'Histoire, en omettant de ressentir le fait que ladite place a servi à des exécutions sommaires où ce n'est pas la Justice qui a tranché le jugement, mais un Machiavel qui a tranché les têtes.

Le fabuleux Gérald Darmanin, par exemple, se pose en fervent défenseur du caractère « exceptionnel » de la fonction présidentielle : « je crois qu'il y a peu de gens qui savent ce que c'est d'être Président ». Sans blague, on aimerait bien tu sais Gérald, organiser un petit *Vis ma vie* entre Macron et une OS à la retraite. Effectivement, ce n'est pas un travail de tout repos, effectivement c'est un poste *exceptionnel* par nature, mais le mythe construit autour de ces quelques mots dépasse le constat de pénibilité : devenir un « grand décideur », et ce au fond peu importe ce que l'on décide concrètement, c'est l'ambition d'une vie. De certaines vies.

L'autotélisme de la politique est peut-être, au sein de l'humanité, une sorte de transfert d'un autre autotélisme : celui de l'humanité au sein de l'univers. À l'image de ceulles qui vivent pour les purs gestes épiques de la politique (les *danseurs*) ou de ceulles qui en font un moyen de réussite personnelle comme un autre (les carriéristes) et qui se situent donc dans une forme d'incapacité à percevoir la société qu'ils habitent, l'humanité est peut-être en majorité tournée vers un oubli métaphysique : s'il faut trouver une raison d'exister, un sens à la vie, l'être humain en trouvera aisément dans sa propre existence (profiter de la vie au maximum tout en sachant qu'elle est limitée dans le temps ; accomplir de grandes choses ; s'adonner à des préceptes supérieurs en espérant s'en voir récompensé dans l'éternité) et/ou dans sa famille, ses proches, sa société, sa nation, son espèce... bref, dans ses *semblables*. Même lorsqu'on prend conscience de l'état alarmant de la biosphère, cette honorable pensée est souvent moins menée par une réelle considération de la Terre-en-soi que par une peur des risques qui menacent notre descendance, l'humanité en devenir. Comme par défaut, sinon par injonction morale, nous pensons notre monde (humain ou non) à l'échelle de l'humanité comme fin en soi. Sans doute est-ce là la limite de nos têtes si bien faites et de notre espèce si fulgurante.

## **Fin**

On pourrait d'ailleurs, sous une forme d'utopie, imaginer que la politique ait pour but de libérer les êtres humains de leurs soucis matériels ; une fois la vie bonne atteinte, les inégalités effacées, les dissensions politiques et morales résolues, les langues unifiées, les corps protégés et les estomacs remplis, alors chacun·e serait libre de projeter sa pensée plus loin que sa propre survie individuelle et collective, et chacun·e pourrait entrer en phase avec l'univers...

Mais sans doute, l'humanité, c'est comme *Game of Thrones* ; on a toujours besoin de se raconter des histoires, de s'inventer des combats pour gorger sa vie d'un sens. SPOIL : Cersei, ayant sous les yeux la preuve de l'existence des Marcheuses, se voit posée une question cruciale : faut-il s'allier avec ses ennemis pour sauver l'humanité, même si cela revient à remiser la bataille pour le trône des Sept Couronnes (c'est-à-dire à dévaloriser les notions d'honneur et de pouvoir au profit de la simple et prosaïque survie) ? La mort est toujours plus grande pour la noblesse (comme en témoignent les tragédies classiques), car elle est sinon toujours un choix d'honneur (un sacrifice), au moins un acte symbolique et censé. Mais lorsqu'il s'agit de survivre, ou de périr dans une situation de misère, d'accablement, alors on se heurte à l'insensé, finalement à l'absence d'une fin digne de ce nom. Cersei, en refusant tacitement l'alliance, fait le choix de conserver son histoire, même si cela l'expose à une mort plus imminente, car à son niveau (autant qu'à celui de l'arc narratif de la série...) il semble nécessaire de périr avec la couronne.

Ainsi, dans notre monde, la question se pose : la paix universelle et l'égalité absolue peuvent-elles être atteintes un jour, si cela revient à anéantir l'histoire, les motivations, les désirs, les combats, les espoirs, les raisons de s'augmenter, donc la recherche d'un mouvement qui fasse vie plutôt que de l'immobilité ? Pour ceulles qui ont désormais les moyens de ne plus lutter pour la survie, la mort n'a vraisemblablement pas le même sens que pour les autres. Elle n'est pas une fatalité ; elle serait une malédiction ou bien un sacre. Elle n'est pas une menace ; elle est une peur chimérique, abstraite, pas spontanément ressentie dans la chair — ou bien un sacrifice voulu, une grandeur, une fin ciselée avec l'art

complet et calculé d'un roman classique. Conserver, à tout prix, même dans la mort, les « valeurs » pour lesquelles on s'est « battu » (mais le sens concret du *combat* a depuis longtemps échappé aux écharpés), avoir « représenté » quelque chose, porté un étendard au-dessus de l'âme et un blason sur le cœur, être d'une famille respectée, d'un parti victorieux, d'une nation rayonnante, avoir maîtrisé un langage précieux qui aura été écouté, qui aura été lu, commenté, qui aura soulevé, convaincu ou même trompé, bref, rester l'apôtre du vide — car s'il est un privilège notable de la classe dominante, c'est sans doute celui d'avoir le loisir de faire le vide, de parler le vide, de se consacrer au vide, d'être vide. Et qu'un soir, mort, on devienne plein, alors que les pauvres, quand ils meurent, se vident soudain.

En même temps, ce langage symbolique que l'on vide ou qui nous vide, c'est celui « qui nous a permis de coopérer en très grands groupes avec une souplesse et une inventivité sans égales », comme le notent Pablo Servigne et Gauthier Chapelle : les symboles, aussi pervertis qu'ils puissent devenir, ont autrement dit le pouvoir de « constituer des communautés de taille immense entre parfaits inconnus », et dont la réussite est essentiellement fondée sur l'entraide.

Alors justement, devant nous-mêmes, on se retrouve face à ce que la sociologie appellerait des comportements ritualistes : accomplir une action en ayant oublié son but et son origine — ou en l'occurrence, défendre bec et ongles des symboles et des langues dont on a oublié sur quelle promesse ils étaient fondés (l'unité, l'égalité, la fraternité que l'on foule aux pieds pour protéger Marianne). S'il fallait réunir toutes les ambiguës et inachevées démonstrations qui peuplent ce texte, toutes les portes ouvertes enfoncées et les fenêtres pas même entrebâillées, peut-être pourrais-je le faire ainsi : quels que soient les symboles défendus, les langues employées, il faut en permanence s'éviter à soi-même et aux autres d'oublier ce qu'il y a derrière les symboles et les éléments de langage, d'oublier que derrière la « magie » il y a du réel, et que derrière le « réel » il y a du sensible.

\*

\*

\*

## CLÔTURE

ALORS, AU FINAL, POURQUOI « LE FOURCHELANG DE LA RÉPUBLIQUE » ?

C'est vrai qu'on n'a pas fait plus d'un paragraphe sur Voldemort, et que les « langues magiques » (les vraies) n'occupent pas tant de place dans ce texte. Était-ce donc un teaser mensonger ? Oui j'avoue. Mais à vrai dire, en commençant, je pensais que ce texte ferait dix pages, voilà pourquoi ; il se trouve que tant de colères connexes ont dilué le cœur de cet essai (qui était censé n'être qu'un objet ludique) dans un crachoir à ires politiques que nous procurent quelques simili-pensées face à quelques fragments du monde, des pensées par lesquelles je crois n'être pas le seul à transiter, sans savoir exactement de quoi il est question, en ressentant par contre l'impérieux besoin de dire des choses qui, vides, ne le soient pas (ou essaient de ne plus l'être).

Je continue toutefois de ressentir les raisons qui me poussent à être « en même temps » fasciné par ce langage qui exerce ses pouvoirs de domination comme de la sorcellerie, et horrifié par sa réussite et son mensonge, tels qu'ils ont été cultivés, le détournant de ses motifs ontologiques, de ses enthousiasmantes raisons d'être. De la même manière que je suis fasciné par ce personnage manichéen de Voldemort, un humain divisé par sept à cause de sa peur de la mort ; un puissant prêcheur, un maître hors-normes des arcanes du langage, non seulement de la langue telle qu'elle peut être magique, mais aussi de la langue telle qu'elle porte en elle un bagage ancestral, le poids d'une tradition, c'est-à-dire la trace temporelle permettant d'avaliser moralement les pires allégations. Pour finir sur une banalité, il est toujours effrayant de voir que des outils comme le langage, immatériels mais gigantesques, longuement fabriqués à dessein de libération, peuvent si facilement devenir de versatiles instruments d'asservissement et de suppression des traits humains qu'il reste sur nos visages, trop évolués pour savoir bien se libérer de la dépendance aux complexités de nos propres systèmes.

J'en viens finalement à me questionner : peut-être que ma parole à moi, elle n'est pas magique, elle ne trouve pas de cuisantes formules pour que les regards restent sur moi ou pour conclure un essai, parce que je ne dispose pas du don pour *danser*. Peut-être que dans un autre moment, j'aurais voulu faire de *la* politique ; pas pour m'exercer au langage et à sa virtuosité, mais pour que celui-ci soit sous nos langues voué à accomplir sa fonction essentielle : faire tenir ensemble des êtres qui essaient de vivre. Cette dernière phrase me fait dire que j'ai bien fait de plutôt rester chez moi pour me plaindre en dissertant, et de sortir quand grondent d'autres colères alors que les appels au calme et au bon-sens ne cessent de pleuvoir.

Diviser son âme en sept, ce n'est pas possible, mais on aime bien l'histoire ; il ne faudrait jamais s'arrêter de raconter des histoires. Mais quand il s'agit de vivre ensemble, il faudrait arrêter de croire en la magie.

*Aubervilliers, le  
jeudi 28 novembre 2019*